IRAK LA GUERRE QUI MENACE LE MONDE

LE NOUVEAU Marianne

N° 896 Du 20 au 26 juin 2014 www.marianne.net

L 12811 - 896 - F: 3,00 €

Gloutons, frileux, conservateurs, idéologues...
En fait, de piètres capitalistes !

LES GRANDS PATRONS FRANÇAIS SONT-ILS NULS ?

POURQUOI VALLS EST DROIT DANS SES BOTTES

FRAUDE À L'URSSAF

QUAND RYANAIR PLANQUE SES PILOTES AU CAMPING !

DOM : 3.40 € - BEL, PORT CONT, ITA, ESP, LUX, AND = 3.60 € - GR, NL = 3.95 € - MAY, SPM = 4.60 € - CAN = 6.50 $CAN - D = 5 € - A = 5 € - MAR = 30 MAD - TUN = 3.50 TDN - CH = 5.50 FS - TAHITI = 700 XPF - NCAL = 650 XPF

MGEN
“La MGEN s’ouvre à tous ! Bien plus qu’une mutuelle, la référence solidaire !”
mgen.fr
MUTUELLE SANTÉ • PRÉVOYANCE • AUTONOMIE • RETRAITE
MGEN, Mutuelle Générale de l’Education nationale, n°775 685 399, MGEN Vie, n°441 922 002, MGEN Filia, n°440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - MGEN Action sanitaire et sociale, n°441 921 913, MGEN Centres de santé, n°477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du code de la Mutualité.

N° 896 -
Du 20 au 26 juin 2014

MARIANNE. 32, rue René-Boulanger, 75484 Paris Cedex 10
TÉL. : 01 53 72 29 00 FAX : 01 53 72 29 72
FONDATEURS : Jean-François Kahn, Maurice Szafran.
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : Jean-François Kahn.
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Frédérick Cassegrain.
ASSISTANTES : Aline Fayet (29 01), Véronique Gaffric (29 03), Elsa Bessot (29 26).
RÉDACTION
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Joseph Macé-Scaron (29 70)
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ : Eric Conan (29 93).
DIRECTEURS ADJOINTS DE LA RÉDACTION : Jack Dion (29 38), Nicolas Domenach (29 36), Aude Lancelin (29 70), Hervé Nathan (29 84), Anne Rosencher (29 13).
ÉDITORIALISTE : Jacques Julliard (29 03).
CONSEILLERS DE LA DIRECTION : Pierre Péan, Guy Sitbon.
ÉDITEUR : Christian Duplan (29 61).
RÉDACTION EN CHEF : Gérald Andrieu (internet) (29 67), Maureen Auriol (photo) (29 37), Arnaud Bouillin (investigation) (29 51), Isabelle Chazot (savoir vivre) (29 56), Martine Gozlan (reportage-enquête) (29 25), Jean-Claude Jaillette (société) (29 39), Périco Légasse (savoir vivre) (29 65),
CHRONIQUEUR : Guy Konopnicki (29 64).
FRANCE : Daniel Bernard (grand reporter) (29 21), Perrine Cherchève (grand reporter) (29 16), François Darras, Laurence Dequay (grand reporter-social) (29 24), Mathias Destal (politique) (29 59), Laureline Dupont (politique) (29 62), Elodie Emery (29 15), Marie Huret (grand reporter) (29 48),
INVESTIGATION : Clotilde Cadu (santé) (29 43), Marc Endeweld (grand reporter) (29 79), Emmanuel Lévy (grand reporter) (29 20), Frédéric Ploquin (grand reporter) (29 34), .
MONDE : Alain Léauthier (grand reporter) (29 44), Anne Dastakian (grand reporter) (29 23).
CORRESPONDANTS : Diane Cambon (Espagne), Pauline Curtet (Scandinavie), Ariel F. Dumont (Italie), Julien Lacorie (Israël), Lamia Oualalou (Amérique latine), Agnès-Catherine Poirier (Grande-Bretagne), Thomas Schnee (Allemagne).
IDÉES : Christian Godin, Thomas Rabino (histoire), Robert Redeker, Maxime Rovere.
CULTURE : Vladimir de Gmeline (29 95), Benoît Duteurtre (musique classique), Danièle Heymann (cinéma), Ollivier Pourriol (cinéma), Vincent Huguet (arts, enquêtes), Marin de Viry (littérature), Olivier Maison (variétés, littérature), Myriam Perfetti (29 53) (musiques, enquêtes), Frédérique Briard (29 57), Anne Dastakian (29 23) (musiques).
SAVOIR VIVRE : Anne-Sophie Michat (29 54).
Assistante idées, culture, savoir vivre : Françoise Drougat (29 70).
JEUX : Benjamin Hannuna.
Journal des lecteurs : lecteurs@journal-marianne.com.
ÉDITION : Myriam Perfetti (première SR) (29 53), Gilles Barbier (29 60), Marc Lapouille (29 32).
RÉVISION : Stéphane Blondet (29 58), Lou Payen (29 30), Olivier Ourlé (29 58).
MAQUETTE : Thierry Feuillet (direction artistique) (29 27), Philippe Ealet (chef de studio) (29 31), Mathieu Quintard (29 75).
PHOTO : Frédérique Briard (29 57), Gaëlle Gauducheau (29 28), Annie Assouline (reporter photo). Infographie : IDÉ.
ÉDITIONS NUMÉRIQUES WWW.MARIANNE.NET
Journalistes : Bruno Rieth (29 78), Régis Soubrouillard (29 98).
Community manager : Alexandre Coste (29 29).
ADMINISTRATION
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE : Katherine Menguy (29 22).
SERVICES GÉNÉRAUX : Marie Filipovic (29 90), Jean Benizri, Mariam Jagana.
SERVICE DU PERSONNEL : Dominique-Alice Caffin (29 11), Myriam Elbarch (gestionnaire personnel et paie) (29 99).
Comptabilité-finances : Nourredine Khalid (responsable) (29 12), Laëtitia Boumehdi (29 09).
INFORMATIQUE : Philippe Briansoulet (29 77).
DIFFUSION
DIRECTRICE DE LA DIFFUSION : Catherine Cathala (29 35).
MARKETING ABONNEMENTS : Annie Chédru (29 69) (responsable), Laurence Hay (numérique) (29 40), Bernadette Sermage (29 41).
VENTES MESSAGERIES :
VIP Diffusion Presse - Frédéric Vinot - n° Vert : 08 00 51 49 74
PUBLICITÉ
PM & Co Régie publicitaire - 6 ter, rue Rouget-de-Lisle - 92400 Courbevoie (01 49 97 07 06), fax : 01 49 97 05 90
DIRECTRICES ASSOCIÉES : Pascale Bieder-Singer ; Maud Cohen Solal
SERVICE COMMERCIAL :
Marianne - 32, rue René-Boulanger - 75484 Paris Cedex 10
DIRECTRICE RÉGIE PM&CO : Pascale Bieder-Singer (01 53 72 29 81).
DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT : Klervia Bianchi (29 87).
DIRECTRICES DE CLIENTÈLE : Aurélie Larvol (29 82), Zahia Hama (29 83), Cécile Monod (Internet) (29 71). c.monod@journal-marianne.com
LITTÉRAIRE : Klervia Bianchi (29 87).
ASSISTANTE COMMERCIALE ET EXÉCUTION : Aline Aoutcheme (29 80). a.aoutcheme@journal-marianne.com. fax : 01 53 72 29 88
Fabrication
DIRECTRICE DE LA FABRICATION :
Isabelle Michaux (29 33).
PHOTOGRAVURE :
Keygraphic. Imprimerie : Maury S.A.
ISSN : 2270-4736 / N° commission paritaire 1017 C 89227Printed in France / Imprimé en France. Société anonyme au capital de 4 319 064 € ; RCS : 97B04940

Ce numéro comporte un encart « abonnement » de quatre pages broché dans les exemplaires vendus en kiosques, ainsi qu'une couverture spécifique pour les abonnés et les kiosques hors France métropolitaine.

Audience mesurée par AUDIPRESSE

OJD PRESSE PAYANTE Diffusion Certifiée 2013

SERVICE ABONNEMENTS
POUR NOUS CONTACTER
01 44 84 85 20
abonnements@journal-marianne.com
Bureau B1398
60643 CHANTILLY CEDEX

TARIFS ABONNEMENTS
France métropolitaine
- Particuliers - 1 an (52 nos) 109 €
- Etudiants (sur justificatif) - 1 an (52 nos) 78 €.
Autres pays : nous consulter.

NOTRE OPINION

Par Joseph Macé-Scaron

LA CHASSE AU MÉLENCHON

La réputation des grandes battues en politique n'est plus à faire. Tôt ou tard, nul n'échappe à ce que le conseiller de François Mitterrand, Jacques Pilhan (à l'époque, il y avait encore une communication à l'Elysée), appelait *« l'orage médiatique »*. Malheur au responsable, à l'élu, au ministre qui passe dessous. Il peut finir carbonisé comme les personnages de Tex Avery. C'est depuis le 25 mai dernier, au soir des élections européennes, le sort réservé à Jean-Luc Mélenchon.

Nous avons critiqué suffisamment dans ce journal la faillite de sa stratégie de rupture. La gauche de la gauche en avait-elle une autre alors que l'on est passé en deux ans d'une social-démocratie miteuse à un libéralisme social honteux ? Rien n'est moins sûr. Quand on regarde le résultat guère flamboyant du PCF aux dernières élections municipales, il est permis d'en douter. Nous avons dénoncé ses raccourcis inacceptables quand il déclarait, par exemple, que Manuel Valls était *« contaminé par les idées du Front national »*. Nous avons aussi assez ironisé sur son caractère et ses invectives. Jean-Luc Mélenchon est un homme qui se couche fâché et se lève en colère. Bref, tout cela est vrai, mais suffit-il à discréditer un politique, lesté par l'Histoire, enraciné dans ses convictions et qui reconnaît, à l'inverse de bon nombre de ses pairs, ses échecs ? Et, puisque nous y sommes, est-ce respecter les Français et élever le débat politique qu'entretenir en permanence la confusion entre ce qui relève de la fonction plébéienne et ce qui s'apparente à la pulsion populiste ? Ce dernier mot étant, lui-même, piégé. Sans remonter aux mouvements agrariens puis ouvriers aux Etats-Unis ou au mouvement socialiste russe au XIXe siècle, il a commencé par désigner le soutien aux classes populaires. Le prendre dans son acception péjorative sous-entend souvent une méfiance voire un mépris à l'égard du peuple. Il est ainsi populiste de défendre les cheminots, mais il ne l'est pas de défendre les intermittents pourvu qu'ils ne mettent pas en péril le Festival d'Avignon ou celui d'Aix-en-Provence.

Mélenchon énerve, irrite, indispose. Un peu comme ces enfants turbulents qui réclament en permanence de l'attention à des parents trop vieux. Est-ce suffisant pour répéter comme des perroquets médiatiques un des rares éléments de langage laissés par Jean-François Copé quand il renvoie dos à dos Front de gauche et Front national ? La gauche est, selon le Premier ministre, en danger de mort. Jusqu'à présent, c'était surtout le Parti socialiste qui nous semblait être en coma dépassé, mais admettons. Est-il sérieux de prétendre que le responsable, le seul, de cette situation presque unique en Europe (à l'exception de la Grèce) est le fondateur du Parti de gauche ? Et pourtant, il n'est pas une semaine, il n'est pas un jour où l'on n'assiste au procès de Mélenchon.

Le coup de pied de l'âne revient à l'inénarrable Robert Hue : *« Mélenchon est un des problèmes du Front de gauche »*, a-t-il déclaré après avoir été reçu à l'Elysée. Hue est le fondateur du Mouvement unitaire progressiste, le MUP, dont le congrès doit se tenir dans une cabine téléphonique. C'est également l'homme qui fit descendre le PCF à la présidentielle de 2002 à 3,37 % après avoir engrangé toutes les déroutes électorales. Mais tout est bon à prendre dès qu'il s'agit de dessouder le député européen. Contre lui, tout est bon ; tout rentre, tout fait ventre.

Qu'il s'agisse de Mélenchon, de Bayrou, de Dupont-Aignan… et de bien d'autres. Sera-t-il, un jour, possible en France de discuter d'une offre politique sans la ridiculiser avant de la clouer au pilori médiatique ? Est-il possible d'échapper à cette logique binaire : diabolisation ou fascination ? A *Marianne*, nous répondons oui, sans hésitation. ■

SOMMAIRE

N° 896
Du 20 au 26 juin 2014

3. NOTRE OPINION *Par Joseph Macé-Scaron*
La chasse au Mélenchon.

6. L'ÉDITORIAL *Par Jacques Julliard*
Une France bipolaire ou tripolaire ?

14. LE VIF DU SUJET
La vice-présidente de la région Ile-de-France bénéficie d'un logement social. *Par Pascale Tournier*

ÉVÉNEMENT

paolo verzone / agence vu

POURQUOI VALLS EST DROIT DANS SES BOTTES

Le Premier ministre ne transige sur rien. Un comportement qui, s'il n'exaspère pas les Français, pourrait ressusciter le PS.

PAGE 8

48. ILS NE PENSENT PAS COMME NOUS
Comme un besoin de République... *Par Jean Glavany*

50. LE MONDE EST FOU
Polémique sur un décès suspect au CHU de Strasbourg.

54. LE JOURNAL DES LECTEURS
La VIe République pour contrer le FN.

MONDE

ap / sipa

IRAK. CETTE GUERRE QUI MENACE LE MONDE

La conquête de l'Irak par les jihadistes sunnites risque d'embraser la région.

PAGE 38

ÉVÉNEMENT

en couverture nationale : al-furqan media / ho / afp photo - éric ferrer / starface - gary lee / photoshot / maxppp
en couverture internationale : al-furqan media / afp photo - ryanair

LES PATRONS FRANÇAIS SONT-ILS NULS ?

Gloutons, frileux, conservateurs... Ils préfèrent la Bourse à l'industrie. L'époque des visionnaires est révolue.

PAGE 16

MAGAZINE

Les nouveaux Œdipe rompent l'omerta. Même Marine Le Pen désavoue son géniteur.

QUAND ILS (OU ELLES) TUENT LE PÈRE...

dr

PAGE 58

28. RYANAIR PLANQUE SES PILOTES AU CAMPING !
Par Philippe Engels

32. EXPLIQUER, COMPRENDRE, RÉAGIR
L'actualité politique, économique et société.

34. MIEUX VAUT EN RIRE !

37. ÇA M'ÉNERVE ! *Par Guy Konopnicki*

MONDE

44. EXPLIQUER, COMPRENDRE, RÉAGIR
L'actualité politique, économique et société.

CULTURE

64. CONNAISSEZ-VOUS LE POLAR AFRICAIN ?
Au-delà de la seule dénonciation des pouvoirs corrompus, le polar africain narre des sociétés aux prises avec les convulsions qui agitent le continent noir. Mais l'avenir de l'afropolar reste à inventer.

76. QUELLE ÉPOQUE !
Avez-vous une tête de pigeon ?

82. MISE EN EXAMEN
Le slip kangourou.

86. ON PASSE À TABLE

88. ON JOUE *Par Benjamin Hannuna*

90. FAUT VOIR *Par Nicolas Domenach*
De l'art délicat du parricide.

AVEC PLUS D'IMPÔTS ET MOINS DE RETRAITE, VOUS RISQUEZ DE VOUS SENTIR À L'ÉTROIT.

LES HAPPY HOURS
+ DE RETRAITE
– D'IMPÔTS

Particuliers et professionnels, profitez des Happy Hours d'AXA et prenez un rendez-vous doublement gagnant avec votre conseiller AXA pour :

- ✓ réduire vos impôts jusqu'à -45 % dès aujourd'hui[1]
- ✓ profiter d'une meilleure retraite demain

Prenez rendez-vous avec un conseiller AXA ou sur axa.fr

réinventons / notre métier

AXA

(1) Par l'adhésion à un contrat PERP, Madelin ou Madelin Agricole. Déduction de vos cotisations dans les limites et conditions de la réglementation fiscale en vigueur au 01/03/2014.

UNE FRANCE BIPOLAIRE OU TRIPOLAIRE ?

La crise qui secoue actuellement les partis politiques français est trop générale pour ne concerner que chacun d'entre eux en particulier. Il y a, certes, au Front national, une crise dynastique, symbolisée par le règlement de comptes entre le père et la fille ; à l'UMP, une crise de leadership, en vue de la désignation du candidat à la prochaine présidentielle ; au PS, une crise programmatique, qui s'incarne dans la fronde de l'aile gauche du parti ; au Front de gauche, une crise d'orientation reposant sur l'opposition entre communistes et mélenchoniens. Mais la montée en force du FN pose à tous les partis une autre question qui les menace dans leur existence même, et qui met en cause non les institutions de la Ve République, mais leur traduction en termes d'alliances politiques.

Les responsables eux-mêmes parlent, à mots couverts, d'une crise terminale : depuis Bygmalion, les plus lucides à l'UMP pensent que ce parti est menacé de mort ; au PS, c'est Jean-Christophe Cambadélis, nouveau premier secrétaire, qui parle de la nécessité d'une refondation ; allant plus loin, Manuel Valls, nouveau Premier ministre, fait l'hypothèse que la gauche pourrait mourir.

Petit bilan. Le FN, grand vainqueur des récentes européennes, est entré dans une crise d'identité : le père voudrait qu'il reste le parti de la grogne nationale et de l'antisémitisme ; la fille voudrait qu'il devienne le pivot d'une nouvelle majorité de droite isolationniste. Cette interrogation a une incidence directe sur l'UMP. Les uns, derrière Copé et sans doute Sarkozy, penchent pour une ouverture à droite ; les autres, derrière Juppé et Fillon, veulent que leur parti (re)devienne une grande formation de centre droit, libérale et européenne. Situation rigoureusement symétrique en face. A la gauche de la gauche, le Front de gauche – communistes et Mélenchon – développe, comme le FN à droite, une logique identitaire, qui pousse à la recherche d'une nouvelle majorité avec Les Verts et les « frondeurs » du PS et d'un nouveau programme. Au contraire, François Hollande et Manuel Valls veulent que le PS demeure avec ses alliés un parti de gouvernement à fondement social-démocrate, avec, potentiellement, une ouverture vers le centre.

Résumons. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont dans des logiques identitaires homothétiques et opposées : d'un côté, l'alliance de toutes les droites ; de l'autre, l'alliance de toutes les gauches. Nous restons dans la bipolarité essentielle de la Ve République. Etrange de la part de formations qui, à gauche surtout, voudraient la réformer !

Mais la symétrie s'arrête là. Les dernières élections ont montré que la formule identitaire de Marine Le Pen à droite séduit un nombre croissant d'électeurs, tandis que la formule identitaire de Jean-Luc Mélenchon à gauche est résolument boudée par ceux-là. Pourquoi cette dissymétrie ? Parce que le programme anti-immigrés et anti-européen du Front national est perçu, par nombre d'électeurs de droite mais aussi de gauche, comme un instrument de sortie de crise ; tandis que le programme anti-Hollande de Mélenchon, qui repose sur une fuite en avant éperdue dans l'inflation et l'ignorance des déficits, se heurte au scepticisme de l'électorat de gauche. Lors des européennes, les déçus de gauche du hollandisme avaient une occasion sans frais de dire oui à cette mystification : plus sages que les chefs agités de la gauche radicale, ils s'y sont radicalement refusés !

A l'inverse de la bipolarisation très « Ve République » des deux fronts opposés (Front de gauche et Front national), les deux formations de centre gauche (Hollande-Valls) et de centre droit (Juppé-Fillon) sont entraînées comme malgré elles vers une tripolarisation du type de la Troisième Force sous la IVe République.

L'IDENTITARISME DE GAUCHE EST IMPOSSIBLE ET CELUI DE DROITE, INACCEPTABLE, MAIS HÉLAS POSSIBLE.

Ceux qui me lisent depuis longtemps déjà savent que je n'ai jamais été partisan de cette troisième force – ou de ce centrisme, comme on voudra –, que je crois à terme incompatible avec nos institutions ainsi qu'avec la logique profonde du corps électoral. Mais je suis bien obligé de constater qu'actuellement l'identitarisme de gauche est impossible, et celui de droite, inacceptable, mais hélas possible. Comme la nature, fût-elle parlementaire, a horreur du vide, on voit donc se dessiner dans l'ensemble des milieux sociaux une acceptation résignée d'une tierce solution.

Si celle-là devait se traduire, comme sous la IVe, par des combinaisons d'état-major sans résonances dans le pays, il faudrait les condamner d'emblée. Si, au contraire, grâce à l'institution présidentielle, elle permettait de dégager une majorité réformatrice dans le pays, nous serions dans une tout autre logique, comme c'est le cas actuellement en Italie. Ce qui manque le plus à cette majorité, c'est le leadership démocratique, c'est-à-dire l'émergence d'un leader populaire qu'à l'évidence ni Hollande, ni Fillon, ni même Juppé ne sont actuellement. Le mieux placé pour occuper cette case décisive est aujourd'hui Manuel Valls. ■

JUSQU'AU
30 JUIN

HONDA
The Power of Dreams*

HONDA S'ENGAGE :

MOTEUR GARANTI 1 MILLION DE KM(1)

EN COMPLÉMENT DE LA GARANTIE CONSTRUCTEUR

NOUVELLE
CIVIC

TECHNOLOGIE
DIESEL
1.6 i-DTEC

4 000 €
D'AVANTAGE CLIENT(2)

GAMME CIVIC À PARTIR DE
18 900 €(2)

HAKUHODO FRANCE

GARANTIE LIMITÉE À UNE DURÉE DE 10 ANS COMPOSÉE DE LA GARANTIE CONSTRUCTEUR ET D'UNE EXTENSION DE GARANTIE. EXTENSION DE GARANTIE ASSURÉE PAR ICARE ASSURANCE SELON CONDITIONS GÉNÉRALES N°21405027, EFFECTIVE À LA FIN DE LA GARANTIE CONSTRUCTEUR QUI COUVRE CHAQUE HONDA PENDANT 3 ANS OU 100 000 KM, SELON LES CONDITIONS DÉCRITES DANS LE CARNET DE GARANTIE HONDA.
(1) Offre valable pour toute commande d'une Civic 1.6 i-DTEC neuve ou d'un CR-V 1.6 i-DTEC neuf immatriculé en France métropolitaine entre le 01/06/14 et le 30/06/14 (hors ventes à sociétés de transport de personnes ou de marchandises et aux Loueurs Courte et Longue Durée). Garantie moteur 10 ans, kilométrage limité à 1 000 000 km, sur les éléments suivants : moteur, distribution et accessoires de distribution, refroidissement, alimentation, composants électriques moteur. Garantie assurée par Icare Assurance selon conditions générales n°21405027, conditions détaillées sur honda.fr/civic et honda.fr/crv - Icare Assurance, entreprise régie par le code des assurances, S.A. au capital de 1 276 416 € - RCS Nanterre B 327 061 339. (2) 18 840 € : prix d'une Civic 1.6 i-DTEC Elegance incluant 4 000 € d'avantage client composé de 2 200 € de remise Concessionnaire et de 1 800 € d'aide à la reprise «autres marques» (aide réservée à la reprise d'un véhicule d'une autre marque conditionnée à l'acceptation de la reprise par votre Concessionnaire Honda participant), valable pour toute immatriculation avant le 30/06/14. Offre réservée aux particuliers chez les Concessionnaires participants et dans la limite des stocks disponibles. **Prix catalogue du modèle présenté Civic Tourer 1.6 i-DTEC Exclusive Navi** avec option peinture métallisée (560 €), pare-chocs Aéro (798,66 €) et jantes Krypton (2 779,26 €) : **35 227,92 €** selon tarif au 01/01/2014. Consommation et émissions du modèle présenté : 3,9 l/100 km en cycle mixte et 103 g/km de CO_2. *Donnez vie à vos rêves. **www.honda.fr**

POURQUOI ON EN PARLE

POURQUOI VALLS EST DROIT DANS SES BOTTES

Le Premier ministre ne transige sur rien. Un comportement qui pourrait redonner une perspective à un PS en ruine. Et assurer un avenir à ses ambitions. **A condition que la colère des Français ne l'emporte pas sur cette stratégie très personnelle.**

PAR FRANÇOIS DARRAS

paolo verzone / agence vu

« Il y a deux organes inutiles : la prostate et le président de la République. » Savoureux aphorisme attribué au célèbre moustachu de la IIIe République Georges Clemenceau, dit « le Tigre », dit « l'Idole absolue et modèle revendiqué » de Manuel Valls. Et il voudrait nous prouver, notre Premier ministre, l'air de rien, que François Hollande n'est pas plus utile que la glande masculine qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Terminé, le « fantôme de Matignon », façon Jean-Marc Ayrault se déballonnant face aux « bonnets rouges » ! Ceux qui ont entendu Manuel Valls, le 16 juin dernier, donner de la voix et du menton devant les organisations syndicales qu'il recevait à Matignon – ont pu noter un langage martial oublié depuis l'arrivée au pouvoir de « Guimauve le Conquérant » – tendre sobriquet attribué à François Hollande par ses détracteurs au sein même de sa famille politique. *« J'entends parfois que certains doutent de ma détermination. Je réaffirme donc devant vous, et ce n'est ni flou ni ambigu : le gouvernement tiendra ses engagements »,* a scandé le Premier ministre sur le perron.

VALLS DONNE DE LA VOIX ET DU MENTON. UN LANGAGE MARTIAL OUBLIÉ DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE "GUIMAUVE LE CONQUÉRANT".

Manuel Valls maintiendra donc tout, en bloc et en détail : la réforme de la SNCF décriée par les cheminots, l'agrément de la convention Unedic honnie par les intermittents et les allégements de charges des entreprises qui écœurent les députés « frondeurs ». Trois fronts, trois fois non : voici donc que Valls a trouvé l'usage de la langue des durs à cuire. Et le discours à géométrie ›

> variable : car l'affirmation du soi primoministériel vaut aussi bien pour les patrons du Medef qui se posent en arbitres des élégances budgétaires, pour les syndicats de cheminots en grève, pour les intermittents du spectacle partis dans leur maquis de l'été ou encore pour les députés socialistes en rupture de ban. Les ennemis de l'autre bord lui demandent toujours plus, les ennemis-amis le contestent, et les ennemis de l'intérieur font sécession.

UN TICKET POUR 2017...

Valls, homme d'Etat... Que les choses soient claires : tout est théorisé, calculé, raconté. L'entourage du Premier ministre l'a bien senti : c'est le moment de se construire habilement une légende dorée. En d'autres temps, plus cuistres, on aurait parlé de *storytelling*. *« C'est Clemenceau ! »* s'exclame l'un de ses amis – tiens, revoilà le moustachu. Le 17 juin dernier, répondant, à l'Assemblée nationale, à l'interpellation du député UMP Hervé Gaymard, l'hôte de Matignon a plusieurs fois répété les termes de « République » et de « nation ». Comme si le Tigre était derrière lui. Le républicain, certes. Mais aussi celui qui brisa la grève de la CGT en 1908. A l'automne 2012, il n'hésitait pas à prendre fait et cause pour Clemenceau contre Jaurès, ce qui par temps de jauressisme aigu est provocateur : *« Jaurès considère que l'ordre policier est l'ennemi du progrès, tandis que Clemenceau soutient que la réforme sociale ne peut se faire en dehors du cadre de l'ordre républicain. »*

Il n'empêche : résister au mouvement social demeure le meilleur sésame pour asseoir l'autorité politique d'un chef nouvellement arrivé aux commandes de l'Etat. Rappelons-nous à quel point, en 2007, Nicolas Sarkozy, fan également de Margaret Thatcher, était ainsi ravi d'inaugurer son quinquennat par un duel viril avec les cheminots (toujours les mêmes, décidément), sur le service garanti.

Mais, depuis cette admiration revendiquée pour le « père la Victoire », on voit surgir une autre référence, plus courue autrefois chez les rocardiens, la famille politique originelle de Valls : Pierre Mendès France. L'image du mouvement, du progrès, vient alors habilement nuancer celle de l'homme à poigne. Et un espoir de sortie du gouffre pour des socialistes ravagés par les défaites des municipales et des européennes.

Un autre socialiste veut y croire : *« Valls pense que c'est en assumant des réformes profondes qu'on créera les conditions du rebond. »* « PMF », c'est la statue du Commandeur qui hante le cimetière du PS. Celui qui a préféré, en 1955, quitter le pouvoir dans l'honneur plutôt que de renoncer à réformer la France, auquel succédera Guy Mollet, comble de l'opportuniste. Sous-entendu : s'il perd, il partira en vainqueur moral, porteur des projets que François Hollande, le mou, le flou, le normal, n'aura, à l'inverse, pas su, pas voulu, pas pu réaliser. Vider le hollandisme de sa substance, en faire une social-démocratie sans réformes, une gouvernance tempérée par l'hésitation. Le Premier ministre aura ainsi gagné le ticket qui lui permettra de se présenter à la primaire du PS pour la présidentielle de 2017. François Hollande ayant lui-même accepté le principe que le président sortant passe par le vote de ses anciens camarades.

S'IL PERD, IL PARTIRA EN VAINQUEUR MORAL, PORTEUR DES PROJETS QUE HOLLANDE, LE MOU, LE FLOU, LE NORMAL, N'A PAS SU OU PU RÉALISER.

CLEMENCEAU LE "TIGRE"
Un modèle pour le Premier ministre. "La réforme sociale ne peut se faire en dehors du cadre de l'ordre républicain."

franck dubray / ouest france / maxppp

L'histoire ne repasse pas deux fois les plats. Voilà pourquoi Manuel Valls a volontairement haussé le ton, contesté le bien-fondé même de la grève à la SNCF, affirmant que *« les Français ont droit à un service public qui fonctionne, que le droit de grève est un droit constitutionnel, mais qui ne peut pas être pris dans des conditions aujourd'hui incompréhensibles par une grande majorité de nos concitoyens »*. C'est jouer sur le velours de l'opposition entre usagers et cheminots.

Les premiers à s'apercevoir de la manipulation furent les syndicalistes de la CGT et de SUD, vieux routiers >

thibaud moritz / ip3 / maxppp

LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE manifestent contre la réforme de leur statut (ici, à Bordeaux, le 16 juin dernier). Manuel Valls résiste…

INTERMITTENTS : L'AMBITION DE FÉDÉRER TOUS LES PRÉCAIRES

A l'heure où *Marianne* bouclait ces pages, les troubadours des festivals, les techniciens du cinéma et de la télévision ignoraient encore les propositions du député Jean-Patrick Gille pour amortir la diminution de 120 millions d'euros de leurs allocations chômage prévue par la nouvelle convention Unedic, que Manuel Valls veut promulguer fin juin. Réunis devant le lycée Buffon, ils fustigeaient ces clichés qui les caricaturent en chômeurs pourris gâtés, vivant des cotisations du métallo de Gandrange, comme l'a écrit *le Figaro*. *« Puisque, dans les trois ans, il est prévu de réaliser 2 milliards d'euros d'économies sur le dos des intermittents du spectacle, des travailleurs précaires, des intérimaires et cadres, nous resterons mobilisés au-delà de cette échéance »*, assurait Denis Gravouil, le secrétaire de la CGT Spectacle. L'homme est convaincu qu'au fil des cortèges bigarrés, des AG libérées, une ambition est née : fédérer tous les précaires, de la costumière aux intérimaires, pour que les partenaires sociaux tirent enfin toutes les conséquences de l'effarante fragmentation du travail en France. Et surtout : éviter de se laisser enfermer dans une réserve où ils dépériraient. Pourquoi ? Parce que les intermittents du spectacle qui, faute de contrats, ne parviennent pas à travailler 507 heures sur dix mois basculent automatiquement sur le régime général. Et qu'ils risquent dès cet automne d'y rester indéfiniment si, avant d'avoir cotisé le bon nombre d'heures, ils sont contraints de mobiliser leurs nouveaux droits rechargeables au chômage. Une innovation de la nouvelle convention Unedic conçue pour améliorer progressivement le sort de tous les autres demandeurs d'emploi, mais qui, paradoxalement, brouille le devenir des intermittents. ■

LAURENCE DEQUAY

> des conflits et habiles commentateurs à leur corps défendant. *« On voit bien que Valls, qui vient d'accuser une défaite sévère aux élections européennes, cherche à se refaire une carrure en profitant de la quasi-unanimité contre nous »,* s'alarmait amer Olivier, gréviste de la gare du Nord, au milieu des gaz lacrymogènes répandus par la police aux abords de l'Assemblée nationale. Un délégué de SUD-Rail de préciser : *« Valls cherche à radicaliser notre mouvement en manipulant l'opinion publique contre nous. »* Ce en quoi Valls avait visé juste : les AG plutôt faibles en nombre ont voté et revoté l'arrêt de travail pendant plus d'une semaine comme si les agents des chemins de fer voulaient garantir l'avenir politique de Manuel Valls bien davantage que celui de leur société nationale chérie ! Même devant l'Assemblée nationale, les cris de *« Résistance, résistance ! »* scandés par les grévistes sous les charges de la police, achevaient le tableau idéal du conflit fondateur. Une réplique bien pâle de l'affrontement massif de novembre 1995, lorsque Alain Juppé *« droit dans ses bottes »* affrontait une grève autrement populaire.

LA POSTURE DE VALLS DEBOUT FACE À L'ADVERSITÉ SUFFIRA-T-ELLE À COLMATER LES MULTIPLES FISSURES DE LA GAUCHE ? SANS DOUTE PAS.

Si chacun joue avec autant de talent le rôle qui lui est assigné dans la tragi-comédie des conflits, c'est que chacun sait aussi que le scénario a été écrit à l'avance. Les sorties étaient balisées dès les négociations : un amendement communiste sur l'unicité de la SNCF, malgré la division en trois établissements publics, et peut-être, si l'Europe veut bien y aider, un allégement de la dette de Réseau ferré de France (34 milliards d'euros). Cette pomme de discorde bientôt trentenaire entre l'Etat et les cheminots pourrait enfin disparaître.

On est loin, très loin du souhait de François Hollande de parvenir à sacraliser le « dialogue social » institutionnel. C'est une évidence, mais il faut ici le rappeler : la France n'est pas l'Allemagne, et les trop nombreux partenaires sociaux de ce côté-ci du Rhin (trois centrales patronales et sept confédérations de salariés…) ne sont quelquefois responsables que de leurs chaussettes. On a ainsi entendu de fortes têtes du Medef tourner en dérision le pacte de responsabilité qualifié de *« machin marxiste »* alors que Pierre Gattaz, son président, assure en souhaiter activement le succès, et la CFDT s'engager pour tous les chômeurs, en faisant semblant d'oublier qu'elle n'a aucune légitimité à

LES PERLES DE LA RÉFORME FERROVIAIRE EN DÉBAT

Des usagers en galère, des cheminots frustrés que l'opinion publique et les médias raillent pour leur corporatisme, une réforme incomprise par les citoyens : tel est l'inutile gâchis de la semaine écoulée. D'autant plus déplorable que, depuis vingt ans, les découpages byzantins de la SNCF – RFF (Réseau ferré de France) et SNCF remplacés dans la nouvelle réforme par un groupe public structuré autour de trois établissements : un holding « SNCF », un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) « SNCF réseau » et un Epic « SNCF mobilités » – ont d'abord été justifiés par la volonté européenne d'instaurer de la concurrence sur le rail. Malgré toute cette agitation, cependant, les sociétés privées ne se bousculent pas pour transporter voyageurs et marchandises, avec des marges de 5 %. Or, sur les efforts nécessaires comme sur le devenir de la dette ferroviaire (qui pèse 44 milliards d'euros !), le projet de loi en discussion au Parlement botte en touche. Le rétablissement des équilibres financiers, nous dit-on, sera défini *« dans des contrats décennaux revus tous les trois ans »* que l'Etat passera avec son groupe public. Certes, la SNCF pourra verser directement des dividendes à son Epic réseau, mais lorsque celui-ci ne pourra plus s'endetter des « concours publics » lui seront accordés. Au passage, l'Etat lui refile tout de même « gratuitement » la propriété des voies nécessaires aux transferts de ses troupes militaires, qu'il lui faudra sûrement entretenir… Les cheminots ne sont pas davantage renseignés sur l'évolution du leur statut, leurs conditions d'embauche. Quant à la nouvelle convention collective des salariés du rail, elle sera partiellement encadrée par des décrets pris ultérieurement en Conseil d'Etat. Les trois Epic SNCF seront surveillés par un gendarme, l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (Araf), dont les membres sont désormais priés d'exercer leurs fonctions à plein temps. Sans que l'on sache si leur délocalisation au Mans, imposée par l'ancien Premier ministre François Fillon, élu de la Sarthe, sera maintenue. En revanche, et c'est un soulagement, on n'assistera pas sur les quais à des batailles rangées de surveillants armés relevant d'opérateurs différents : le projet de loi ose confier la sécurité des trains et des gares au seul service interne de la sécurité SNCF. Ouf ! ■ **L.D.**

romuald meigneux / sipa

LES CHEMINOTS en grève s'opposent à la réforme de la SNCF (ici, à Paris, le 22 mai dernier). Manuel Valls s'appuie sur la colère des usagers pour ne pas céder.

représenter ceux du spectacle. A la division des partenaires sociaux répond comme un miroir l'incroyable légèreté des ministres de la Culture et du Travail qui se sont rendu compte de l'impasse dans laquelle était engagé tout le secteur de la culture lorsque les premiers festivals ont été annulés ! Quelques jours auparavant, François Rebsamen (Travail) et Aurélie Filippetti (Culture) en étaient encore à exciter les intermittents – véritable clientèle attitrée du PS – par des communiqués de soutien sans nuances, alors même que le ministre du Travail s'apprêtait à agréer la convention Unedic contestée… Un petit jeu qui dura jusqu'à ce que quelqu'un s'aperçoive que la facture politique de l'annulation d'une représentation dans la cour du palais des papes, à Avignon, serait directement adressée non pas à la CFDT, mais à l'exécutif…

A moyen terme, la posture du Premier ministre debout face à l'adversité suffira-t-elle à colmater les multiples fissures de la gauche ? Sans doute pas. La montée des conflits est d'abord le produit dérivé de l'affaiblissement de la gauche dans les urnes, qui a mis à nu le pouvoir socialiste. Sans ses électeurs qui l'ont renié pour longtemps, le pouvoir socialiste ne tient plus que par la force des institutions de la Ve République. Qui ne sont pas inusables. On voit déjà les premières lézardes apparaître. La majorité n'est plus assurée. Les verts ont pris la poudre d'escampette. Ils ne voteront pas le budget rectificatif. Les 41 députés « frondeurs » leur emboîteront peut-être le pas.

CRÉER UNE AUTRE MAJORITÉ

Jusqu'à présent, Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée, qui n'a dû sa survie politique qu'au départ de Thierry Mandon pour d'autres cieux ministériels, n'a pas réussi à les faire rentrer dans le rang, et il faudra peut-être que Manuel Valls se saisisse de l'arme ultime, le fameux article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire adopter contre une majorité récalcitrante un texte sans vote – à moins qu'une motion de censure contre le gouvernement déposée par un député sur 10 ne soit adoptée. Jacques Chirac mais aussi Raymond Barre en ont usé. Michel Rocard en a abusé à… 28 reprises, entre 1988 et 1991 ! Rocard qui avait dessiné ainsi en creux une autre majorité que celle issue des débris du programme commun de la gauche : une alliance effective entre socialistes et centristes qui s'évanouira après le jet d'éponge de Jacques Delors à la présidentielle de 1995. Et c'est là aussi ce que Valls a peut-être en tête : faire apparaître une autre majorité que celle issue des ruines de la gauche plurielle, devenue la gauche plus rien (lire « L'éditorial de Jacques Julliard », p. 6). Une majorité que, là encore, François Hollande n'a pas eu le courage de mettre sur l'établi électoral et politique. ■ **F.D.**

ILS ONT OSÉ LE FAIRE

LES TONTONS COPIEURS

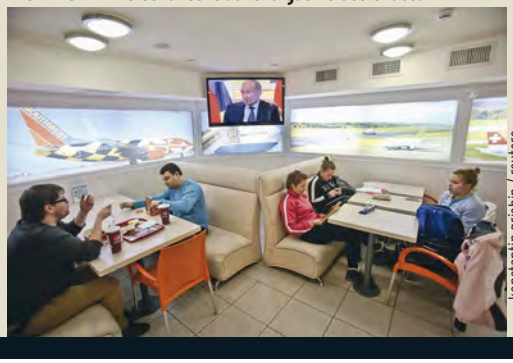
Las des bêtises répétées de la droite, *Marianne* avait fait sa couverture, le 7 mars dernier, d'une réplique impérissable de Michel Audiard pour *les Tontons flingueurs*, chef-d'œuvre non moins impérissable de Georges Lautner. Sous le titre « Ils osent tout… C'est même à ça qu'on les reconnaît ! », un photomontage reprenait la scène inoubliable de la cuisine, en troquant les visages de Lino Ventura, Bernard Blier, Francis Blanche et quelques autres contre ceux d'acteurs politiques d'aujourd'hui. *Le Point* en date du 12 juin fait sa couverture avec… *les Tontons flingueurs*, en s'inspirant, cette fois, de la scène de l'église, et en remplaçant les fameux acteurs par Xavier Bertrand, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Fillon. Tiens donc ! Ça me rappelle ce truc bizarre qu'on buvait du côté de Biên Hoa… Tout ça a comme un goût d'Audiard et de Lautner, y en a, mais y a pas que ça. Nous ne pouvons pas en vouloir au *Point* d'avoir ressorti après nous ce vieux breuvage, où l'on sent bien un peu de *Marianne*, juste un petit fond. Au passage, et sans avoir l'air d'y toucher, le très moralisant *Nouvel Observateur* pique, lui aussi, à quelques semaines de distance, une couverture de *Marianne*, celle des « nouveaux cyniques », en appuyant le trait sur la série américaine « House Of Cards ». L'avant-garde de l'intelligence récupérant l'affreux hebdomadaire par trop popu, ce ne serait pas ça, par hasard, le « nouveau cynisme » ? ■ **GUY KONOPNICKI**

CONTRE-ATTAQUE

Une télé **anti-Moscou**

Exaspérés par la propagande déversée, depuis le début de la crise en Ukraine, par les chaînes de télévision russes, qui n'hésitent pas à comparer le sort des russophones locaux à celui des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, les Etats baltes, tous membres de l'UE et de l'Otan, ont décidé de contre-attaquer. Plutôt que de suspendre la diffusion de ces relais du Kremlin, ce qui relèverait de la censure, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie vont lancer, dès l'an prochain, une nouvelle chaîne balte russophone, pour *« fournir une narration alternative »*. Autrefois annexés par l'URSS, ces trois petits pays ont hérité d'importantes minorités russophones (40 % de la population en Lettonie, 28 % en Estonie et 6 % en Lituanie) dont une partie, mal intégrée, vit toujours tournée vers Moscou. Entre manœuvres de l'Otan et exercices militaires dans l'enclave russe de Kaliningrad, les Baltes tentent la guerre des ondes. ■ **ANNE DASTAKIAN**

LES PAYS BALTES se lancent dans la guerre des ondes.



konstantin grishin / reuters

ISRAËL

Les otages et la rage

L'enlèvement en Cisjordanie des trois lycéens israéliens Eyal Yifrach, Gilad Shaer et Naftali Frenkel confirme les craintes des services de sécurité depuis un an. Le kidnapping est devenu le premier objectif des terroristes : 64 tentatives ont été déjouées depuis 2013. Pour retrouver les otages, Tsahal ratisse les territoires dans une opération baptisée « Gardiens de nos frères » : 240 personnes dont 180 membres du Hamas – et le président du Parlement palestinien – ont été arrêtées et d'importantes caches d'armes mises au jour. Est-ce le Hamas qui a enlevé les jeunes Israéliens ? Une étrange revendication a surgi les premières heures : celle de la « branche Palestine » de l'Emirat islamique en Irak et au Levant qui, là-bas en Mésopotamie, marche sur Bagdad. En tout cas, la société palestinienne soutient avec enthousiasme cet *« acte héroïque »* : le *must* consiste à poster des centaines de photos d'enfants levant joyeusement trois doigts – les trois jeunes otages – pour fêter ça. On offre des gâteaux sur le même thème dans les rues, les lycées et les facs. Les caricaturistes se déchaînent. Pendant ce temps-là, le Fatah et le Hamas se donnent l'accolade au Caire. Et on voudrait que les Israéliens croient à la paix ? ■ **MARTINE GOZLAN**

shaarh family

frenkel family / yifrach family / maxppp

GILAD SHAER, NAFTALI FRENKEL ET EYAL YIFRACH, enlevés le 12 juin en Cisjordanie.

ÎLE-DE-FRANCE

RÉVÉLATIONS

LA VICE-PRÉSIDENTE DE RÉGION BÉNÉFICIE D'UN LOGEMENT SOCIAL

PAR PASCALE TOURNIER

Un train peut en cacher un autre. En voulant faire la lumière sur son parc immobilier, le conseil régional d'Ile-de-France a levé un drôle de lièvre. Le 18 février dernier, les membres de la mission d'information et d'évaluation sur le logement – qui a rendu ses conclusions mi-juin – sont assis autour d'une table en U. Le rapporteur de ladite mission, Eddie Ait (PRG), son président Pierre-Yves Bournazel (UMP), mais aussi Emmanuelle Cosse (EELV), écoutent la vice-présidente socialiste de la région, Michèle Sabban, chargée du personnel, de l'administration et des marchés publics. C'est elle qui transmet les dossiers des demandeurs de logements sociaux aux bailleurs franciliens, car la région possède un droit réservataire sur quelque 9 700 HLM. L'échange est une formalité jusqu'au moment où l'un des intervenants, le conseiller socialiste Olivier Thomas, interroge Mme la Vice-Présidente sur sa propre résidence. Et là, sur un ton solennel, la conseillère régionale déclare : *« Ce n'est plus la vice-présidente qui s'exprime, mais Michèle Sabban. »* L'élue de la section du Val-de-Marne depuis 1998 demande alors à ce que ses propos ne figurent pas dans le rapport. Ce qui sera fait. Qu'a-t-elle confié à ses pairs sous le sceau du secret ? *Marianne* est en mesure de le révéler. Michèle Sabban bénéficie d'un logement social financé par un prêt locatif intermédiaire (PLI) dans le XIIIe arrondissement de Paris pour un loyer mensuel de 1 218 €. Un prix tout doux pour une surface de 70 m^{2} environ. Entrée dans les lieux il y a dix ans, elle y est restée depuis. On peut la comprendre : à en croire un article de *Libération* de 2011 qui décrivait ce petit nid, sans mentionner son statut, c'est *« un atelier d'artiste cosy, une bonbonnière moderne, le tout perché dans le ciel de Paris. En contrebas coule la Seine, et, juste en face, le ministère des Finances »*.

MICHÈLE SABBAN vit dans un logement social de 70 m^{2} du XIIIe arrondissement parisien. Loyer : 1 218 €.

denis allard / réa

UN PLAFOND DE RESSOURCES CREVÉ

Dans son bureau de la région, Michèle Sabban, toute de blanc vêtue, se justifie, au grand jour cette fois : *« J'étais en difficulté personnelle. Je n'ai demandé aucun passe-droit. Les élus doivent-ils être coupés de leur base ? »* Sans doute pas. Sauf que 500 000 dossiers pour une demande de HLM sont en attente en Ile-de-France… Se pose aussi la question du seuil de ressources fixé à 41 434 € annuels pour une personne vivant seule dans un PLI. Si on additionne les indemnités mensuelles de Mme la Vice-Présidente (2 749 € net d'impôts), sa pension trimestrielle de réversion (900 €) et ses revenus mensuels d'autoentrepreneur (1 000 € environ) liés à ses activités de conseil et de soutien aux femmes dans leur vie professionnelle, on aboutit, à peu de chose près, à 48 000 €. Le plafond semble bel et bien crevé. *« Faux, je ne le dépasse que de 16 € »,* assène-t-elle. Dernier point fâcheux : l'élue du Val-de-Marne est hébergée par un bailleur parisien. *« La région Ile-de-France est ma circonscription »,* lâche-t-elle mal à l'aise. La maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, vient pourtant de mettre les points sur les *i* : aucun conseiller de la capitale ne doit être locataire d'un logement attribué par la Ville, sauf exception étudiée par une commission de déontologie. Ce qui vaut pour les élus parisiens ne vaudrait pas pour leurs collègues de la région ? *« C'est horrible de devoir se mettre à poil »,* maugrée Michèle Sabban. Pas autant que de chercher un loyer raisonnable à Paris. ■

LES GRA FRANÇA

Il y a quelque chose de gâché, quelque chose de nul dans l'affaire Alstom. Une des plus belles entreprises françaises, celle qui façonne les TGV et fabrique des turbines électriques pour les centrales nucléaires, n'a trouvé de solution à ses problèmes qu'en remettant son avenir à ses principaux concurrents sur les marchés mondiaux, qu'il s'agisse de l'américain General Electric (GE), de l'allemand Siemens ou du japonais Mitsubishi. Que la première solution soit portée par la direction d'Alstom, en particulier l'industriel Patrick Kron, ou la seconde par le gouvernement ne change rien à l'affaire : dans les deux cas, il n'y aurait donc d'avenir qu'en abdiquant un peu – beaucoup – de la souveraineté économique française.

L'AFFAIRE ALSTOM RELANCE LE DÉBAT

NDS PATRONS IS SONT-ILS NULS ?

Ils préfèrent la Bourse à l'industrie… Ils vantent l'esprit d'entreprise mais sont terriblement conservateurs… Ils défendent la liberté d'entreprendre mais ne prennent pas de risques… **L'époque des grands visionnaires est révolue**.

PAR HERVÉ NATHAN

Car il ne faut pas s'illusionner : depuis le départ de « l'affaire », Alstom – et la France – n'avait le choix qu'entre deux mauvaises solutions. La première confiait à un grand groupe mondial, GE, les clés de la politique énergétique française. La seconde plaçait Alstom en entier sous la tutelle d'un géant japonais, son concurrent de surcroît. Arnaud Montebourg a certes l'art d'habiller les grenouilles en princesses, mais, reconnaissons-le, il fallait en fait beaucoup de myopie pour voir dans une prise de participation de Mitsubishi une réplique de l'alliance Renault-Nissan. C'est même son antithèse, car rappelons que, en 1999, Renault avait pris le contrôle du constructeur automobile nippon au bord de la faillite, l'avait redressé, puis exploité à son profit. Aujourd'hui, la perspective serait exactement inverse… On ne saurait pour autant attribuer la responsabilité de cette étrange défaite au seul ministre du Redressement productif. Car il était bien seul. Non pas politiquement, mais… capitalistiquement. Dès le départ, c'est bien le capital qui flanche, en l'occurrence Bouygues, propriétaire d'un tiers d'Alstom, venu à la demande de Nicolas Sarkozy en 2006, mais qui s'aperçoit sept ans plus tard qu'il n'a pas les moyens de le soutenir. Quelle prescience !

IMPOTENCE

Et pas un « camarade » capitaliste pour rattraper le coup et offrir une solution française… Pour une fois qu'il ne s'agissait pas de venir au secours d'un canard boiteux, mais d'un des fleurons de la technologie tricolore, loin de la faillite, et même pas vraiment surendetté, il ne s'est trouvé aucun groupe français, aucun grand patron, aucun investisseur à la fibre patriotique pour lever le doigt et dire *« J'y vais »*.

Et qu'on ne dise pas que ce n'est pas le rôle du secteur privé ! Au contraire, un libéralisme bien pensé aurait conduit à ce que la « consolidation » du fleuron énergétique tricolore soit le fait d'un acteur économique « indépendant », si tant est que la chose existe, car il est vrai qu'aucun grand groupe, hormis peut-être ceux du luxe et de l'agroalimentaire, ne travaille sans aide massive de la puissance publique, ni sans commande publique.

L'impotence du capitalisme tricolore serait bénigne si elle se limitait au cas Alstom. Las ! Selon nos informations, Arnaud Mon- >

> tebourg a sur son bureau une dizaine d'« Alstom potentiels », plus ou moins importants, mais qui, tous, requerraient des capitaux frais français… qui ne veulent pas venir. Le dernier en date s'appelle Doux, la célèbre société de poulets et volailles, déjà restructurée dans la douleur l'an dernier et que seul un groupe saoudien accepte de recapitaliser. Et faut-il rappeler que ce qui reste de l'électroménager français, Fagor-Brandt, ne doit sa survie qu'à un industriel algérien ?

CROCODILES SOLITAIRES

Le capitalisme à la française semble au bout du rouleau. Les « familles » abdiquent les unes après les autres, à commencer par la plus emblématique, les Peugeot, qui n'ont d'autre choix que de laisser la barre au chinois Dong Feng, accompagné par l'Etat français. La France se rengorge de ses « champions nationaux » – et il est vrai que l'Hexagone compte toujours 40 sociétés dans le classement 2013 des 500 plus grands groupes mondiaux établi par *Fortune* (contre 39 pour l'Allemagne). Mais ce qui devrait être une « équipe de champions », un écosystème vertueux, est une simple addition de crocodiles solitaires pas du tout solidaires. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste, économiste et auteur du *Choc des empires* (Gallimard), rappelle que ces mastodontes ont plutôt sucé la moelle nationale qu'il ne l'ont nourrie : *« Les multinationales ont investi 147 milliards de dollars à l'étranger, en deuxième position derrière les Etats-Unis. »* Et ont donc négligé de cultiver leur jardin potager tricolore. Trop petit, pas assez prestigieux, pour les managers des années 2000. *« Les financiers ont peu à peu pris la place des vrais entrepreneurs et des vrais capitaines d'industrie,* rappelle Laurent Faibis, du cabinet Xerfi. *L'ancrage national a perdu de sa substance. »* Or *« les pays les plus résistants, les plus solides, à commencer par l'Allemagne dont on nous rebat les oreilles, sont ceux où le capital est accroché, attaché à l'entreprise au lieu d'intervenir dans des buts opportunistes »,* affirme pour sa part l'économiste Jean-Luc Gréau.

D'autres fins connaisseurs des entreprises françaises font remarquer que la France a depuis longtemps abandonné l'idée d'organiser son capitalisme. La dernière tentative date de 1986 et d'Edouard Balladur qui, avec ses *« noyaux durs »,* prétendait structurer les grandes entreprises françaises privatisées autour de ses… amis politiques ! Chiraquiens et socialistes ont ensuite démantelé les « noyaux durs », mais sans mettre en œuvre un autre système de contrôle, lâchant la bride aux appétits divers des fonds d'investissements alliés aux managers. Vingt ans plus tard, on s'aperçoit du résultat de cette « anarchie » faussement libérale.

« SI ON A LA VOLONTÉ DE METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE, C'EST AVEC ALSTOM QU'IL FAUT LE PROUVER. » LE DÉPUTÉ UMP DANIEL FASQUELLE

VENEZ, ON BRADE !

Pour ne rien arranger, le même activisme a conduit les gouvernements successifs à démanteler les participations croisées entre banques, assurances et groupes privés. Axa, le grand manitou de l'assurance, liquide petit à petit ses alliances. Autrefois avec Schneider, aujourd'hui avec BNP Paribas… Là encore, ce sont des dizaines de milliards d'euros de capitaux qui ont manqué aux entreprises. Autant donner le signal aux investisseurs étrangers de venir faire en France des emplettes à prix bradés. Le moment s'y prête : *« C'est l'heure où l'on compte les gagnants et les perdants de la crise mondiale ; l'heure de vérité pour les entreprises françaises, qui risquent de passer sous contrôle étranger »,* avertit Laurent Faibis.

En l'absence d'un capitalisme intelligent, donc organisé, il ne reste qu'un point fixe : l'Etat. Un paradoxe dans un monde qui ne jure que par l'initiative privée. C'est pourtant l'Etat-pompier qui est appelé à la rescousse. Il doit « compléter » les tours de table insuffisants. Il l'a fait à PSA, il peut recommencer à Alstom. *« Cela ne fait pas un Etat stratège »,* critique Daniel Fasquelle, député UMP coauteur d'un appel à *« sauver Alstom du démantèlement »*, avec trois autres collègues, de droite et de gauche. *« La seule solution, c'est la prise de pouvoir par l'Etat, qui pourra ensuite marier le groupe avec d'autres entreprises françaises, pour constituer un conglomérat de la taille de General Electric ou Siemens. Si on a la volonté de mettre en place une politique industrielle, c'est avec Alstom qu'il faut le prouver ! »* dit-il. En quelque sorte, il s'agirait de recomposer le capitalisme français. Contre les capitalistes. ■ H.N.

LES SEPT PÉCHÉS DU CAPITALISME FRANÇAIS

"Marianne" explique le pourquoi du comment d'un gâchis national généralisé.

PAR HERVÉ NATHAN ET LAURENCE DEQUAY

1 UNE LOGIQUE FINANCIÈRE PLUS QU'INDUSTRIELLE

Etrange destin que celui d'Alstom. Le fleuron industriel français – pourvoyeur de TGV et de turbines nucléaires – serait trop petit, et donc promis à être absorbé par morceaux ou en entier par bien plus gros que lui, à savoir l'allemand Siemens ou l'américain General Electric. Ces deux gigantesques conglomérats, présents sur des métiers très différents, comme l'électronique, la production d'électricité, les transports, le nucléaire, etc., rappellent l'ancêtre d'Alstom, la défunte Compagnie générale d'électricité (CGE). Pierre Suard, qui en fut le patron (débarqué avec pertes et fracas), rappelle que, en 1995, son successeur, Serge Tchuruk, *« a pris le contre-pied de la politique qui avait fait d'Alcatel Alsthom* [à l'époque, il y avait un *h*] *un leader en France et à l'international, pour se conformer à la mode qui prévalait sur les marchés financiers d'alors, lesquels n'aimaient pas, disait-on, les conglomérats ».* Convaincu que la Bourse préférait les *pure players* – c'est-à-dire les sociétés dédiées à un seul métier –, réputées, à tort, *« plus lisibles »,* Tchuruk entreprit de concentrer Alcatel Alsthom sur les télécoms et vendit progressivement toutes les autres activités du groupe.

A la vérité, les entreprises isolées sur un seul métier sont bien plus fragiles, puisqu'elles subissent de plein fouet les effets de cycle sur leurs marchés sans pouvoir s'appuyer sur d'autres activités dans un même groupe. Le démembrement de la CGE est un cas d'école : hors Framatome, « nationalisé » et donc sanctuarisé dans Areva, les sociétés héritières sont depuis allées de mal en pis : en 2004, la construction navale et Alstom furent sauvés par l'argent de l'Etat. Alcatel, qui devait être le champion français de la ›

> téléphonie mobile, fut réduit à presque zéro par la lubie de Serge Tchuruk (de faire un groupe industriel sans usine) et n'en finit pas d'agoniser après son mariage avec l'américain Lucent.

Année après année, la recette appliquée à la CGE s'est étendue dans tout le CAC 40 et au-delà : issu de la séparation de Rhône-Poulenc entre la pharmacie (Aventis) et la chimie, Rhodia a fini par se faire absorber par le belge Solvay. Vivendi s'est désengagé de l'eau et des déchets pour donner naissance à Veolia Environnement qui serait, selon la rumeur des marchés, la prochaine cible d'une OPA géante venue de l'extérieur. PPR a largué en Bourse la Fnac, son fleuron dans la distribution, pour devenir Kering, recentré sur le luxe, etc. Les années 90 sont en fait le grand tournant du capitalisme français qui, selon l'expression popularisée par Jean-Louis Beffa (1), ex-PDG de Saint-Gobain, a abandonné le modèle *« commercial industriel »* pour le modèle *« libéral financier »*. Autrement dit par Alain Boublil, ex-conseiller de Pierre Bérégovoy : *« On est passé de Colbert à Jean-Marie Messier. »* (2)

Quant à la députée socialiste Karine Berger (3), elle en déplore le corollaire ravageur : *« Dans le CAC 40, il n'y a presque plus de vrais chefs d'entreprise, de créateurs, d'ingénieurs. Les directeurs financiers, formés par HEC et l'ENA, ont pris le pouvoir, avec un horizon intemporel limité d'un à trois ans. Leur méthode est toujours la même : ils font monter les résultats pendant un à trois exercices annuels. Puis la productivité chute, l'action baisse, le danger de rachat guette. »* Ce que peut constater Arnaud Montebourg qui a sur son bureau une dizaine de dossiers d'entreprises françaises en situation d'être la proie d'un prochain rachat, le plus souvent par des intérêts extérieurs et concurrents… Les noms de Sanofi, Saint-Gobain, Alcatel, sont cités par *Challenges* comme potentielles cibles d'appétits agressifs.

En face, les chevaliers tricolores ne se bousculent pas au portillon pour l'aider à conserver ces champions dans le giron national : selon un bon connaisseur des grandes entreprises françaises, il n'y aurait plus en France que quelques groupes *« agrégateurs »*, qui peuvent venir soutenir le développement d'autres entreprises : LVMH, Schneider, L'Oréal, GDF Suez, Orange. C'est ainsi. Le libéralisme financier « à la française » a affaibli le capitalisme français. ■ H.N.

« DANS LE CAC 40, IL N'Y A PRESQUE PLUS DE VRAIS CHEFS D'ENTREPRISE, DE CRÉATEURS, D'INGÉNIEURS. » KARINE BERGER, DÉPUTÉE PS

2 LA GLOUTONNERIE DES ACTIONNAIRES

Il y a des actionnaires qui vous soutiennent et d'autres qui vous grignotent. Avec Alstom, Bouygues a plutôt joué dans la deuxième catégorie. A peine le groupe de BTP-téléphonie-télévision avait-il racheté, en 2006, la part de l'Etat dans le fleuron industriel (26 % puis 29 %) qu'il en faisait grimper le dividende par action de 55 % (de 0,80 à 1,24 €). Ne montrant guère de reconnaissance du ventre, Bouygues choisit, six ans plus tard, lors de l'augmentation de capital d'Alstom, de ne pas honorer son « devoir d'actionnaire », en ne payant pas sa quote-part de 108 millions d'euros, sur laquelle comptait pourtant Patrick Kron, le PDG du groupe industriel en manque de capital. En 2012

toujours, *« au moment même où Alstom acceptait de verser 270 millions d'euros à ses actionnaires* [au premier rang desquels : Bouygues], *la société lançait parallèlement un emprunt obligataire de 300 millions d'euros sur les marchés pour tenter de contenir sa dette »,* s'indigne Claude Mandart, secrétaire (CFE-CGC) du comité de groupe d'Alstom France. Pour parachever son grand œuvre d'actionnaire court-termiste, Bouygues se révèle aujourd'hui pressé d'obtenir un dividende exceptionnel pour réinvestir dans les télécoms, ou plutôt dans le holding familiale (lire l'encadré, p. 22). La cession à General Electric lui promet 3 milliards de cash sous forme de dividendes. Miam.

Cette affaire n'est pas sans rappeler l'opération conduite par Jean-René Fourtou chez Vivendi cette année, avec la vente de SFR à Numericable pour 17 milliards, dont 13,5 en argent sonnant et trébuchant. Alors que le secteur de la téléphonie est au bord de l'explosion industrielle et sociale, le président du conseil de surveillance de Vivendi se vante dans une lettre aux actionnaires d'avoir obtenu un prix bien supérieur à ses attentes de départ ! Et de promettre une distribution de dividendes exceptionnels de 5 milliards d'euros… Ainsi va la gloutonnerie des actionnaires français. Le CAC 40 a fait des cessions de capital un mode de rémunération supplémentaire des actionnaires, que les groupes aillent bien ou mal. En 2013, la possibilité, pour PSA, de racheter 10 % de son capital en y engloutissant jusqu'à 340 millions d'euros a fait s'étrangler la CGT, alors que le groupe automobile avait perdu 5 milliards en 2012 et supprimé 11 000 postes ! En 2014, Vinci (qui est profitable) va verser 2 milliards d'euros. ■ **L. D. ET H.N.**

3 LE MANQUE D'INVESTISSEMENT

L'âpreté au gain des détenteurs du capital a un revers : le désinvestissement. Comme les entreprises vident leurs caisses pour payer dividendes et rachats d'actions, *« on constate depuis plusieurs années la baisse constante de l'investissement productif des sociétés du CAC 40 »,* affirme Karine Berger. Frédéric Saint-Geours, président du Groupe des fédérations industrielles, tire la sonnette d'alarme : *« Depuis quelque temps, les sommes allouées aux* ›

LES FAUSSES VALEURS DU PATRONAT

crédit photo

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX, L'ÉTOILE FILANTE

Cette belle gueule, amateur de rugby, est un capitaliste dans la catégorie… étoile filante. Fondateur de The Phone House (entreprise de vente de téléphones mobiles) en 1996, ce rejeton d'une lignée de la noblesse lyonnaise revend sa société avec profit en 2000. Depuis, son aura extrapolée de « créateur d'entreprises » lui permet surtout de squatter les fauteuils d'administrateur et les rôles de représentation : Croissance Plus, Club des entrepreneurs, commission Attali, Unedic, Medef… Quasi-numéro 2 du patronat, il sert surtout à contester le gouvernement de gauche, pour compenser la tendance de Pierre Gattaz à composer.

crédit photo

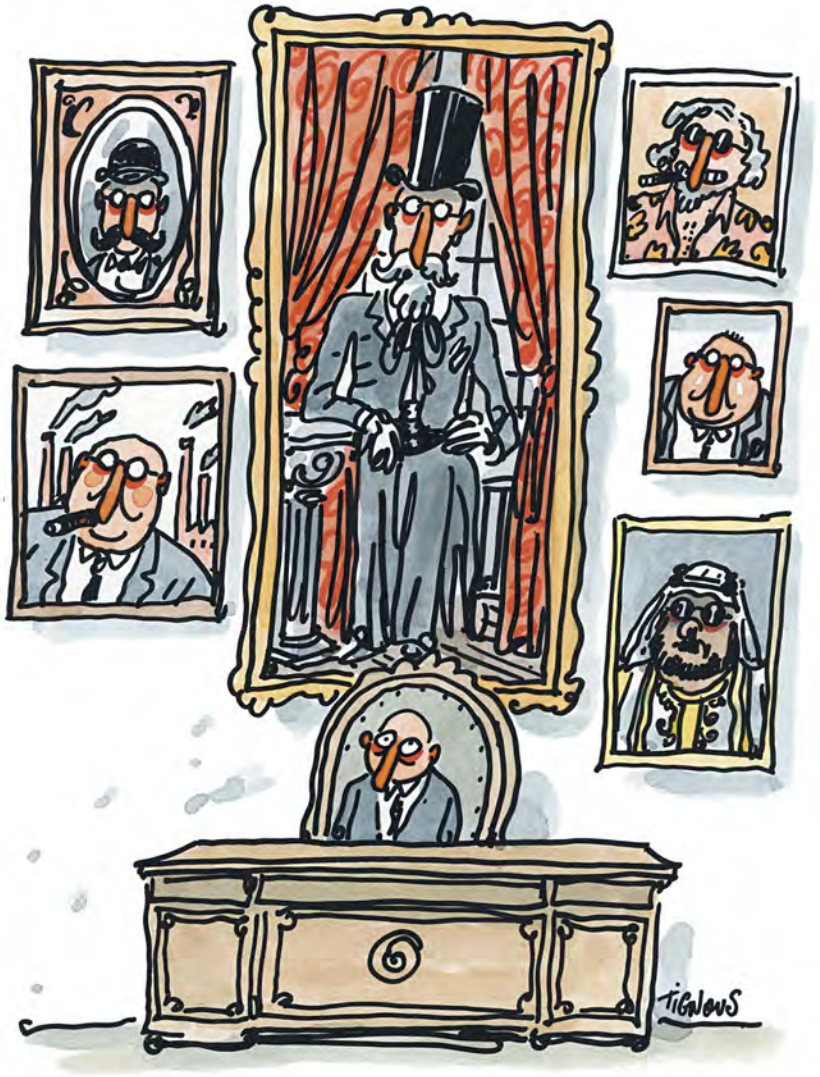
CHARLES BEIGBEDER, LE FEU FOLLET

C'est le double de Roux de Bézieux. Lui aussi bien né, lui aussi président de Croissance Plus, lui aussi dirigeant du Medef, il crée des sociétés presque aussi vite qu'il les abandonne, chaque fois avec le maximum de publicité : *Self Trade* (commerce sur Internet), Poweo (énergie), Agrogénération (agriculture extensive en Russie), Audacia (conseil…). Ce touche-à-tout ne construit rien d'autre que son destin, qu'il rêve politique. Mais il a échoué à devenir conseiller de Paris sur une liste dissidente de l'UMP.

> *amortissements* [la dépréciation de la valeur des outils] *de nos entreprises dépassent les investissements !* » En clair, nos usines ne renouvellent pas leurs machines… Selon Jean-Louis Levet, ex-conseiller de Louis Gallois au Commissariat général à l'industrie, *« l'investissement privé en innovation et en recherche et développement est resté très modeste, à 1,4 % du PIB contre 1,9 % en Allemagne »*. Ce retard accumulé par rapport aux grandes nations industrielles comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon *« limite le potentiel de croissance »* de l'Hexagone, ce qui, évidemment, rejaillit sur la santé des entreprises et contribue à provoquer du chômage et de l'exclusion sociale. ■ **H.N.**

4 LE CRÉPUSCULE DES FAMILLES

Longtemps le capitalisme familial eut bonne presse en France. Et pour de bonnes raisons : à l'instar de leurs homologues allemandes, les « familles »,



LA BPI, LE BRAS TROP COURT DE L'ÉTAT

La Banque publique d'investissement (BPI) n'a pas de président. L'explication en est simple : la nomination de Jean-Pierre Jouyet au poste de secrétaire général de l'Elysée a laissé le fauteuil vacant. Et son successeur à la direction de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Pierre-René Lemas, n'a toujours pas désigné de successeur. Une vacance qui en dit long sur l'abandon des grandes ambitions qui animaient le gouvernement. Tout au long de l'année 2012 n'avait-on pas vu Pierre Moscovici et Arnaud Montebourg se chamailler l'honneur de porter le projet de banque *« bras armé »* de l'Etat sur les fonts baptismaux, preuve d'une *« nouvelle ambition économique »* ? Le combat semblait si central dans le début du quinquennat de François Hollande que même Ségolène Royal avait exigé d'en être la porte-parole ! Depuis, la routine s'est installée à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), où la BPI a installé son QG. Le grand dessein qui ressemblait au planisme de l'après-guerre a pâli face aux contraintes. D'abord, celle de la finance : avec 20 milliards d'euros de fonds propres, la BPI est à peu près cinq fois moins grosse que son homologue et modèle allemand, la KFW. Le programme français est résumé par le directeur général de la BPI, Nicolas Dufourcq : son institution, dit-il, doit être *« une machine à fabriquer des grosses PME et des ETI »*. Point presque final, dirait-on. Aussi, la BPI prévoit-elle seulement… 1 milliard d'euros pour investir en capital des entreprises d'ici à 2017, à côté de 8 milliards d'euros de prêts divers. Avec une capacité d'achat de 330 millions d'euros par an, pas question de participer aux vrais deals structurants de l'économie française. Pour mémoire : pour recapitaliser PSA, l'Etat a dépensé 800 millions d'euros en échange de 14 % du constructeur automobile. Et Bouygues ne compte pas céder sa participation dans Alstom à moins de 2 milliards d'euros.

En arrivant au pouvoir, la gauche hollandaise a en fait renoncé à se doter d'une grande institution financière investie dans le privé. Pour cela, il aurait fallu remanier et concentrer les forces de l'Etat : une vraie banque drainant de l'épargne (La Banque postale), une vraie banque d'affaires et d'investissement (la CDC), un vrai portefeuille d'entreprises (l'Agence des participations de l'Etat), éventuellement comme en Allemagne, l'aide au développement (Agence française du développement). Un vrai « zinzin » (comme on surnomme les investisseurs institutionnels) à l'ancienne, certes, mais bougrement efficace quand il s'agit d'épauler les champions nationaux ! ■ **H.N.**

LA HUITIÈME GÉNÉRATION DE LA FAMILLE PEUGEOT A ÉTÉ INCAPABLE DE PRENDRE UNE AUTRE DÉCISION QUE D'EXIGER UN DIVIDENDE EXCEPTIONNEL.

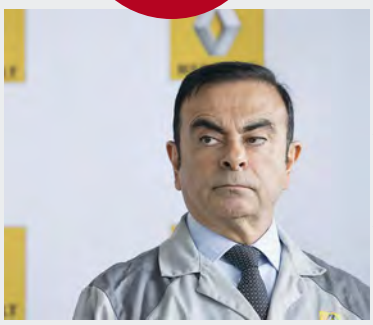
rétives au profit à court terme, pouvaient porter des projets industriels sur plusieurs générations, et souvent avec un esprit de patriotisme économique avant la lettre. Longtemps, donc, les Michelin, Peugeot, Mulliez (Auchan), Pinault, Lagardère, dotés de vertus « bourgeoises » d'économie et d'accumulation – éventuellement couplées à une solide tradition de paternalisme –, semblèrent capables d'affronter la concurrence des avides actionnaires en Bourse.

Ce n'est plus le cas. La famille Peugeot retarda le plus longtemps possible une alliance avec un autre constructeur. La huitième génération, divisée en deux camps, se révélant incapable de prendre une décision, sauf celle d'exiger le versement d'un dividende exceptionnel, juste avant la catastrophe de 2011. Martin Bouygues et sa famille n'ont de cesse aujourd'hui de faire remonter vers eux le maximum de cash depuis leurs entreprises dans la perspective de sortir leur groupe du CAC 40. D'autres familles ont plongé dans la financiarisation à outrance : c'est le cas des Wendel, qui gèrent leurs participations industrielles comme un fonds d'investissement. Leurs gestionnaires, dont Ernest-Antoine Seillière, sont soupçonnés par le fisc d'avoir constitué des montages permettant d'éviter près de 340 millions d'impôts. Les héritiers peuvent se révéler de dangereux épigones. Arnaud Lagardère a ainsi réduit à presque rien l'empire hérité de son père, Jean-Luc, en sortant d'EADS, en vendant une trentaine de titres de presse, dans le but de faire « remonter du cash » dans son holding familial et récompenser son principal allié, le Qatar. *Idem* pour François-Henri Pinault, qui met beaucoup d'énergie à transformer PPR, construit par son père, Henri, en un groupe retranché dans le luxe. Dans la même veine, n'a-t-on pas vu les Dassault, une famille industrielle emblématique, appuyer un complot contre le patron de Veolia, Antoine Frérot, coupable lui aussi de préférer désendetter son groupe plutôt que d'enrichir l'actionnaire ? ■ **H.N.**

5 LA PRÉFÉRENCE POUR LA PIERRE ET LA RENTE

Qu'y a-t-il de commun entre le groupe hôtelier Accor et le titan des hypers, Carrefour ? Pas grand-chose, sauf un actionnaire : le fonds ›

LES FAUSSES VALEURS DU PATRONAT


françois lafite / wostok press / maxppp

CARLOS GHOSN, SIMPLE SUCCESSEUR
Difficile de trouver plus connu que le PDG de Renault et Nissan. Tout dans son histoire, telle que racontée par les médias, fait rêver : l'origine libanaise, l'enfance brésilienne, l'éducation française (X-Mines), les sept langues parlées, les entreprises prestigieuses (Michelin...). Mais peu de gens rappellent que Ghosn, s'il est un *cost killer* déterminé et efficace, a trouvé chez Renault un héritage inestimable : d'abord un actionnaire public qui interdit toute OPA, et ensuite deux legs de son prédécesseur, Louis Schweitzer : l'alliance de Renault avec Nissan en 1999, puis la création de la filiale roumaine à bas coût, Dacia, qui vend désormais plus d'autos que sa maison mère...

françois lafite / wostok press / maxppp

JEAN-RENÉ FOURTOU, MONSIEUR "FOURGUE-TOUT"
Le président du conseil de surveillance de Vivendi quittera ses fonctions le 24 juin, au profit de Vincent Bolloré. Le président laissera un dernier cadeau à ses actionnaires : un dividende exceptionnel de 3,5 milliards d'euros consécutif à la cession de SFR à Patrick Drahi ; justifiant son surnom de « Fourgue-Tout ». Un des premiers bénéficiaires de cette largesse sera... Jean-René Fourtou lui-même, qui détient 1,165 million de stock-options Vivendi et 3,6 millions d'actions (avec sa famille). La retraite s'annonce heureuse.

LES FAUSSES VALEURS DU PATRONAT

frédéric dugit / maxppp

BRUNO LAFONT, LE SAUTE-FRONTIÈRE

Quand les fraudeurs fiscaux reviennent en France, des patrons font le chemin inverse. C'est le cas de Bruno Lafont, qui veut fusionner Lafarge, premier cimentier français et européen (numéro deux mondial) avec le suisse Holcim. Au fil des négociations, *« il a alors semblé évident que le siège social du futur ensemble serait en Suisse »*, raconte Bruno Lafont, qui demande : *« Le siège sera à 80 km de la frontière française, et alors ? »* La question n'a pas fait bondir Arnaud Montebourg. La fusion fera le bonheur du baron belge Albert Frère (21 % de Lafarge) et du Suisse Thomas Schmidheiny (20 % d'Holcim).

vincent isore / ip3 press / maxppp

CHRIS VIEHBACHER, L'ÉVADÉ DU CAC 40

Chris Viehbacher peut habiter où il veut, en l'occurrence à Boston (Etats-Unis). Après tout, il est germano-canadien. Sauf que le groupe qu'il dirige s'appelle Sanofi, numéro un français de la pharmacie (et cinquième mondial) et a fait l'objet d'une attention particulière de l'Etat qui a présidé, en 2004, à son mariage avec l'allemand Aventis, alors que ce dernier était convoité par le suisse Novartis. Jacques Chirac en personne avait mouillé la chemise pour convaincre Berlin du bien-fondé d'un axe franco-allemand. Viehbacher, le patron le mieux payé de France (8,6 millions d'euros en 2013), prétexte des raisons *« avant tout familiales et personnelles »*. Comment le croire sur parole quand la moitié du comité exécutif de Sanofi a franchi l'Atlantique ?

> Colony Capital, doté d'une fortune de 7 milliards d'euros. Il était, jusqu'en 2013, présidé en France par Sébastien Bazin, dont la marotte est la pierre. Que ce soit dans le cas de Carrefour (où le fonds contrôle 14 % du capital, dans une association avec Bernard Arnault) ou dans le cas d'Accord (où Colony possède une participation), ledit Bazin a obtenu, malgré les oppositions virulentes des actionnaires historiques, que l'entreprise sépare le fonds de commerce (l'activité) de sa propriété immobilière. Résultat : dans les deux cas, de juteuses filiales vivent de la rente immobilière considérable que représentent les loyers correspondant aux centaines de milliers de mètres carrés dont disposent les hôtels ou les hypers, pendant que les activités de commerce ou de tourisme survivent, elles, difficilement à la crise, privées de leurs murs, leur principal actif tangible. A Accor et, dans une moindre mesure, à Carrefour, voilà plusieurs années que l'on a préféré valoriser le patrimoine plutôt que de développer une politique commerciale audacieuse et novatrice.

« Les grands groupes français ont une aversion au risque et une préférence pour la dette », convient Nicolas Véron, consultant de Brueghel (Belgique) et du Peterson Institute (Etats-Unis). *Cela provient de leur longue habitude de s'abriter derrière l'Etat, lequel leur a longtemps garanti des positions inexpugnables. »* La privatisation des autoroutes, en 2006, par le gouvernement Villepin en est l'illustration presque caricaturale : les groupes de BTP concessionnaires ont réussi à transformer les quatre-voies en double vache à lait : par les profits obtenus grâce à l'exploitation (2 milliards en 2013), et par les chantiers qu'ils peuvent confier à leurs filiales spécialisées dans le bitume et le béton… Le même Nicolas Véron, qui fut conseiller de Martine Aubry aux affaires sociales, de questionner : *« Faut-il continuer à aligner l'intérêt national avec celui des grands groupes ? »* ■ **H.N.**

À ACCOR ET À CARREFOUR, ON A VALORISÉ LE PATRIMOINE PLUTÔT QUE DE DÉVELOPPER UNE POLITIQUE COMMERCIALE NOVATRICE.

6 LE PENCHANT POUR L'IDÉOLOGIE

Lorsqu'il s'agit de sortir l'artillerie idéologique, Denis Kessler adore être le premier à tirer. Ce qu'il n'a pas manqué de faire à l'occasion de l'affaire Alstom, en publiant une tribune au canon dans l'hebdomadaire *Challenges* (le 7 mai) : *« Le problème réside dans le fait que la France ne dispose plus du capital nécessaire pour lutter à armes égales. »* La faute à *« des responsables politiques inspirés par un keynésianisme dépassé »*, écrit-il. Surtout, *« la France a stupidement refusé par dogmatisme* [sic] *la mise en place de fonds de pension… »* Si le président de la compagnie de réassurance Scor – et éminence du Medef – pointe avec justesse le *« manque de capitaux »* nationaux dont disposent les entreprises françaises – puisque 60 % du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par des investisseurs étrangers –, sa conclusion – il faut absolument créer des fonds de pension à la française – est intéressée : en tant que réassureur, il verrait d'un bon œil l'ouverture du marché des retraites, aujourd'hui socialisé dans la Sécurité sociale.

Or l'épargne retraite existe en France : elle s'appelle l'assurance vie et représente 1 400 milliards d'euros d'encours. Jusqu'à aujourd'hui, 85 % de cette somme sert d'abord à financer le déficit de l'Etat. Karine Berger, coauteur avec Dominique Lefebvre d'un rapport parlementaire sur l'épargne (5), estime qu'*« il suffirait de déplacer 100 milliards de l'assurance vie pour redonner des couleurs tricolores aux entreprises françaises »*. Pour que l'affaire fonctionne, le rapport préconise également de modifier les dispositifs fiscaux relatifs à l'épargne qui, aujourd'hui, *« rendent les investissements risqués moins attractifs que les emprunts d'Etat »*… ■ H.N.

AVIGNON
5-27 JUILLET 2014
LE PLUS GRAND THÉÂTRE DU MONDE
OFF
1300 SPECTACLES TOUS LES JOURS DE 9H À MINUIT !
ACHETEZ DES PLACES DE SPECTACLES EN LIGNE SUR TICKET'OFF
www.avignonleoff.com

EUX, ILS CRÉENT QUELQUE CHOSE

b. legrand / maxppp quimper

VINCENT BOLLORÉ, PERSÉVÉRANT

Vincent Bolloré aurait pu rester le patron exploiteur de l'Afrique : après tout, son empire ne tire-t-il pas d'abord sa prospérité du contrôle de lignes maritimes et des ports qui desservent le continent noir ? Ne tire-t-il pas aussi de juteux bénéfices des plantations exploitées par ses cousins luxembourgeois au Cameroun, en Sierra Leone ou en Asie ? Il n'empêche, avec sa Blue Car, une voiture électrique, et sa technologie originale de batteries (même Renault y a renoncé), le patron breton risque son argent. Depuis 1993, il y a englouti environ 2 milliards de dollars. Le succès vient lentement : en mai, Bolloré a inauguré l'équivalent de l'Autolib' parisien à Indianapolis…

christophe morin / ip3 / maxppp

XAVIER NIEL, INVENTIF SUR TOUTE LA LIGNE

On peut détester son faux air de rocker sur le retour, faire la moue au sujet de son passé dans le Minitel rose, juger démagogique sa propagande sur les prix des télécommunications, mais on ne peut nier que Xavier Niel est la seule véritable nouveauté du capitalisme français des trente dernières années. Un succès bâti à partir d'une avancée technologique, la box, qui permet d'accéder par Internet aux services de téléphonie et de télévision. A la tête d'une fortune de 10,7 milliards d'euros, en partie propriétaire du *Monde* et du *Nouvel Observateur*, il est au centre de la recomposition du secteur des télécoms français.

> 7 TOUCHEZ PAS AU GRISBI !

Des milliers de dirigeants d'entreprise laissent dormir leurs millions de bénéfices sur leurs comptes bancaires. Incroyable, en temps de crise ? Qu'on en juge : selon une étude du cabinet Altavalue, les 50 000 PME (petites et moyennes entreprises) et ETI (entreprises de taille intermédiaire) les plus dodues de l'Hexagone ont fait croître leurs capitaux propres de… 31 % entre 2009 et 2013 ! Dans le même temps, leur cash explosait de 43 000 € à 111 000 € (valeur médiane), au détriment de leurs investissements qui reculaient de 7 %, à un niveau inférieur à celui de 2008. *« La priorité accordée à la trésorerie est toujours le principal frein à la compétitivité future des entreprises »*, souligne à raison Christophe Scalabre, d'Altavalue.

Plus aberrant encore, ces boss frileux du commerce, de l'agriculture, de l'immobilier qui continuent à se désendetter (de 30 % par an, en moyenne). En 2015, sauf inversion de tendance, ils seront en situation de trésorerie nette, autant dire rentiers plus qu'entrepreneurs ! Le mauvais exemple vient de haut : Radiall, le groupe de composants aéronautiques du patron du Medef, Pierre Gattaz, affichait, fin 2013, 34,6 millions de trésorerie nette pour un résultat net de 18,5 millions.

Si ces chefs d'entreprise transforment leurs boîtes en tirelires, ce n'est pas qu'ils projettent d'investir dans leurs outils ou leurs innovations, c'est surtout pour ne pas être imposés comme actionnaires sur ces dividendes au taux progressif de l'impôt sur le revenu. Ils pourront, la retraite venue, revendre leur société patrimonialisée sans payer d'ISF. ■ **L.D.**

(1) *La France doit choisir*, Seuil, 2012.
(2) *Le Nouvel Etat stratège*, L'Archipel, 2014.
(3) *La France contre-attaque*, Odile Jacob, 2013.
(4) *Investir : Une urgence absolue*, Fondation Jean-Jaurès, 2012.
(5) « Rapport sur l'épargne financière et sur les besoins de financement de l'économie », de Karine Berger et Dominique Lefebvre, avril 2013.

La région des Highlands, au nord de l'Écosse, est considérée par certains comme la terre d'origine des Single Malts. C'est là qu'est née la renommée de Glen Turner 12 ans dont les secrets d'élaboration ont été soigneusement préservés par notre Maître Distillateur Graham Coull qui perpétue cet héritage : "Pour rien au monde, je ne révélerais les secrets de Glen Turner. Plus qu'un Whisky, c'est la Légende du Malt."

Glen Turner

The Malt Legend.*

*La légende du Malt. Glen Turner est vieilli en fûts de chêne préalablement brûlés à l'intérieur.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

SIREN 572 056 331

RYANAIR PLANQUE SES PILOTES AU CAMPING !

Condamnée pour travail dissimulé, la compagnie irlandaise poursuit sa partie de cache-cache avec la justice française. **"Marianne" a retrouvé ses personnels navigants… dans des mobile-homes de Vitrolles !** Le "low cost" pour tous. Au mépris du droit social ? PAR PHILIPPE ENGELS

olivier monge / myop pour "marianne"

Des chameaux et des dromadaires parqués dans un enclos, des ouvriers pinceau en main qui repeignent une aire de jeux à l'approche de la haute saison et… de pauvres pilotes et hôtesses de Ryanair en quête d'un peu de repos. Bienvenue au camping de Marina Plage, à Vitrolles. Un « hôtel de plein air », indique l'écriteau. A l'entrée, une boutique et une petite ménagerie, comme dans les cirques. Dans les allées, des enfilades de mobile-homes posés sur des parpaings. De la petite plage de cailloux, en contrebas, on aperçoit à droite les cheminées éteintes de la raffinerie de Berre-l'Etang, à gauche la tour de contrôle de l'aéroport Marseille-Provence et son terminal MP2 dédié aux vols *low cost*.

dr

LE CAMPING de Vitrolles, à quelques minutes de voiture de l'aéroport Marseille-Provence. Pratique, pour garder discrètement sous la main des pilotes non déclarés en France. Mais le secret est éventé.

Condamné pour travail dissimulé il y a neuf mois, Ryanair faisait travailler depuis des années ses troupes sur sa base provençale, à temps plein, mais sans les déclarer en France et sans payer leurs cotisations. A l'époque, le personnel navigant avait été surpris dans de vraies maisons en dur, ou des appartements. Aujourd'hui, il a trouvé refuge au camping ! Le 21 mai dernier, comme *Marianne* a pu le constater, entre 15 h 30 et 17 heures, plusieurs voitures en provenance du Royaume-Uni et d'Italie ont convoyé des pilotes, des hôtesses et des stewards vers leurs baraquements à deux, trois ou quatre chambres. Une Volkswagen immatriculée à Turin, avec à son bord deux hôtesses et un steward. Une Peugeot à la plaque anglaise où se serraient quatre belles chemises blanches. Un autre véhicule venant de Grande-Bretagne occupé par quatre hôtesses reconnaissables au chemisier jaune de Ryanair…

Au total, ils seraient *« 50 environ »* à loger dans ces mobile-homes *« jusqu'en octobre »*, souffle-t-on à la réception de Marina Plage. *« Ces pilotes et ces hôtesses de Ryanair sont là pour plusieurs mois. Ils règlent eux-mêmes l'addition,* confirme à *Marianne* l'un des responsables du lieu. *Certains prennent le bus public pour rejoindre l'aéroport. Et, si les horaires ne collent pas, nous leur filons un coup de main. »*

POUR ÉTABLIR LA FRAUDE SOCIALE, LA POLICE FRANÇAISE A MIS L'AÉROPORT DE MARSEILLE SOUS HAUTE SURVEILLANCE PENDANT DE LONGS MOIS.

Que font-ils là, ces éreintés des airs ? Pourquoi se parquent-ils ainsi au camping ? C'est simple : Ryanair, qui a fait appel de sa condamnation pour « travail dissimulé » – le second procès s'ouvre le 23 juin –, continue d'affréter ses avions comme si de rien n'était, et a dû trouver une astuce pour que son personnel crèche dans les parages. Les vols au départ de Marseille débutent au petit matin, impossible de prendre son poste sans dormir sur place. Pour ces employés contraints aux folles cadences, c'est donc le camping, ›

> moins cher et plus discret qu'une location, ou… le chômage.

Le 2 octobre 2013, le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence avait pourtant fait un sort aux contrats de travail légers comme l'Eire, avec impôts réglés en Irlande, auxquels Ryanair les astreint. *« En refusant de se soumettre à la législation française en matière de cotisations sociales, la compagnie Ryanair a organisé un véritable dumping social lui permettant de réduire ses coûts d'exploitation et plus particulièrement ceux relatifs au personnel »,* épingle le jugement, qui rappelle que les charges sociales à acquitter par l'employeur sont de 10,75 % en Irlande et de 40 à 45 % en France. A Marseille, Ryanair employait 127 salariés. Sédentaires et pas « hors sol », a martelé le tribunal.

PAYÉS EN IRLANDE

Pour établir la fraude sociale, la police française avait mis l'aéroport marseillais sous haute surveillance durant de longs mois. Repérage précis de tous les mouvements aériens, recensement des quatre Boeing passant la nuit sur le tarmac, enquête approfondie sur les petites habitudes du personnel de Ryanair. Des pilotes avaient même été cueillis sur le coup de minuit, à leur descente d'avion, avant d'être passés au gril. *« Nous savons que vous roulez en Mercedes de leasing et que celle-ci est immatriculée en France. Vous habitez à quelques kilomètres d'ici et prenez à chaque fois votre service à l'aéroport de Marseille. Mais vous n'y êtes pas enregistré en tant que commandant de bord. Vous ne connaissez même pas le nom de votre copilote. Vous êtes payé* via *un compte en Irlande, votre salaire s'établissant à 5 500 ou 6 000 € par mois. Avez-vous quelque chose à ajouter ? »* Rien, bien sûr. *« Comment faites-vous en cas de maladie ? »* insistèrent les flics. *« Cela ne m'est jamais arrivé »,* répondit le bienheureux, recruté à Dublin alors qu'il était au chômage.

Sans surprise, Michael O'Leary, le fantasque patron de Ryanair, a refusé de payer aux organismes sociaux

luigi mistrulli / sipa

MICHAEL O'LEARY, le patron de Ryanair, aussi allergique aux charges sociales qu'à l'emploi pérenne.

« RYANAIR A MIS EN PLACE UN SYSTÈME STRUCTUREL. UNE MANIÈRE D'INSTITUTIONNALISER LA PRÉCARITÉ DANS LE TRAVAIL. » L'AVOCAT DE LA CGT

(Urssaf, Pôle emploi et caisses de retraite) et aux pilotes et syndicats qui se sont constitués partie civile les dommages et intérêts dont il a écopé. Mais l'argent – 9 millions d'euros – a été placé sous séquestre à la Caisse des dépôts dans l'attente de l'audience en appel. *« Rien ne nous étonne, avec Ryanair,* commente Me Antoine Lounis, l'avocat de la Fédération des transports CGT. *Avec ces non-salariés qu'il s'agit de dissimuler par tous les moyens, la compagnie irlandaise a mis en place un système organisé, structurel et pérenne. Une manière d'institutionnaliser la précarité dans le travail. »*

Avant même la sanction, le *big boss* avait annoncé qu'il fermait sa base marseillaise. Stupeur et tremblements, très momentanés, du maire UMP, Jean-Claude Gaudin, vite rassuré puisque tout a continué, de manière plus habile. En théorie, les pilotes qui officient dans les Bouches-du-Rhône sont censés venir le matin de Gérone (Espagne) ou de Vilnius (Lituanie). En théorie, encore, Marseille n'est donc plus une base opérationnelle pour Ryanair, ce qui lui évite d'avoir à se conformer aux lois françaises. Fort bien. Mais comment expliquer, dès lors, la présence des pilotes et des hôtesses dans un camping si proche des pistes marseillaises ? Sont-ils des passagers clandestins de leur propre compagnie ? Quelques mois dans un mobile-home, et hop, une nouvelle équipe prend le relais. La

LES POLITIQUES ENTRE DEUX EAUX

« Si Ryanair quitte Marseille, une autre compagnie peut arriver… S'ils partent, ils partent. » Et vlan ! Interrogé par *Marianne* à l'approche d'un procès en appel houleux, Didier Parakian, l'adjoint au maire de Marseille pour les affaires économiques, ose enfin jouer un air dissonant dans le concert de louanges entonné depuis des années par la municipalité au sujet de Michael O'Leary. Le patron irlandais, qui met les nerfs des édiles locaux à rude épreuve, pourra toujours appeler Jean-Claude Gaudin pour sonner les cloches à l'impudent adjoint. Quinze jours après la condamnation de la compagnie pour travail dissimulé, en octobre dernier, le maire UMP avait décerné à Ryanair le titre de « citoyen d'honneur » de la ville. Motif ? Son importante contribution au tourisme provençal… ■ P.E

roue tourne. Pour contourner encore et toujours la loi ? *« No comment »*, donne pour toute réponse à nos sollicitations le siège de Dublin. Chez Ryanair, à demi-mot, on admet le passage par la case « Marina plage » : *« Les équipages de l'opération temporaire d'été à Marseille* [sic] *se voient verser des indemnités pour leur hébergement et sont libres de décider comment ils les dépensent. »* La compagnie s'estime *« en parfaite conformité »* avec les règles européennes, ajoutant que ces fameux équipages à statut *« temporaire » « paient leurs impôts en Irlande ou dans leur pays d'origine »*. Toujours pas en France, donc...

C'est ainsi qu'opère Ryanair depuis plus de vingt ans. Au nez et à la barbe des autorités européennes, le transporteur à petit budget brûle les signaux d'interdiction. Son imagination est pareille à la ligne de l'horizon : sans limites. L'une de ses plus fumeuses trouvailles ? Placer ses jeunes recrues à la tête de microsociétés, comme autant de paravents. Ici aussi, la machine semblait bien huilée. Pas de chance pour le richissime O'Leary, un petit grain de sable est venu l'enrayer. Devant un tribunal de Londres, il y a un an, la firme Brookfield Aviation – et, à travers elle, Ryanair – avait décidé d'affronter un pilote récalcitrant. Un Néerlandais ayant eu l'outrecuidance d'écourter son préavis. Fameux duel en avarice : l'intéressé remporta non seulement la bataille, mais il lâcha sur le tarmac irlandais l'une des plus belles peaux de banane de ces dernières années. Robertus Johannes Wilhelmus Van Boekel – c'est son nom – détailla en effet au juge anglais le montage mis au point par Ryanair pour ne pas apparaître comme l'employeur de ses propres pilotes. La société d'intérim Brookfield sélectionnait les candidats. Puis elle mettait en contact les heureux élus avec des cabinets d'experts comptables qui se chargeaient, eux, de les bombarder comme gérants à la tête de microstructures déjà existantes et toutes immatriculées à Cork, au sud de l'Irlande, où la fiscalité est si douce. Ryanair n'avait plus alors qu'à passer par ces petites sociétés, soumises au droit du travail irlandais, pour leur acheter des heures de vol. Les pilotes étaient salariés *de facto* de Ryanair, puisque soumis aux plannings, aux procédures et aux sanctions internes. Mais, sur le papier, ils étaient *« indépendants »*. Magique. Et lucratif pour la compagnie, qui s'exonérait ainsi de payer des charges patronales sur ces mercenaires de l'air, contraints d'accepter ce statut hybride pour décrocher le job.

50 MILLIONS D'EUROS D'AIDES, RIEN QU'EN FRANCE

Retenez-moi ou je fais un malheur. Pour soutirer un maximum de subsides aux collectivités locales, le transporteur irlandais n'hésite jamais à brandir le chantage au départ. Il applique cette méthode sous toutes les latitudes. Et ça marche... En 2008, les chambres régionales des comptes ont calculé que Ryanair empochait à l'année quelque 35 millions d'euros d'aides en tous genres auprès de ses 22 plates-formes d'accueil françaises. Et dans 20 d'entre elles sans que ces montants soient déclarés à la Commission européenne. Mais, de cela, tout le monde se moque, ou presque. La cagnotte continue à grossir, grimpant désormais à 50 millions d'euros rien qu'en France, où les Irlandais ont aujourd'hui 35 points d'ancrage. A l'échelle européenne, selon des études convergentes, la dot se chiffre entre 600 et 800 millions d'euros. Soit près du quart du chiffre d'affaires de la firme aux 1 000 filiales, qui place cette générosité publique sur des comptes opaques, dans des paradis fiscaux. ■ **P.E.**

PERSONNE NE BOUGE

A Bruxelles, siège de la Commission et temple de la concurrence libre et non faussée, une telle affaire aurait dû rencontrer un minimum d'écho. C'est tout le contraire. *Marianne* peut l'attester : l'appareil d'Etat européen réagit avec la célérité d'une tortue face au document qu'une instance représentant tous les patrons et les syndicats du secteur aérien lui a glissé entre les mains. Une liste non exhaustive de plus de 200 pilotes de Ryanair que ce Comité européen du dialogue social sectoriel pour l'aviation civile considère ni plus ni moins comme de *« faux indépendants »*. En décembre 2013, ce comité a alerté les responsables des administrations européennes concernées. En rangs serrés, les syndicats se sont fendus de belles lettres. Les gestionnaires de Sécu français ou belges sont également au parfum. Mais personne ne lève le petit doigt. Et Ryanair maintient son cap, en se jouant des turbulences.

Pour un coup de semonce à Aix-en-Provence, on recense bien davantage de coups d'épée dans l'eau. Il y a six ans, la justice belge avait sonné l'éveil des méfiants et des combattants antifraude.

A Douglas, capitale de l'île de Man, les enquêteurs avaient pénétré le saint des saints, un siège opérationnel sans ordinateurs ni personnel. La filiale Leading Verge était censée y piloter le site Internet et la gestion commerciale de la compagnie à la harpe jaune. Elle facturait en tout cas ces prestations, prétendument effectuées à Douglas. Mais les enquêteurs de l'Office central pour la répression de la corruption n'avaient trouvé que du vent derrière la porte verte de l'immeuble. Un écran offshore bien utile pour capter toutes sortes d'aides publiques, déguisées ou non. Les numéros deux et trois de la firme irlandaise avaient été mis en examen pour fraude. Aujourd'hui, cette enquête-là, comme d'autres, s'est enlisée.

Passé maître dans l'art du camouflage fiscal, Ryanair brouille les pistes en déménageant ses entités juridiques à la vitesse de l'éclair. Sa filiale la plus controversée vient ainsi de changer par deux fois de nom et de localisation. Amassant les subventions des aéroports qui contribuent fortement au succès du « modèle » *low cost*, Airport Marketing Services a d'abord quitté l'île de Man pour Jersey. Le 13 septembre 2011, il fallait la nommer Netherhall. Aujourd'hui, prononcez Netherhill et ne la cherchez plus dans les îles Anglo-Normandes : en toute discrétion, le 10 mars dernier, cette coquille voyageuse est retournée sur son caillou d'origine. Décidément, chez Ryanair, c'est toujours le système D comme dumping. ■ **P.E.**

DÉCRYPTAGE

Le "social-chauvinisme" selon Weber

Après les élections au Parlement de Strasbourg, Henri Weber, ancien député européen socialiste et directeur aujourd'hui des études européennes du PS, développe cette analyse au sujet du Front national : *« L'archétype de la nouvelle extrême droite européenne est le PVV néerlandais, un parti xénophobe, islamophobe et arabophobe qui a construit son offre politique à partir du rejet de l'autre en mettant en avant la défense de la société et de la civilisation telles qu'elles existent. C'est ce que tente Marine Le Pen en France, avec un certain succès, non pas en fonction d'une théorie fumeuse des races, mais au nom de la défense des acquis de la société française, et même au nom des conquêtes de la gauche : la laïcité, l'égalité hommes-femmes, les libertés sexuelles, l'Etat-providence. Ce dernier, dans l'esprit de Marine Le Pen, doit être réservé aux Français de souche : c'est le social-chauvinisme. Les tabous tombent, d'autant qu'elle a mis en sourdine l'antisémitisme constitutif du FN. »* ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ NATHAN

HENRI WEBER, ex-député européen socialiste.

denis allard / réa

DES MILLIARDS DE DOLLARS

PROT PLUS FORT QUE KERVIEL

Le président de BNP Paribas savait qu'il jouait avec le feu. Et c'est le contribuable français qui risque de payer un tiers de l'amende américaine.

mal langson / reuters

BAUDOUIN PROT devra répondre de sa responsabilité dans des transactions douteuses, qui valent aujourd'hui à la banque une amende de 7 milliards de dollars.

Baudouin Prot, le président de BNP Paribas, est, selon certains, au fond du trou. L'ampleur de sa responsabilité dans l'amende de 7 milliards d'euros qui menace de tomber sur la première banque française a en effet de quoi miner le moral du successeur de Michel Pébereau. Responsabilité devant ses actionnaires, sans doute. Mais pas seulement. Selon plusieurs professionnels interrogés par *Marianne*, il y a de grands risques pour qu'un tiers de cette amende soit pris en charge *in fine* par le contribuable français au travers d'un manque à gagner fiscal de 2,3 milliards d'euros. Au moment où l'Etat gratte de tous les côtés, voilà qui fait mauvais genre. *« Dans le droit français, une amende pénale n'est pas imputable sur le résultat. Mais le droit américain l'autorise. Si la filiale américaine de BNP Paribas est condamnée, il est possible que cette amende vienne grever le résultat de la maison mère en France »,* finit-on par lâcher à l'ACPR, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, qui dépend de la Banque de France. Même son de cloche du côté d'Yves Nicolas, le patron des commissaires aux comptes français : *« C'est compatible avec les règles de consolidation comptable. »* D'ailleurs, la banque suisse UBS, mise à l'amende aux Etats-Unis, est en train de faire jouer ce mécanisme.

Mais revenons à BNP Paribas. Une perte de plusieurs milliards prise en charge à 33 % par le contribuable, cela ne vous rappelle rien ? Même pas un certain Jérôme Kerviel, le trader fou de la Société générale ? Comme lui, la direction générale de BNP semble avoir joué avec le feu. Selon les révélations du *Monde*, elle aurait été informée que les transactions aujourd'hui incriminées par la justice américaine étaient susceptibles de lui coûter très cher… Mais l'appât du gain, comme jadis dans l'état-major de la Société générale, semble avoir été le plus fort. ■ **EMMANUEL LÉVY**

IL A OSÉ LE DIRE

« Le pire en politique, c'est de mentir. »

BASTIEN MILLOT, dans *Paris Match*, le 12 juin. Est-ce pour pondre des maximes aussi fumeuses que l'ex-patron de Bygmalion, empêtré dans l'affaire des fausses factures de l'UMP, s'est fait payer 180 000 € HT entre 2010 et 2011 par France Télévisions ? Un énième contrat conclu entre Millot, *via* sa société BM Consulting, et la présidence de la télé publique qui vient de fuiter dans la presse. Son objet ? La fourniture d'*« éléments de langage »*… La redevance est une manne inépuisable pour les beaux parleurs.

baltel / sipa

COMPTES ET MÉCOMPTES

Aides s'en sort mieux que prévu

En difficulté financière, l'association de lutte contre le sida a supprimé 43 postes dans le cadre d'un plan social. Fin 2013, un déficit prévisionnel d'au moins 1,6 million d'euros avait été évoqué pour justifier cette charrette. Récemment, les syndicats ont appris que ce trou n'était en réalité que de 374 000 € ! Erreur d'estimation ? Aggravation volontaire de la situation pour justifier les départs ? L'intersyndicale s'interroge. La direction, elle, assure que cet écart est le résultat des mesures d'économies mises en place. ■ **C.C.**

Greenpeace plonge dans le rouge

La sauvegarde de l'environnement risque de prendre un peu de plomb dans l'aile cette année. Un salarié de Greenpeace a fait perdre 3,8 millions d'euros de dons à l'ONG, suite à un placement hasardeux sur le marché des changes ! Greenpeace a l'habitude de passer des contrats avec des sociétés financières pour acheter des devises à taux fixes, histoire d'éviter les fluctuations. Mais, cette fois, un employé a pris seul la décision de parier sur la baisse de l'euro, qui s'est finalement apprécié, sans l'aval de la direction. Il a été viré. ■ **C.C.**

PISTON PRÉSIDENTIEL

Hollande, rédac chef de "Paris Match"

En Hollandie aussi, le fait du prince existe, et c'est Yves Azéroual, auteur du livre *Passions d'Etat,* qui en apporte une nouvelle preuve. A la 137e page de l'ouvrage, on découvre, médusés, la manœuvre d'un François Hollande *« magnanime », dixit* Azéroual, pour permettre à son ex-compagne de conserver son poste de journaliste au sein de la rédaction de *Paris Match.* Au lendemain de leur rupture, le président se paye ainsi le luxe d'envoyer un émissaire à Denis Olivennes, patron de Lagardère Active, la maison mère de l'hebdomadaire, pour le convaincre de ne pas se débarrasser de « l'ingérable » Valérie Trierweiler. *« Remords ou calcul intéressé ? »* s'interroge l'auteur. Avant de glisser, en guise de réponse, cette citation de Hollande : *« Les femmes m'ont coûté beaucoup d'argent. »* ■ **F.D.**

PARITÉ MAL ORDONNÉE

LE FN EN VEUT-IL AUX FEMMES ?

A peine élue députée européenne dans l'Ouest, et la voilà poussée par Marine Le Pen à céder son siège au troisième de la liste, un homme. Joëlle Bergeron a eu le tort de se déclarer favorable au droit de vote des immigrés dans les scrutins locaux. *« On me traite comme un Kleenex »,* proteste l'élue en s'accrochant à son siège. Ailleurs, dans le Bas-Rhin, une responsable départementale du FN fait part de ses états d'âme après les propos antisémites de Jean-Marie Le Pen. On lui conseille aussitôt de démissionner. Même sanction pour Nadia Portheault, née Djelida, candidate aux municipales de Saint-Alban (Haute-Garonne), qui avait protesté contre les propos racistes entendus dans les réunions internes du parti. La parité s'afficherait-elle pendant les élections pour s'effacer au moindre désaccord ? Curieuse pratique pour l'autoproclamé *« premier parti de France ».* ■ **JEAN-CLAUDE JAILLETTE**

JOËLLE BERGERON

yves madec / maxppp

ILLICO

RIBÉRY
PAR MONTS ET PAR VEAU

Franck Le Gall, le médecin de l'équipe de France de football, a mis les pieds dans le plat : si Frank Ribéry n'a pas pu être soigné de sa lombalgie avant la Coupe du monde, c'est parce qu'il en a marre des piqûres infligées par son club, le Bayern de Munich, à longueur d'année. Pas du tout, a rétorqué l'attaquant des Bleus qui refuse juste qu'on lui injecte de la cortisone. Il lui préfère l'Actovegin. Prescrit par son médecin allemand, mais interdit en France, ce sérum controversé est composé de sang de veau. C'est connu : sur le terrain, Ribéry joue toujours avec ses tripes.

DÉTENTION FORCÉE
LA TACTIQUE DU GENDARME

La gendarmerie est *« un lieu de convivialité ».* A en croire le colonel Martzinek, c'est donc en toute *« convivialité »* qu'un militant de SUD santé avait été retenu une matinée par les pandores du Mayet-de-Montagne (Allier) lors d'un déplacement de Nicolas Sarkozy en novembre 2010. Le zélé colonel, qui craignait que le syndicaliste ne perturbe la visite présidentielle, n'a pas convaincu le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand. Il a écopé de quatre mois de prison avec sursis et 1 000 € d'amende pour « détention arbitraire », condamnation dont il a fait appel.

QUARTIERS
DES AIDES ENFIN CIBLÉES

La nouvelle liste des quartiers prioritaires vient de sortir. Elle porte sur 1 300 zones, contre 2 500 dans la précédente mouture des contrats urbains de cohésion sociale. Une centaine de nouvelles communes vont bénéficier des subventions publiques liées à la politique de la ville. A l'inverse, plusieurs municipalités, comme Biarritz, Boulogne-Billancourt, Sceaux ou Rueil-Malmaison sortent du dispositif... dans lequel elles n'auraient jamais dû entrer si leurs maires n'avaient été de droite. ■

MIEUX VAUT EN RIRE !

PICON GRENADINE

François de Rugy, coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale, analyse la composition de son parti : *« Un tiers de réalos institutionnels, un tiers d'opposants contestataires et un tiers d'hésitants, poussés vers contestataires par Cécile Duflot depuis son départ du gouvernement. »* S'il reste encore des écologistes à EELV, ils forment le quatrième tiers, comme dans la fameuse recette du Picon grenadine, selon le César de Pagnol. ■

La sécession

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, *« commence à* [s]*'inquiéter d'une sécession »* des députés socialistes. Il admet par ailleurs que le PS a perdu 25 000 adhérents, soit 10% de ses effectifs depuis l'élection de François Hollande. Et dire qu'il lui faut encore tenir trois ans ! ■

L'UMP PART EN COUILLE

Selon Jérôme Lavrilleux, ex-dircab pleureur de Jean-François Copé, *« François Fillon est dans l'autoémasculation, tout en ayant besoin de prouver sa virilité »*. Ça va de paire ! ■

LA BOULETTE DE LA SEMAINE

CESSEZ LE FEU

Ce sont des voyous, ils m'ont transformé en tueur. » La réplique ne sort pas d'un polar et elle n'a pas été prononcée dans un prétoire par un caïd de Marseille répondant de l'assassinat d'un rival. Elle est due à François Fillon, évoquant, dans *le JDD*, les amis de Jean-François Copé. L'UMP serait donc divisée entre voyous et tueurs ! Parole de triumvir... juste après l'appel d'un autre triumvir, Jean-Pierre Raffarin : *« J'appelle à un cessez-le-feu, pour qu'on puisse établir une situation apaisée. »* Sonner le clairon de l'armistice en compagnie d'un sniper, c'est une rude tâche ! ■

BONHEUR D'OUTRE-MER

Dans *le Parisien-Aujourd'hui*, un supporteur français venu de Guyane jusqu'à Porto Alegre pour le premier match des Bleus raconte : *« J'ai pris la pirogue, le 4 x 4 et l'avion. »* Quelle chance de vivre dans une région française que la grève des trains n'affecte pas. ■

Tradition respectée

Les partisans de Rama Yade, candidate à la succession de Jean-Louis Borloo à la tête du Parti radical, accusent le camp adverse, mené par le maire de Nancy, Laurent Hénart, d'avoir gonflé le nombre d'adhérents dans les fédérations qui lui sont favorables. Le Parti radical se doit d'être fidèle à ses traditions, définies par un mot fameux d'une de ses figures historiques, Edouard Herriot : *« La politique, c'est comme l'andouillette, il faut que ça sente un peu la merde, mais pas trop ! »* ■

Art mineur

Plus proche du Gaston Lagaffe de Franquin que du Gai Luron de Gotlib, Alain Finkielkraut considère la bande dessinée comme un art mineur et *« préfère les livres et la peinture »*. C'est son droit, mais quand paraissent tant de mauvais livres et quand de mauvais peintres dominent le marché de l'art, une bonne BD, ce n'est pas si mal. ■

Soutiens de poids

Brice Hortefeux, fidèle parmi les fidèles de Sarkozy, a fait savoir qu'après Dominique de Villepin c'est Alain Madelin qui soutient le retour de l'ancien président de la République. Avec autant de retraités dans son comité de soutien, qu'attend encore Sarkozy pour se déclarer ? ■

Fabius rassure

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, prévient : *« Nous n'allons pas déclarer la guerre aux Russes .»* Après leur avoir vendu quatre navires de guerre, ce ne serait pas très élégant. ■

Même pas peur

Michel Sapin ne redoute pas le retour de Nicolas Sarkozy : *« Chaque fois qu'on le voit, c'est une bonne nouvelle pour nous. Il ne faut surtout pas dire "Au secours, Sarko revient !" »* Le problème de la gauche, c'est peut-être plutôt le fait que Hollande reste. ■

A tous les râteliers

Selon *le Journal du dimanche,* Rama Yade, qui postule à la présidence du Parti radical, a aussi sollicité une investiture de l'UMP pour devenir sénatrice des Français de l'étranger. Ce qui s'appelle avoir des convictions chevillées au corps. ■

Réserves pétrolières

L'Agence internationale de l'énergie estime que l'actuelle offensive jihadiste en Irak ne compromet pas la production de pétrole dans l'immédiat. Voilà qui devrait rassurer les Occidentaux qui n'ont donc pas besoin d'intervenir tout de suite. ■

ÉLÉPHANTS EN DANGER

Selon la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (Cites), la survie des éléphants d'Afrique est menacée. Et ce n'est rien en regard de la situation des éléphants de Solferino, décimés aux municipales, écrasés aux européennes et menacés de disparition à l'horizon 2017. ■

UNE GRANDE FAMILLE

Pour le centriste Jean-Christophe Lagarde, *« jamais la famille centriste n'a été aussi organisée qu'à l'UDI ».* C'est sans doute la raison pour laquelle chacun des membres ou presque de cette grande famille a son propre courant. ■

Enfin un ami pour Hollande

Jean-Luc Benhamias, ancien secrétaire national des Verts et ex-eurodéputé MoDem, rompt avec François Bayrou et crée un parti *« démocrate, écologiste et social »* afin de soutenir la politique de François Hollande. La démarche a le mérite de l'originalité, si ce n'est celle de la rareté. ■

Inversion de la courbe

Chargé des relations avec le Parlement sous le gouvernement Ayrault, Alain Vidalies devrait être nommé d'ici peu au Bureau international du travail. Où l'on voit que, quand il s'agit de ses anciens ministres, François Hollande sait lutter contre le chômage. ■

Un geste allemand

Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand, social-démocrate, propose d'exclure *« les coûts occasionnés par les réformes »* du calcul du déficit public des pays de la zone euro. Ces pays pourraient dépenser pour couper tout ce qui dépasse, de manière à réduire leur déficit aux fameux 3 %. L'Union serait à l'image des entreprises qui investissent plus dans les plans sociaux que dans les productions créatrices d'emplois. ■

LA GAUCHE SE MEURT

Devant le conseil national du PS, Manuel Valls a prévenu les dissidents potentiels : *« La gauche peut mourir. »* Il était grand temps de prévenir les socialistes : ils peuvent encore prodiguer quelques soins palliatifs, à moins de choisir d'en finir dans la dignité. ■

Une bonne nouvelle

Titre réjouissant des pages économiques du *Monde* : « L'Asie et l'Amérique latine tirent les ventes d'armes ». Il ne faudrait tout de même pas désespérer Satory, près de Versailles, où se tient le Premier salon mondial de l'armement. Car, si les achats européens sont en baisse, pour cause de baisse des déficits, les pays émergents s'équipent ! A quoi s'ajoute le marché en pleine expansion des jihadistes d'Irak, de Syrie et d'ailleurs. Il y a au moins un secteur économique en bonne santé. ■

MIEUX VAUT EN RIRE !

TOUT S'EXPLIQUE

L'appel de Dominique de Villepin à Nicolas Sarkozy semblait des plus étranges pour ceux qui se souvenaient de la guerre qui avait opposé les deux hommes avant la présidentielle de 2007. Mais Dominique de Villepin s'explique dans *le Point* : il pense qu'Alain Juppé n'est pas décidé à se présenter en 2017, *« sinon, il commencerait par s'entourer »*. Or, il n'a même pas fait appel à Dominique de Villepin. Faut-il être dépité pour s'en remettre à l'ennemi d'hier ! ■

Occasions ratées

Le président de la République a invité les médaillés des derniers jeux Olympiques et Paralympiques à regarder le premier match de l'équipe de France au Brésil. La championne Marie Bochet, assise à coté de François Hollande, a *« parfois entendu des petites exclamations devant les occasions ratées »*, comme elle l'a confié au *Parisien*. Il serait peut-être temps que le chef de l'Etat entende à son tour les exaspérations des Français devant les occasions ratées du gouvernement. ■

BONNET D'ÂNE

CHASSE À L'HOMME

L'annonce de la nomination de Jacques Toubon pour remplacer Dominique Baudis au poste de défenseur des droits a provoqué la fureur de Mehdi Ouari, membre du conseil national du PS, et celle de Julien Bayou, porte-parole d'EELV. Cette bonne manière républicaine de François Hollande envers un ancien ministre de Jacques Chirac passe mal à gauche, si bien que, sous prétexte de désaccords vieux de trente ans, Ouari et Bayou ont lancé une pétition et revendiquent 70 000 signatures. En vérité, ils ne pardonnent pas à Jacques Toubon son action à la Cité de l'immigration et au Haut Conseil à l'intégration, où il s'est montré hostile aux communautarismes et n'a eu de cesse d'afficher son attachement à la laïcité. D'où cette étrange mobilisation contre un homme auquel on reproche jusqu'à son âge... C'est que, la laïcité, ça ne fait pas très djeun's. ■

Chapelles centristes

François Sauvadet, député de la Côte-d'Or, s'est prononcé pour la *« dissolution de toutes les chapelles »* qui composent l'UDI. Cela risque d'en faire, des cloches à recaser. ■

Bush, le retour

Alors que l'Irak fait face aux attaques de jihadistes, les Etats-Unis ont envoyé un de leurs porte-avions, l'USS *George H.W. Bush*. Chaque fois qu'un Bush s'est invité en Irak, l'histoire s'est mal terminée. ■

Démocratie participative

D'après un sondage TNS Sofres, les Français souhaitent qu'on leur demande davantage leur avis avant de prendre des décisions. La dernière fois qu'on leur a demandé leur avis, c'était pour les élections européennes et plus de 56 % des Français n'ont pas jugé utile de se prononcer. ■

SANS FLEURS NI COURONNE

En matière d'économies réalisées au sein même de l'Elysée, François Hollande a décroché une bonne note de la part du député socialiste René Dosière, fin observateur des dépenses publiques. Le budget fleurs est ainsi passé de 290 000 à 103 000 €. L'enterrement des promesses de campagne de Hollande s'est donc fait sans fleurs ni couronne. ■

Copé le dramaturge

Lors de son dernier meeting en tant que président de l'UMP, Jean-François Copé a évoqué Molière, *« un homme de tous les combats, de toutes les audaces, de tous les courages. Sa pièce,* Tartuffe, *lui valut de terribles querelles, il eut alors un coup de déprime »*. Belle manière de reconnaître que la pièce jouée par Copé sur la scène de l'UMP s'apparente au *Tartuffe*. ■

Stage de réconciliation

Les militaires qui ont pris le pouvoir en Thaïlande veulent ouvrir dans tous les pays des *« centres de réconciliation »* pour permettre aux éléments perturbateurs du régime de *« se détendre et réfléchir »*. Pas sûr que des enseignements bouddhistes et des massages thaïs y soient prodigués. ■

Les poètes de la cité

Un jeune Rom suspecté de vol, enlevé, séquestré et lynché par des habitants de la fort mal nommée cité des Poètes de Pierrefitte, et aussitôt les fantasmes s'envolent. La stigmatisation des Roms serait-elle à l'origine de l'expédition punitive ? C'est possible, mais, selon les premiers éléments de l'enquête, cette expédition a été menée par les jeunes, non moins stigmatisés, d'un quartier réputé difficile. Et ce n'est pas la loi que les justiciers improvisés entendaient défendre, mais le territoire. ■

BUSH, QUE SONT TES AMIS DEVENUS ?

S'en souvient-on ? Lancée en 2003 par George W. Bush, l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés en Irak avait pour objectif d'éradiquer le terrorisme… L'hostilité de la France à ce choix était vécue, aux Etats-Unis, comme une trahison. Ici même, une flopée de penseurs traitaient les opposants à la guerre d'Irak – dont *Marianne* – de pacifistes irresponsables, de munichois, voire de vendus au dictateur Saddam Hussein. Onze ans après l'invasion américaine, où sont passés les thuriféraires français de George W. Bush ? Ils se taisent, à l'exception de Pierre Lellouche, député UMP, qui estime, cette fois, que *« ne pas intervenir, ce n'est pas capituler »*. Et de soupirer : *« On n'a pas d'option. »* Effectivement, après avoir provoqué un désastre, on ne sait que faire ! ■

ÇA M'ÉNERVE !

Par Guy Konopnicki

MAUVAIS PHÉNIX

La mine grave, Manuel Valls s'est adressé à ses camarades socialistes pour les avertir : *« La gauche peut mourir. »* Centenaire de 1914 oblige, ce triste constat n'était qu'un appel à serrer les rangs et à marcher sans trop se préoccuper de la direction. Suivre des chefs qui ne savent pas eux-mêmes où ils vont ne réjouit guère le fantassin de gauche. Ça râle dans les rangs, le taux de désertion électorale donne le vertige, si bien que les élus socialistes se disent que, foutu pour foutu, autant préparer l'avenir. Cela s'appelle une crise et, depuis le temps que l'on bricole le parti refondé par François Mitterrand en 1971, il fallait bien que cela arrive un jour. La gauche ne se meurt pas, elle est morte depuis longtemps, mais il lui fallait parvenir au pouvoir pour le savoir. Physiquement, le Parti socialiste paraissait vivant en 2012, il avait remporté tous les scrutins, à l'exception du référendum sur l'Europe, où il présentait pourtant un programme commun avec le centre et la droite. Cependant, la paralysie du cerveau était déjà ancienne, l'illusion tenait à quelques exercices de mémoire qui permettaient aux socialistes d'énoncer les valeurs de la République, de la démocratie, et parfois même du socialisme. Cela fait bien trente ans que la gauche brandit son passé comme preuve d'elle-même. Comme une compagnie d'assurance qui se prévaut de ses origines mutualistes et militantes, le PS se réduit, depuis longtemps, à une sorte de couverture minimale, une garantie contre la droite et l'extrême droite. Or, ce contrat n'est plus honoré.

Savoir quand et comment cette gauche va mourir n'a plus guère d'importance. Mais les trépas de la gauche française ont été suivis de renaissances calamiteuses. Ensevelie dans les ruines de la France en 1940, reconstruite dans l'ambiance prometteuse de la Libération, la gauche était, dix ans plus tard, partagée entre un parti communiste hyperstalinien et une SFIO affairée au sauvetage du colonialisme. Et en 1958, quand la vague gaulliste emportait ce piteux attelage, ceux qui tentèrent immédiatement de construire un parti nouveau, en fondant le PSA puis le PSU, n'eurent d'autre choix que de revenir la tête basse dans la vieille maison. Ils avaient attendu Pierre Mendès France et un socialisme moderne, ils étaient contraints de s'en remettre à François Mitterrand et à ses vieilles ficelles politiques. La formule s'épuise et la gauche meurt de ses dernières renaissances. Cette fois, il faudra, vraiment, inventer autre chose. ■

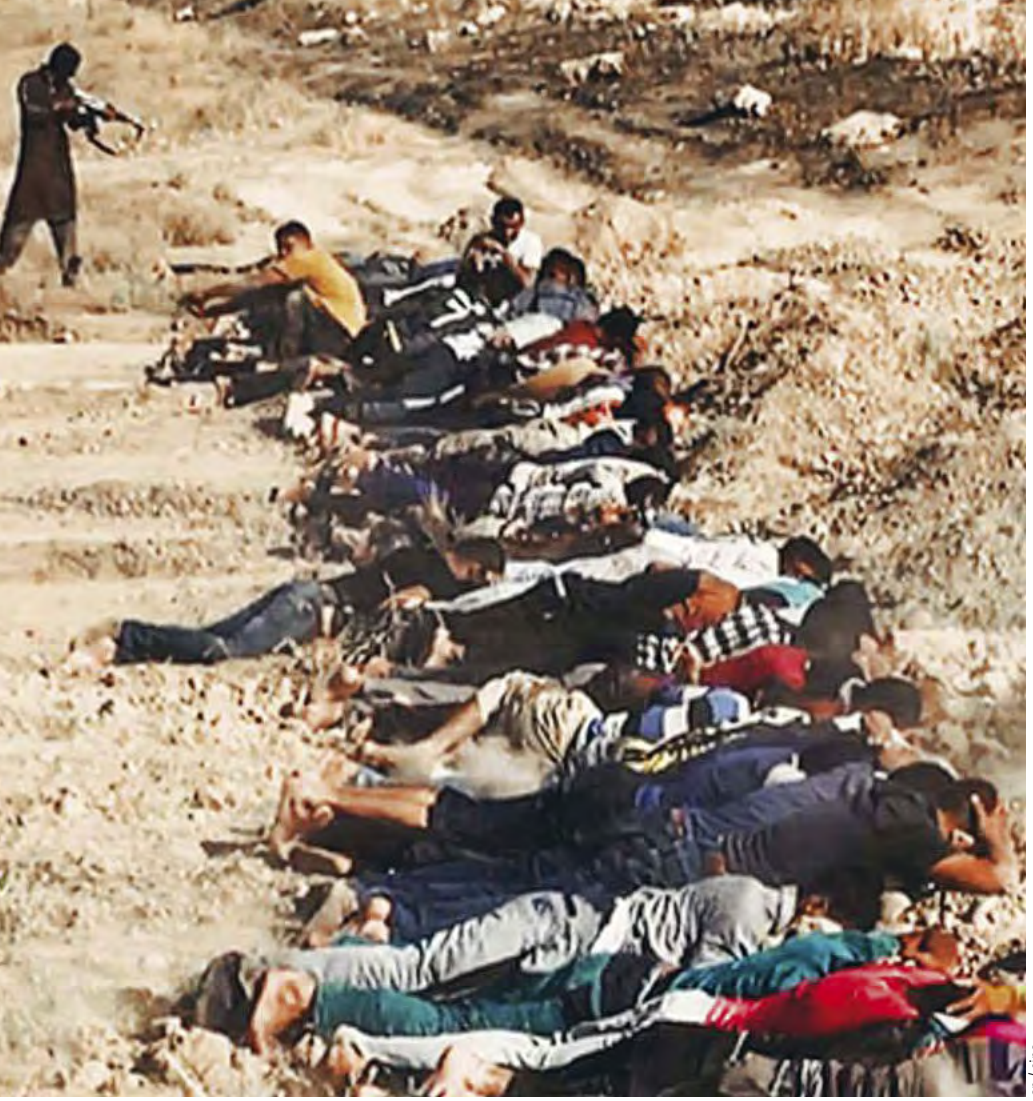
IRAK CETTE GUERRE QUI MENA

POURQUOI ON EN PARLE

La conquête de l'Irak par les jihadistes de l'Emirat islamique en Irak et au Levant mène à une guerre entre sunnites et chiites dans la région. **L'alliance qui se profile entre Washington et Téhéran pour éviter la chute de Bagdad redistribue les cartes.**

PAR MARTINE GOZLAN

L'Irak n'est pas seulement une guerre. C'est un pays dont on a refoulé les morts successives au fond d'un trou noir où clapotent la culpabilité et la terreur. Pour les individus comme pour les peuples, cela s'appelle l'inconscient. De là, le monde devient inintelligible même quand on croit en dicter les règles comme dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche. La conquête du nord de l'Irak par les jihadistes et leur chevauchée apocalyptique vers Bagdad est donc incompréhensible à Washington comme à la plupart des capitales occidentales qui se fient mollement à l'expertise du Pentagone. A qui la faute ? Certes, Barack Obama ne peut être tenu



ap / sipa

TIKRIT, LE 14 JUIN
Des combattants islamiques de l'Emirat islamique en Irak et au Levant ont posté cette image sur le Web. Elle les montre prêts à tirer sur les soldats d'une base militaire irakienne, qui avaient retiré leurs uniformes pour se faire passer pour des civils.

CE LE MONDE

pour responsable du crime commis par Bush Jr et son complice Tony Blair en envahissant l'Irak le 20 mars 2003 sur la base du mensonge des armes de destruction massives de Saddam Hussein. Mais le président américain est condamné à en porter l'héritage.

DÉBANDADE MASSIVE

Ce legs effrayant le dépasse. Obama croit en solder le passif en retirant les GI le 31 décembre 2011 et en fournissant au pouvoir de Bagdad une aide militaire de 11 milliards d'euros. Une armée si richement dotée détale pourtant aujourd'hui devant quelques milliers de jihadistes, leur laissant Mossoul, la seconde ville du pays, chef-lieu de la province de Ninive, puis Tikrit, cité natale de Saddam. Fallouja et Ramadi, vieux bastions de l'insurrection antiaméricaine et anti-chiite, étaient tombés en janvier. Les barils d'explosifs avec lesquels le régime bombardait les deux villes ont tué des dizaines de civils mais n'ont rien changé à l'issue des combats. La détresse d'un soldat après la défaite de Mossoul résume le chaos : *« Nos chefs ont fui les premiers : que peuvent faire des soldats sans chef ? »* Hoshyar Zebari, le ministre irakien des Affaires étrangères, baisse la tête, écrasé : *« C'est la même débandade que lors de l'intervention américaine. Les soldats ont retiré leurs uniformes, enfilé des vêtements civils et sont rentrés chez eux, abandonnant leurs armes et* ›

CHRONOLOGIE

20 MARS 2003
Offensive américaine et britannique contre l'Irak.

9 AVRIL 2003
Chute de Bagdad.

MAI 2003
Occupation américaine (et britannique à Bassora). Dissolution du Baas et de toutes les institutions étatiques par le pouvoir militaire américain. Démantèlement de l'armée. Dizaines de milliers de soldats sans solde.

2004
Scandale des sévices sexuels contre les Irakiens dans la prison d'Abou Ghraib.

2004
Création de l'Emirat islamique en Irak, groupe armé qui mène le jihad contre les Américains et les chiites.

JANVIER 2005
Elections libres mais avec des listes confessionnelles.

AVRIL 2006
Nouri al-Maliki, chiite, chef du parti sectaire Dawa, Premier ministre.

30 DÉCEMBRE 2006
Pendaison de Saddam Hussein.

2006-2010
Guerre confessionnelle entre sunnites et chiites, insurrection antiaméricaine.

31 DÉCEMBRE 2011 :
Départ des troupes américaines.

2013
Grandes manifestations des sunnites contre le régime, qui en fait des citoyens de seconde zone. Arrestations massives.

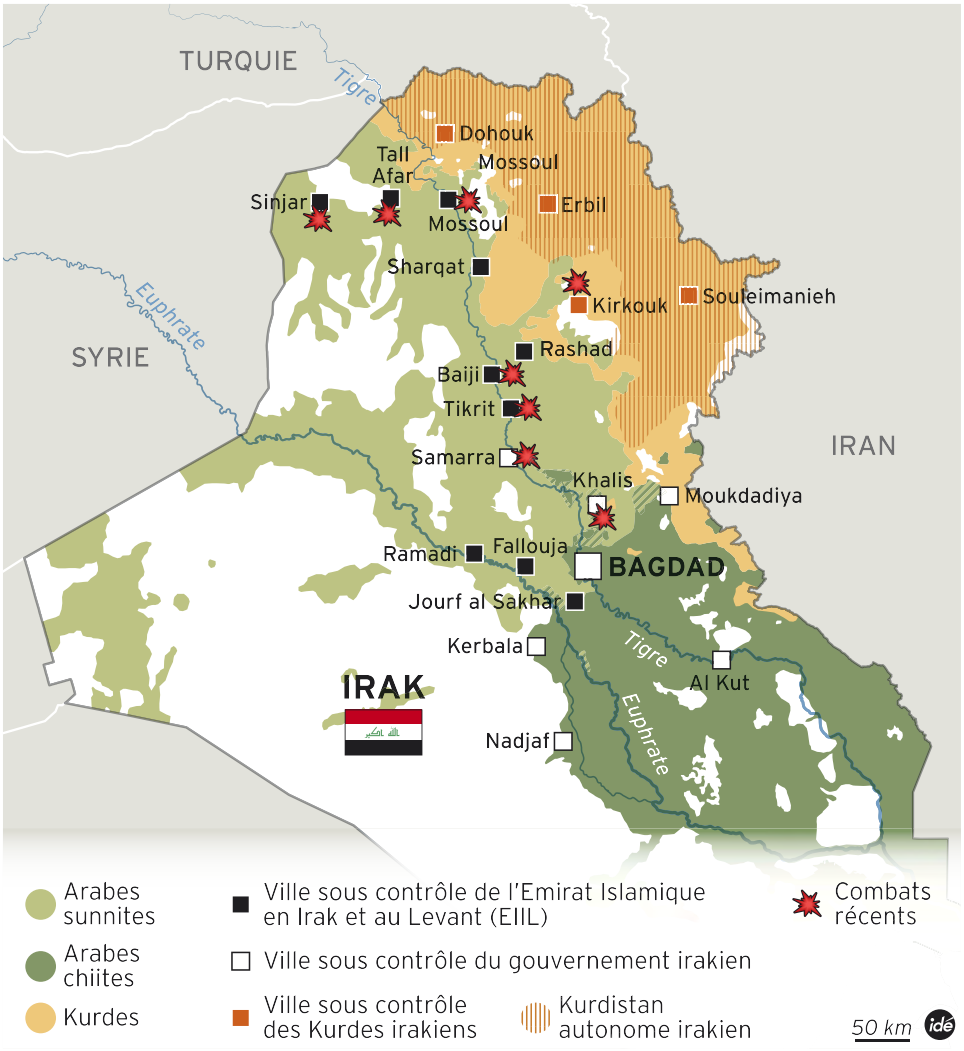
AVRIL 2013
Avancées en Syrie des jihadistes de l'Emirat islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui combat le régime de Bachar et les opposants de l'Armée syrienne libre.

JANVIER 2014
Prise de Fallouja par l'EIIL allié aux chefs de tribus sunnites.

JUIN 2014
Prise de Mossoul et de la province de Ninive par l'EIIL. Marche sur Bagdad.

LES ORIGINES DU CONFLIT SUNNITES-CHIITES

C'est sur le sol même de l'Irak que le conflit sunnites-chiites trouve son origine. En octobre 680, à Kerbala, une plaine aride à 100 km au sud de Bagdad, Hussein, le petit-fils de Mahomet, est tué avec toute sa famille par l'armée du général Yazid venue de Damas. Hussein est le fils d'Ali, seul successeur reconnu par les chiites – « les partisans » – pour conduire les musulmans après la mort du Prophète. Yazid est le calife omeyyade, sunnite, qui veut le pouvoir religieux et temporel et la tête d'Hussein. On la lui apportera à Damas sur un plateau d'or. Les femmes survivantes sont dévoilées et emprisonnées, comme Zeynab, la sœur d'Hussein, qui a son mausolée à Damas, situé aujourd'hui sur la ligne de front entre l'armée de Bachar et les insurgés. La bataille de Kerbala est l'acte fondateur du martyre pour les chiites qui en rejouent la tragédie chaque année. Elle s'est déroulée il y a quatorze siècles, mais on en meurt toujours. ■



> *leurs équipements.* » L'EIIL tue tous les captifs et diffuse les vidéos de ces exécutions de masse, sur le bord des routes : 1700 victimes. Sur les images commentées en riant par les jihadistes, les palmiers se balancent au vent, la terre ocre d'Irak est une fosse commune. Depuis des décennies, sunnites et chiites y sont précipités tour à tour.

Que s'est-il passé pour que le meurtre succède au meurtre ? Pour que Bagdad, en danger d'extermination, lève une armée de volontaires dépenaillés ? Pour que l'Iran masse les troupes le long de sa frontière et évoque – fait inouï, sans précédent depuis la chute du Shah – une « coopération » avec les Etats-Unis ?

Tout était fiction. Le mensonge continuait à prospérer d'année en année comme au commencement du drame, à la tribune de l'ONU, le 5 février 2003, quand Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, brandissait ses fioles de poison biologique imaginaire. La reconstruction était une destruction. Au pays de l'or noir, les habitants n'avaient plus d'électricité pour brancher leurs frigos et leurs climatiseurs. L'armée ne formait pas un bloc déterminé mais un puzzle hagard. Les Irakiens n'avaient pas retrouvé la liberté mais la colonie. Les premières élections « libres », le 30 janvier 2005, étaient un plébiscite religieux avec une répartition des sièges sur des bases confessionnelles.

La résistance à l'occupation devenait le jihad et l'amour de la patrie, la passion de la mort. Quand, le 7 juin 2006, les Américains abattent Al-Zarkaoui, l'émir jordanien qui ne dormait bien qu'après avoir décapité son prochain, ils crient victoire. Ils ont toujours crié victoire : en prenant Bagdad, en capturant Saddam, en livrant Saddam à des bourreaux qui le pendirent à moitié pour le torturer quelques longues minutes, le corps tressautant encore. Les exécuteurs masqués dansèrent ensuite autour du cadavre. La scène, filmée sur un portable, passe en boucle sur toutes les télévisions. Elle est destinée à réjouir un pan du peuple et à en avilir un autre. C'était le 30 décembre 2006, au premier jour de la grande fête religieuse de l'Aïd, le sacrifice d'Abraham.

Ces triomphes enfantent des agonies et les cadavres sortent des cadavres. Abou Moussab Al-Zarkaoui engendre Abou Bakr Al-Baghdadi, désormais maître de

oghanna ayman / the new york times-redux-réa

DES MILICES CHIITES ARMÉES - ici, à Husseiniya, le 13 juin, lors d'une réunion - ont été créées à l'initiative de l'ayatollah Ali al-Sistani pour contrer l'assaut des jihadistes sur Bagdad.

Mossoul, de ses banques, de son pétrole et de ses arsenaux. Al-Qaida accouche de l'Emirat islamique en Irak : il finira par prendre de vitesse l'organisation fondée par Ben Laden pour voler de ses propres ailes sanglantes.

NÉODICTATURE

Tous ces fous étaient sunnites mais les sunnites n'étaient pas tous fous. Le vaste réservoir d'énergies de l'ex-Baas tournait à vide : ses fonctionnaires déchus, ses ingénieurs au chômage, ses experts pétroliers, ses diplômés d'agronomie clamaient l'urgence de servir à nouveau une région, une administration, bref un pays, même si les nouveaux maîtres ajoutaient Ali à Mohamed en priant Allah. Ainsi soient les chiites, mais les sunnites aussi voulaient vivre entre l'Euphrate et le Tigre.

Bagdad refusa de les entendre. Pour leur malheur, les chiites avaient porté au pouvoir l'un des chefs les plus sectaires et les moins inspirés qu'aient connus les adorateurs de l'imam caché. Nouri ›

L'IRAK ET NOUS

Depuis le retrait américain, Obama avait cru tenir à distance le pays des deux fleuves, dans lequel ont sombré l'honneur de Washington et la vie de près de 5 000 de ses soldats. Distance militaire, stratégique et intellectuelle. L'Irak saigne et l'Amérique n'y comprend toujours rien. Ses prétendus experts de la chose orientale se signalent par leur ignorance, quel que soit leur bord politique ou le prestige de leur MBA. Pas un hasard si c'est la France, avec sa tradition émérite d'arabisants, d'islamologues et d'orientalistes, qui osa dire non à l'épouvantable ruée américaine vers le Tigre et l'Euphrate. Oui, l'Irak était un pays, comme le rappelaient en 2003 Jacques Chirac et Dominique de Villepin, suivis par 80 % de l'opinion française, mais par une minorité de nos médias, la plupart alignés sur les invraisemblances de Bush Jr et Colin Powell. Cette ligne de fracture-là, entre la presse et ses lecteurs, s'oublie d'autant moins que *Marianne* l'a dénoncée dès les premières rumeurs d'intervention. « La faute », comme titrait notre journal au moment de l'attaque, ouvrirait la boîte de Pandore de toutes les haines et de tous les extrémismes, au cœur de l'Irak comme dans ses plus lointaines périphéries. Que n'avons-nous pas entendu alors sur notre supposée collusion avec Saddam Hussein ! Naturellement, les belles âmes, qui applaudissaient chaque bombe déversée sur Bagdad comme s'il s'agissait d'une nouvelle page de la Déclaration des droits de l'homme, n'avaient pas bronché quand Paris avait apporté son soutien au dictateur néobabylonien lors de la guerre Iran-Irak. A cette époque, *l'Evénement du jeudi*, prédécesseur de *Marianne*, dénonçait la jouissance militaro-industrielle avec laquelle nous avions armé Saddam contre Téhéran... ■

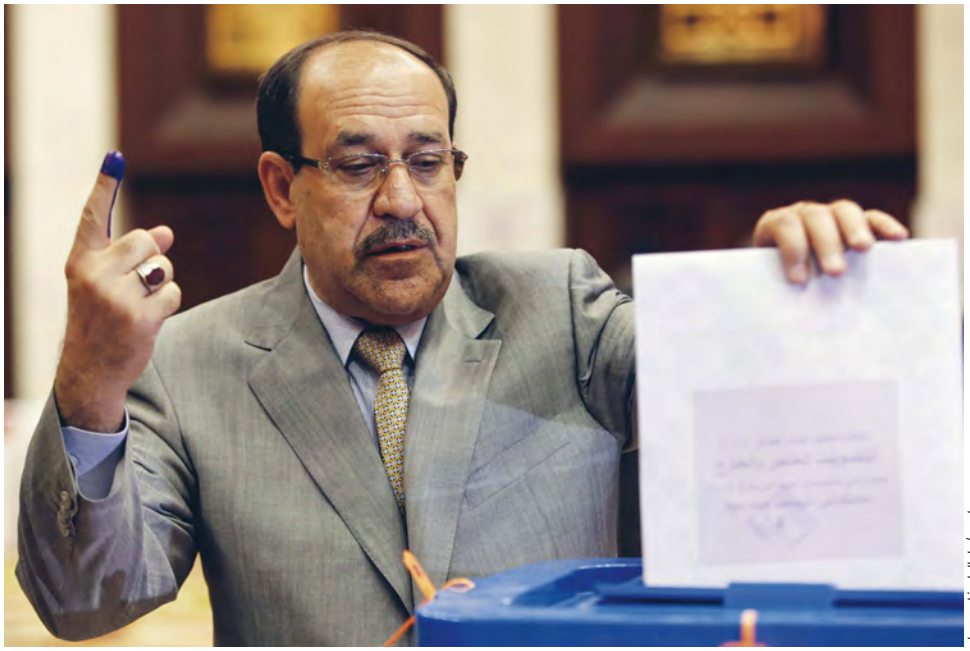
> al-Maliki, leader du parti Dawa, Premier ministre depuis 2006, se fait de la représentation populaire une idée très éloignée non seulement de Tocqueville et de Thomas Jefferson mais encore de l'ayatollah Al-Sistani qui, depuis sa « Hawza » de Najaf, l'académie du chiisme irakien, prônait la séparation du politique et du religieux. Maliki, lui, s'appuie sur les milices Badr, branche armée de l'ancienne opposition religieuse à Saddam, pro-iranienne et animée d'une haine farouche contre les sunnites. Les prisons du ministère de l'Intérieur redeviennent des centres de torture. La police cesse d'être une police d'Etat pour utiliser la gégène et le coutelas d'un chiisme dévoyé. Quand la colonie s'en alla avec le dernier GI, la posttyrannie avait généré une néodictature.

RÉSURRECTION POLITIQUE

C'est alors que les sunnites *« se donnèrent au diable »,* selon l'expression de Pierre-Jean Luizard, auteur de *la Question irakienne* et bon connaisseur du terrain. Le diable était jihadiste, nourri par l'Arabie saoudite voisine. En faisant la jonction avec lui, les anciens baasistes et les chefs de tribu amalgament leur horreur de la résurrection politique chiite à la haine salafiste pour les *rafida*, les renégats, insulte qui vise les fidèles d'Ali depuis la nuit des temps du conflit. C'est à Mossoul que les deux fils de Saddam avaient été tués. A Mossoul encore que sont restés de nombreux hauts cadres de l'ancien régime. *« Des groupes d'insurgés autrefois rivaux et aux idéologies opposées coopèrent désormais à Mossoul et dans toute la province de Ninive,* écrit le journaliste Feurat Alani sur le site Orientxxi.info, *l'Emirat islamique en Irak et au Levant n'est pas seul. Abou Imad, combattant d'une grande tribu ayant des ramifications à Mossoul et à Tikrit, était présent lorsque l'armée irakienne a fui la deuxième ville du pays. Selon lui, la conquête de Mossoul s'est faite avec des membres de l'ancienne armée irakienne. Ce sont eux qui auraient conseillé de prendre l'aéroport, le siège de la télévision locale et le gouvernorat. »* Feurat Alani cite encore comme superconseiller de l'EIIL le bras droit de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim al-Duri : *« Son portrait et celui de Saddam surplombent Mossoul. Le nouveau gouverneur serait Azhar al-Obeidi, un ancien général de l'armée irakienne. »* Réfugié à Erbil, au Kurdistan, l'ancien gouverneur de Mossoul confirme que de nombreux éléments non jihadistes ont prêté main-forte à l'EIIL. Et c'est un « secrétaire général du Baas » qui s'exprime le 15 juin à la télévision contrôlée par les nouveaux maîtres…

Il ne s'agit donc plus d'une poussée de fièvre jihadiste : la carte d'un autre Irak se dessine en lettres de sang et d'or noir. Le pétrole est salafiste et baasiste à Mossoul, kurde à Kirkouk, dont se sont emparés les peshmergas, autres vainqueurs inédits du nouveau jeu. Il est chiite à Bassora, au sud, face à l'Iran. Un Iran qui se dit opposé à tout déploiement de forces étrangères sur le sol de l'Irak. Sauf des siennes ? Bagdad mobilise enfin des dizaines de milliers d'hommes : ils partent au combat en vêtements civils, la profession de foi chiite aux lèvres, bénis par l'ayatollah Sistani.

Les Américains, eux, ont envoyé dans le Golfe un porte-avions nommé *George-Bush*. Ce n'est pas forcément bon signe. ■ **M.G.**



ahmaed jadallah / reuters

NOURI AL-MALIKI, le Premier ministre chiite irakien – ici, lors des élections législatives du 30 avril 2014 –, est animé d'une haine farouche contre les sunnites. Ses prisons sont devenues des centres de torture.

ADIEU, MOSSOUL

Jamais plus, dans Mossoul, dite la ville aux deux printemps, « Oum al-Rabiayn », on ne verra d'enfant chrétien courir dans les rues le jour de la Fête de l'eau, chère au cœur des Sabéens, la vaste secte des fidèles de saint Jean-Baptiste. Jamais plus les églises assyro-chaldéennes ne célébreront la Pâque dans la poussière d'or et l'ivresse de l'encens. Il n'y a plus un seul chrétien à Mossoul depuis que la ville est tombée aux mains des jihadistes. Il est vrai qu'il n'en restait plus guère. Les chrétiens, sans lesquels depuis des siècles nul ne pouvait imaginer Mossoul, étaient 35 000 en 2003 mais à peine un millier voici quelques jours. Déjà pourchassés, harcelés, enlevés, terrorisés par les bandes mafieuses, ils avaient tous fui vers Qaraqosh, à une trentaine de kilomètres. C'est d'un village des alentours que Mgr Nona, l'archevêque chaldéen de Mossoul, a tenté d'alerter le monde. En 2008, son prédécesseur avait été égorgé. ■

GBAGBO, COUPABLE UNIQUE ?

L'ex-président de la Côte-d'Ivoire restera dans les geôles de la CPI à La Haye. Mais l'un des trois juges sème le doute sur la validité des témoignages. A suivre... PAR ALAIN LÉAUTHIER

LAURENT GBAGBO aurait eu recours à des "meurtres, viols et autres actes inhumains" pour conserver le pouvoir.

michael kooren / reuters

Il fut autrefois un opposant courageux, peu le contestent, mais, pour conserver le pouvoir, devint sans regret un criminel de guerre, n'hésitant pas à ordonner *« meurtres, viols, autres actes inhumains et persécution »* à l'encontre de civils désarmés et impuissants. Ce scénario accablant est donc celui que la chambre préliminaire de la Cour pénale internationale (CPI) a retenu contre Laurent Gbagbo à l'issue d'une instruction longue et controversée, conduite par le bureau de la procureur générale de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda. Pour la première fois depuis qu'elle a commencé ses activités en 2002, la CPI jugera donc un ancien chef d'Etat, accusé de s'être maintenu dans son fauteuil présidentiel *« à tout prix »* alors qu'au terme du scrutin du 28 novembre 2010 son rival Alassane Ouattara aurait dû lui succéder. Du moins selon la « communauté internationale », le Conseil constitutionnel ivoirien ayant pour sa part invalidé le résultat avant de désigner Laurent Gbagbo vainqueur. Pour convaincre les trois juges de la Chambre préliminaire, l'équipe de la procureur a constitué un énorme dossier de preuves de 22 000 pages quand, en février 2013, ces mêmes magistrats estimaient son travail trop *« largement fondé sur des rapports d'ONG et des articles de presse »*. Qu'est-ce qui a fait la différence ? L'audition de 108 témoins ayant, on le suppose, directement subi des exactions ou assisté à celles commises sous l'autorité de l'ancien président ivoirien et d'un *« cercle restreint »* de barons du régime. Tel a été l'avis de deux des trois juges de la chambre. Mais pas du troisième, la Belge Christine Van den Wyngaert, spécialiste reconnue du droit international, plus que sceptique à l'égard de la position de ses collègues, comme le montre son commentaire « dissident » : *« Le problème identifié* [en 2013] *concernant l'utilisation d'ouï-dire anonymes, demeure. »*

FRAGILE RÉCONCILIATION

Lors du procès, peut-être fin 2015 ou courant 2016, les avocats de Laurent Gbagbo (lire l'interview de Me Emmanuel Altit sur notre site marianne.net) ne manqueront pas de s'engouffrer dans cette faille. Et opposeront une tout autre lecture de la crise post-électorale ayant abouti à la chute de leur « client » en avril 2011, grâce à un coup de pouce décisif, bien que nié, des forces militaires françaises Pour eux, l'origine des violences, près de 3 000 morts en quelques mois, s'ancre avant tout dans l'offensive des rebelles sécessionnistes du Nord sur Abidjan, la guérilla menée contre la police et la gendarmerie par des commandos dûment armés et infiltrés dans les quartiers pro-Ouattara de la capitale, tel Abobo, justifiant ainsi le recours aux militaires (ex-FDS, fidèles à Gbagbo).

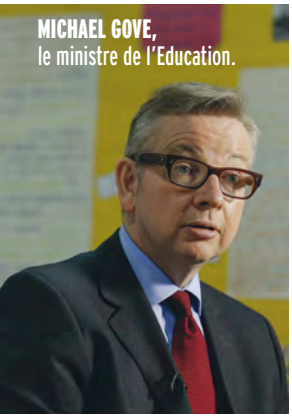
A Abidjan, les porte-parole d'Alassane Ouattara et de son parti, le RDR, se sont félicités du maintien en détention du plus célèbre prisonnier de la prison de la CPI à La Haye, lequel ne pourra donc théoriquement participer ou peser sur la prochaine élection présidentielle prévue en 2015. Mais c'est peut-être une victoire à la Pyrrhus. Dans le pays, la réconciliation nationale reste un vœu pieux et, sur le reste du continent, l'absence de toute action de la CPI contre les ex-forces rebelles, pareillement soupçonnée de dérives criminelles, ne l'aide guère à asseoir sa crédibilité. Laurent Gbagbo reste enfermé mais la Côte-d'Ivoire n'est pas sortie d'affaire. ■

COUP DE CŒUR

GRANDE-BRETAGNE

Contre l'islamisation des écoles

En Grande-Bretagne, l'expression « Trojan horse » désigne l'islamisation des écoles publiques de la région de Birmingham, abritant la plus grande communauté pakistanaise du pays. Depuis plusieurs années, de nombreux parents, eux-mêmes musulmans mais non pratiquants, tirent la sonnette d'alarme. Deux ténors du parti conservateur, le ministre de l'Education, Michael Gove, et la ministre de l'Intérieur, Theresa May, se sont emparés du sujet. Problème de l'éducation multiculturelle ou problème pour les services antiterroristes britanniques ? Pour assurer ses arrières, Gove a confié le dossier à Peter Clarke, ancien membre des services de contre-espionnage. Cette semaine, l'Ofsted, l'organisme d'inspection des écoles, publiait les résultats d'une enquête menée entre le 5 mars et le 1er mai. Sur 21 écoles contrôlées, cinq ont donné entière satisfaction. Les autres doivent être *« nettement améliorées »*. Ofsted veut mettre fin à une véritable *« culture de la peur et de l'intimidation »* imposée à l'intérieur de ces écoles par des religieux. Un proviseur apeuré a même demandé à voir les inspecteurs d'académie dans le parking d'un supermarché, de crainte de représailles. Dans ces écoles, la ségrégation mentale et physique entre garçons et filles est favorisée sinon imposée pour certains cours, et les enseignants font l'objet de réprimandes s'ils ne sont pas vêtus de façon assez islamique. ■ AGNÈS-CATHERINE POIRIER



MICHAEL GOVE, le ministre de l'Education.

olivia harris / reuters

NO COMMENT

RÉBELLION MONOCHROME

Seuls 20 % des 120 000 combattants qui luttent contre les forces de Bachar al-Assad en Syrie peuvent être considérés comme « laïcs », selon les services de renseignements israéliens. Dans l'autre camp, les salafistes appartenant au front Al-Nusra, de la mouvance d'Al-Qaida, regroupent 50 000 hommes. Et 30 000 autres sont proches des Frères musulmans, tandis que les jihadistes regroupés autour de l'Emirat islamique en Irak et au Levant, les plus extrémistes, disposent d'une force de 15 000 hommes armés. Bachar al-Assad dispose, lui, de 300 000 hommes, des militaires, mais aussi des membres de milices. ■

ILLICO

UKRAINE L'ENJEU GAZIER

La Russie menace l'Ukraine depuis plusieurs semaines de passer à un système de prépaiement qui pourrait signifier la coupure de l'approvisionnement en gaz. Mais Kiev refuse la hausse des prix décidée par Moscou. Les livraisons de gaz russe en direction de l'Europe, dont près de la moitié transite par l'Ukraine, se trouveraient affectées, comme durant le précédent conflit gazier de 2009.

ÉCOSSE HARRY ET LA SOUPE À L'UNION

Après Bowie et Sean Connery, J.K. Rowling, l'auteur de « Harry Potter » s'est jetée dans la campagne sur l'indépendance de l'Ecosse. Le référendum, qui se déroulera le 18 septembre, suscite de nombreuses réactions : Obama et Hillary Clinton ont déjà dit qu'ils étaient contre. Rowling est allée plus loin en donnant 1 million de livres au camp unioniste. La nouvelle connue, la marmite des réseaux sociaux a commencé à bouillir, la romancière essuyant insultes et menaces.

ISRAËL DRONE KAMIKAZE

Les industries militaires israéliennes ont commencé à produire une nouvelle version d'un drone spécialisé dans les missions suicides, le Harop. Cet engin, qui a un rayon d'action de 1000 km, est capable de rester en vol pendant des heures, avant d'être dirigé vers la cible choisie et de la détruire en explosant au moment de l'impact.

GRANDE-BRETAGNE UBER NOIR

Uber, la société californienne de véhicules avec chauffeur, implantée dans 65 villes dans le monde, agite les corporations de taxi européennes, qui n'ont pas vu la révolution venir. A Londres, les fameux taxis londoniens, les black cabs, ont manifesté. *« Vous voulez une part du gâteau ? Pas de problème,* leur a répondu Uber. *Nous ouvrons nos services et l'application Uber aux black cabs, qui pourront ainsi se faire des sous dans leur temps libre. »* ■

DES ROMS manifestent à Oslo.

robert b. fishman / dpa / maxppp

NORVÈGE

"Nei"» à la mendicité

Faut-il interdire la mendicité ? Le débat dure depuis des années en Norvège, exacerbé par l'arrivée de Roms, chaque été, mendiant dans les grandes villes. Mais il est maintenant résolu : la réponse est oui ! Début juin, le gouvernement s'est mis d'accord avec plusieurs partis du Parlement pour voter une loi permettant aux municipalités de bannir, dès cet été, la mendicité dans leurs rues. Si la loi est votée en l'état, cette interdiction devrait être nationale dès l'an prochain, et ne souffrira aucune exception. Cependant, nul ne sait encore ce que risqueront les contrevenants à la loi.

Les défenseurs du texte se justifient en rappelant qu'*« aucun Norvégien ne devrait avoir besoin de mendier pour survivre »*. Ils assurent que des mesures viendront en aide à ceux qui se trouveront dans le besoin. Mais *quid* des non-Norvégiens, et notamment des Roms, qui constituent le gros des mendiants dans les villes du pays nordique ? Le gouvernement promet de les aider, mais chez eux, pas en Norvège, en finançant des programmes dans leurs pays d'origine. Les associations de protection des Roms craignent que ces promesses soient pas suffisantes pour les dissuader de venir en terres scandinaves, et ne fasse qu'empirer leur situation. Des craintes peu entendues par les autorités, qui comptent bien appliquer à la lettre cette interdiction. ■ PAULINE CURTET

ISRAËL

Un président fana de la colonisation

Avec Reuven Rivlin, les apparences sont on ne peut plus trompeuses. Sous son allure joviale, ce spécialiste des claques amicales dans le dos, des jeux de mots, qui plus est végétarien, cache un tenant du Grand Israël. A 74 ans, le successeur de Shimon Peres à la présidence n'a jamais transigé sur son idéologie ultranationaliste. Même lorsque le Likoud, le grand parti de la droite de Netanyahou, a accepté du bout des lèvres l'idée jusque-là taboue d'un Etat palestinien, Rivlin a refusé de s'aligner. Pour cet ex-président du Parlement, entre la Méditerranée et le Jourdain, il n'y a de place que pour Israël. Reuven Rivlin, élu mardi par la Knesset, n'est toutefois pas d'un bloc. Contrairement aux autres politiciens tenants de la colonisation à tout-va dans les Territoires palestiniens, il n'a pas succombé à la tentation raciste. A plusieurs reprises, il a pris courageusement la défense des droits de la minorité arabe (20 % de la population israélienne), y compris contre son propre camp, au nom de la défense de la démocratie. Mais ce trait de caractère ne suffira pas à lui conférer ne serait-ce qu'une partie de l'aura de Shimon Peres, qui avait réussi, malgré le devoir de réserve d'un président ne disposant de quasi aucun pouvoir, à faire entendre la voix de la paix, à montrer au monde qu'un autre Israël existe. Avec Reuven Rivlin, cette dualité disparaît. ■ **JULIEN LACAURIE**

baz ratner / reuters

QUI C'EST, CELUI-LÀ ? Le président israélien **REUVEN RIVLIN**, ultranationaliste sans concession.

mark shenley / camerapress / gamma-rapho

CARTE POSTALE DU BRÉSIL (2/6)

Prières pour les Bleus

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE

Bahia de tous les saints, Bahia, ville polythéiste où les filles dansent au son des tambours dans la nuit étoilée ; Bahia, cœur vibrant du Brésil afro-catholique où l'on édifie des statues à Iemanja, déesse de la Mer, et où l'on s'adresse à elle comme les troubadours du Moyen Age à Notre-Dame : *« Salve rainha, mae Iemanja ! »*

Il est permis de se mêler à ce culte en réécoutant Canto de Iemanja, bouleversant morceau de l'album *Os Afro Sambas*, chef-d'œuvre à quatre mains où les mélodies du guitariste Baden Powell accompagnent les poèmes de Vinicius de Moraes.

Supporteur du grand Botafogo de Didi – prononcer « Djidji » –, Zagallo et Garrincha, Vinicius de Moraes était de Rio. Mais il était aussi de Bahia lorsqu'il se disait *« catholique apostolique romain, païen et fils Iemanja »*. Comment ne pas être païen lorsqu'on débarque à Bahia ? Je suis né le 2 février, jour de la déesse, *rainha do mar* qu'a souvent chantée Maria Bethania, célèbre adepte du candomblé de Bahia. Donc, moi aussi, je suis catholique apostolique romain, païen et fils Iemanja. J'y ai songé, la première fois que j'ai posé le pied à l'Aeroporto Internacional Deputado Luis Eduardo Magalhaes de Salvador. Et j'ai eu une pensée pour Mermoz, Guillaumet, Saint-Exupéry et pour les héros aux noms oubliés de l'Aéropostale qui connurent ici une étape importante de la ligne Toulouse-Buenos Aires. Puis j'ai oublié l'Europe. A Salvador, il ne faut jamais tarder à se laisser hanter par le grand rire africain qui subsiste avec une vigueur étonnante. Il faut se laisser « brésilianiser » par la force de tous ces chants, de toutes ces danses, de toute cette cuisine, de tous ces rites capables de réenchanter sans cesse le monde et la vie. Dans cette ville où les hommes et les femmes ont l'âme assaisonnée à l'huile de palme *dende*, très épicée, utilisée dans l'arrangement de nombreux plats –, l'invisible commande le visible, le mystique détermine le social.

A Bahia, capitale des survivances religieuses africaines, il arrive que le curé soit aussi père de saint dans le *terreiro de candomble* voisin – j'en ai jadis rencontré un à Nossa Senhora do Rosario dos homens pretos, l'église aux murs bleu et ocre du Pelourinho qu'on voit sur les cartes postales ; au cours de l'office, j'ai observé des fidèles déposer des offrandes sur l'autel pour invoquer leur *orixa*, divinité de la tradition *yoruba* dont le culte se confond ici avec celui des saints.

Vendredi 20 juin, lorsque l'équipe de France fera son entrée sur la pelouse de l'Arena Fonte Nova de Salvador, je me permettrai d'invoquer Ogun, dieu des Armées, pour qu'il donne la force aux Bleus. J'ai rencontré à Belem, en Amazonie, un garçon appelé Osvaldo qui avait donné ce nom à son perroquet à l'élégant plumage or et vert. Ogun était tombé de son nid. Osvaldo l'avait découvert lors d'une promenade en forêt, ramené chez lui, réchauffé, nourri, choyé. Depuis ce jour, ce perroquet *auriverde* vivait en liberté sur le balcon d'Osvaldo, avec une vue splendide sur l'embouchure de l'Amazone. Ogun était un *papagaio* éduqué, supporteur de la Seleçao. Chaque fois qu'il entendait l'hymne brésilien dans le poste à l'occasion d'un match, il en sifflotait quelques portées. Authentique !... ■

LE PACTOLE DE LA CYBERCRIMINALITÉ

Détournements de cartes de crédit, espionnage industriel… Le trafic des hackers représente 445 milliards de dollars par an, 1 % de la richesse mondiale ! PAR JULIEN LACORIE

Avec ses hackers, ses escrocs, ses voleurs et ses espions en tout genre, la Toile a pris des allures d'un véritable coupe-gorge. La cybercriminalité brasse chaque année un énorme pactole estimé à 445 milliards de dollars, l'équivalent de près de 1 % de la richesse mondiale. Plus inquiétant : ce chiffre d'affaires est en forte et constante croissance au point que la cybercriminalité a pratiquement rattrapé le trafic de drogue en termes de rentabilité, selon les estimations du Centre d'études stratégiques et internationales basé à Washington. A eux seuls, le détournement de cartes de crédits dérobées à des particuliers ou copiées et le vol d'informations personnelles, devenus une pratique courante de la part de hackers à l'affût de la moindre faille dans les systèmes de sécurité des utilisateurs lambda, rapportent un butin de 150 milliards de dollars. Pas moins de 40 millions d'Américains, soit 15 % de la population, ont été la cible d'effractions informatiques. La situation est encore pire dans un pays comme la Turquie avec 56 millions de victimes.

DIFFICILE RÉPRESSION

L'espionnage industriel fait également des ravages. Les vols visant la propriété intellectuelle sous forme notamment de copies de logiciels, de films, de jeux vidéo, de musique atteint les 160 milliards de dollars. Pour les entreprises, les secrets de fabrication, les projets de commercialisation, tout est bon à espionner. *« La cybercriminalité constitue en fait une sorte d'impôt, qui ralentit le rythme de l'innovation globale en réduisant la rentabilité des investissements dans ce secteur pour les industriels et les créateurs »*, déplore le centre dans un rapport. Ce genre de pratique constitue également un fléau social. Quelque 150 000 emplois sont perdus chaque année du fait de la cybercriminalité en Europe, un chiffre qui représente 0,6 % du nombre de chômeurs. Au total, la cybercriminalité pèse plus de 15 % de l'ensemble du chiffre d'affaires généré par Internet, d'un montant de plus de 2 000 milliards de dollars par an dans le monde.

Malgré ces malfaisances tous azimuts, la répression est souvent difficile à mener. Une bonne partie des entreprises, des banques, des compagnies d'assurances piratées préfèrent rester très discrètes sur leurs mésaventures, histoire de ne pas inquiéter leurs clients et admettre les défaillances de leur dispositif de protection.

Ce silence complice permet aux plus importants cybergangs organisés, qui sévissent notamment en Russie, de jouir la plupart du temps d'une totale impunité. Les Etats sont eux aussi loin de jouer cartes sur table. La Chine et les Etats-Unis s'accusent régulièrement de recourir à des hackers pour se livrer à l'espionnage industriel ou même à des sabotages à l'aide de bombes informatiques ou de virus visant aussi bien des institutions publiques que des sociétés privées. ■

la maison des journalistes

LA MAISON DES JOURNALISTES dans le XVe arrondissement à Paris.

Le crime de ces journalistes : avoir témoigné, informé. Mais leur profession les a mis en danger dans des pays qu'ils ont dû fuir. C'est à Paris, à la Maison des journalistes, qu'ils trouvent refuge. Leur nombre ne cesse de croître depuis dix ans...

PAR FABRICE DROUELLE*

PARCE QU'ILS ONT OSÉ NOUS INFORMER !

C'est l'histoire de Moulaye Haidara, coordinateur et vice-président du réseau de radios communautaires du Mali. Ce journaliste, âgé de 53 ans au moment des faits, en 2013, vit à Menaka, première ville malienne attaquée par les rebelles du MNLA, au nord du pays. Pour avoir témoigné sur les ondes de Radio France internationale (RFI) de l'avancée des islamistes dans la région ainsi que de l'immobilisme de l'armée régulière, il se retrouve menacé par les deux camps. Il doit précipitamment déplacer toute sa famille au Niger avant d'être lui-même exfiltré par des Néerlandais vers l'Europe. Cette histoire, c'est aussi celle de ses 300 consœurs et confrères qui ont trouvé refuge depuis dix ans à la Maison des journalistes (MDJ), chassés de leurs pays ou ayant dû le fuir. Leur crime est l'un des pires aux yeux des potentats qui les gouvernent : ils avaient osé témoigner, informer !

Après avoir débarqué en France dans l'indifférence et la solitude, portant les valises de leur histoire personnelle douloureuse, séparés de leurs familles, ils ont trouvé refuge à la Maison des journalistes, un premier point de repère, un endroit où ils ont pu être entendus, où ils ont pu se reconstruire dans la sécurité pendant six mois, et bénéficier d'un soutien précieux pour leurs démarches administratives.

50 PAYS REPRÉSENTÉS...

L'immense majorité d'entre eux a quitté la MDJ avec le viatique tant désiré, le statut de réfugié politique. Cette longue chaîne de solidarité assemble ses maillons depuis dix ans dans cette maison installée 35, rue Cauchy, dans le XVe arrondissement de Paris. Ce refuge, une ancienne usine mise à disposition par la Mairie de Paris, partenaire fidèle, dispose de 14 chambres dont deux sont aménagées pour les personnes victimes de traumatismes physiques lourds.

Lieu d'écoute, lieu de vie, la MDJ est une expérience unique au monde. En une décennie, les réalisations ont été nombreuses et le bilan est positif. Située au carrefour du combat pour la liberté de la presse, l'immigration d'urgence et l'aide humanitaire, la MDJ doit faire face à l'accroissement du nombre des demandes d'entrée en résidence. Cet afflux montre clairement que la question de la liberté de la presse dans le monde se pose toujours avec autant d'acuité et, de ce point de vue, cette association en est un indicateur, une balise. A ce jour, elle a accueilli des résidents venant de plus de 50 pays. J'en profite ici pour remercier chaleureusement nos médias parrains, tous ceux qui ont financé ou qui financent encore les chambres des résidents et j'invite tous les autres médias à contribuer à cette action. Comme toutes les associations, nous subissons la crise du don générée par la crise économique. Aussi, j'en appelle à la générosité de tous, donateurs potentiels, publics, privés, venant de tous les horizons pour que vive encore longtemps la MDJ.

Aussi longtemps que des régimes ici ou là sur cette planète tenteront d'empêcher nos confrères de s'exprimer. ■

* Président de la Maison des journalistes.

Comme un besoin de République...

PAR JEAN GLAVANY

hannah assouline

Député des Hautes-Pyrénées.

En ces lendemains d'élections européennes flotte dans notre pays comme un besoin de République. Non pas une nostalgie, celle d'un modèle qui ne serait plus, mais une soif inextinguible d'un projet d'une extraordinaire modernité. Oui, je crois que la France a besoin de République.

D'une République portant haut et fort ses symboles, son drapeau tricolore comme son hymne, *la Marseillaise*, qu'il est moins question que jamais d'abandonner à quelques irréductibles nationalistes. Je suis pour la renationalisation de ces symboles, contre leur privatisation.

D'une République forte de ses valeurs et habitée par l'obsession de les faire vivre, de les cultiver, de les enrichir. Parce que les valeurs qu'on ne cultive pas meurent doucement de leur belle mort : la liberté – une conquête toujours à parachever –, jamais séparable de l'égalité, qui n'est pas qu'une question de droits mais demeure un projet majeur, celui de la lutte acharnée contre les injustices sociales, et l'indispensable fraternité d'un vivre-ensemble qui s'effiloche.

D'une République où la laïcité n'est pas seulement une liberté – la liberté de conscience –, ni seulement le respect des différences – bien sûr qu'il faut commencer par cela ! –, mais est aussi, dans le même mouvement, l'indispensable recherche de ce qui réunit et rassemble les citoyens. Ce qui nous est commun. Voyez tous ces discours, ces articles, ces éditoriaux qui ne dissertent que sur ce qui nous divise. Et l'on s'étonne de notre incapacité à nous rassembler ? La vraie République laïque, c'est le rassemblement dans l'indifférence aux différences.

D'une République démocratique où la seule légitimité qui compte soit celle que l'on tient du peuple, de sa volonté et de ses suffrages. Où l'on ne biaise pas avec ce que dit le peuple, même quand ça nous déplaît.

D'une République exemplaire – oui, j'ose employer l'expression, car elle reste à construire... – où l'on n'égrènerait plus la litanie des anciens ministres mis en examen, des conseillers qui se font cirer les bottes dans les palais dorés, des parlementaires qui se font construire des palais dans des paradis fiscaux, des fausses factures qu'on croyait avoir enterrées il y a vingt ans et qui resurgissent aujourd'hui, des groupes d'armement ayant leurs représentants officiels dans les assemblées parlementaires.

D'une République partant à la reconquête de la citoyenneté, que l'on appelle aussi le civisme, cette ardente obligation qui nous est faite, à nous, les citoyens, de conjuguer nos droits avec nos devoirs. En commençant par le devoir de dire son mot, en votant. Comment se plaindre du résultat du 25 mai quand on ne vote pas ? Dans mon département, les Hautes-Pyrénées, le nombre de voix recueillies par le FN ce jour-là a été inférieur à celui de la présidentielle. Mais le score de ce parti a enflé par le seul fait de l'abstention... Citoyens, dites votre mot ! Dites oui, dites non, exprimez votre colère ou votre mécontentement, mais dites-le ! En pensant à ceux qui sont morts pour nous léguer ce droit...

D'une République où le civisme est aussi fiscal, où l'on apprend aux citoyens que payer des impôts justes, c'est un devoir républicain qui donne droit à des services publics de qualité. Tiens, je fais une proposition iconoclaste : que la première tranche de l'impôt sur le revenu, celle des plus bas revenus, soit non pas nulle mais forfaitaire. A 50, 100 ou 150 €, je ne sais, pour que l'impôt sur le revenu redevienne un impôt universel et républicain.

D'une République qui, justement, apprend à ses enfants ce civisme disparu, leurs droits et leurs devoirs. On a moqué à tort le projet du précédent ministre de l'Education de réintroduire la morale laïque à l'école. Ne voit-on pas, pourtant, combien les enfants de la République ont plus que jamais besoin d'apprendre l'amour de leur pays, le respect des autres, de tous les autres, la générosité, le bien, le mal, le goût de l'effort, l'amour du travail bien fait ? C'est ça, la République !

D'une République de combat acharné contre toutes les discriminations, tous les racismes, tous les apartheids, toutes les xénophobies. Une République qui enseigne le goût de l'autre, si différent, qui vous enrichit. La République du respect.

Oui, je crois profondément que notre pays a besoin de République. Plus que jamais. D'une République forte de ses valeurs et ferme dans son exercice des responsabilités. Où l'autorité redeviendrait naturelle, aux antipodes de l'autoritarisme ou du laxisme. Parce que nos concitoyens ont aussi soif d'autorité, de règles, de repères. Appelez-la la République moderne ou la République sociale, mais c'est la République. Il est temps que nous retrouvions le goût de vivre ensemble, la passion de ce qui nous réunit, l'envie de construire un projet commun. Et tous les projets politiques ne devraient plus être lus qu'à cette lumière-là. ■

JEAN-LUC
LAHAYE
EST L'ANIMATEUR
DE LA FÊTE
DE LA MUSIQUE
SUR NOSTALGIE !

LE 21 JUIN À 21H

De Bonneville Ortandini

NOSTALGIE

LES CHANSONS DE VOS LÉGENDES

ÉCOUTEZ GRATUITEMENT NOSTALGIE EN TÉLÉCHARGEANT L'APPLICATION SUR
Télécharger dans l'App Store
DISPONIBLE SUR Google play
Disponible sur le Windows Store

Scandales en cascade

POLÉMIQUE SUR UN DÉCÈS SUSPECT AU CHU DE STRASBOURG

L'hôpital alsacien est sous le feu des critiques. Plusieurs patients se plaignent de graves dysfonctionnements dans leur prise en charge ainsi que de possibles falsifications dans leur dossier médical. Le cas de Maxime Walter, décédé en 2008, est emblématique. PAR CLOTIDE CADU

Des patients qui meurent à l'hosto, cela arrive tous les jours. Maxime Walter, 15 ans, presque 16, lui, n'aurait pas du mourir le 23 septembre 2008 à l'hôpital de Hautepierre, à Strasbourg. Deux jours plus tôt, l'ado, champion de cyclo-cross, y avait été conduit après une violente chute de vélo. Ce matin du dimanche 21 septembre 2008, le garçon est rapidement pris en charge au sein du CHU alsacien. Les premiers examens montrent que sa rate est sévèrement touchée et qu'il souffre d'une hémorragie interne.

Le chirurgien d'astreinte ce jour-là est vite alerté, peu avant 13 heures. Mais le professionnel a vraisemblablement autre chose à faire et n'aurait pas jugé utile de se déplacer immédiatement au chevet de Maxime. A chacun des appels en provenance de l'hôpital, le docteur M. dicte ses consignes au bout du fil. Sans même voir le jeune cycliste, il ordonne un traitement non opératoire : la rate doit être conservée. Des transfusions sanguines sont prescrites pour compenser l'hémorragie.

Après le troisième coup de téléphone, le médecin se décide enfin à se rendre à l'hôpital pour examiner son patient. Il est alors 16 h 30, d'après ses dires, 18 heures selon le père de Maxime, Thierry Walter. Dans tous les cas, déjà certainement trop tard pour l'ado accidenté : arrivé avant midi au CHU dans un état grave, il aurait eu besoin d'une prise en charge immédiate et d'une ablation de la rate dès les premières constatations, en tout début d'après-midi.

Tout sauf un accident

La mortalité liée à un traumatisme de la rate, chez un jeune de 16 ans en parfaite santé et transporté rapidement vers un établissement hospitalier, n'excède pas 5 %, et celle liée aux ablations de la rate réalisées dans les mêmes conditions est d'environ 5 %, indique l'expertise médicale réalisée en 2010, que *Marianne* a pu consulter.

Maxime, sportif, bien portant, avait donc de fortes chances de se remettre sur pied sans sa rate. Difficile de penser que le docteur M., bon connaisseur du sujet, puisse l'ignorer. *« Il ne pouvait pas ne pas savoir ce qu'il faisait »*, confie un médecin. Pourtant, après avoir vu Maxime le dimanche après-midi, le chirurgien d'astreinte ne change pas son fusil d'épaule, tirant semble-t-il du même coup une « balle » qui se révélera fatale à Maxime : une fois encore, il s'oppose à l'ablation.

LE DOCTEUR M. DICTE SES CONSIGNES PAR TÉLÉPHONE SANS VOIR MAXIME, ET INTERDIT L'ABLATION DE LA RATE, QUI L'AURAIT SAUVÉ.

Les deux jours suivants ne seront qu'un enchaînement de gestes vains. L'adolescent va subir deux interventions dans la nuit du dimanche au lundi sans que jamais la rate ne soit retirée. Selon la première expertise réalisée en 2009, *« il apparaît de façon certaine et claire sur le plan médico-légal que la réalisation de cette splénectomie* [ablation de la rate] *s'imposait et que l'absence de cette splénectomie a été directement responsable du décès du jeune Maxime Walter »*. Il faudra attendre le lundi matin pour qu'enfin l'organe, qui sera finalement retrouvé en deux morceaux, soit ôté et l'artère blessée ligaturée. Peine perdue : Maxime est déjà dans un état désespéré. Son décès sera prononcé le lendemain, le 23 septembre 2008.

Pour les parents du jeune homme, cette mort n'a rien d'accidentel. Ce n'est pas la faute à pas de chance. Quand d'autres se seraient contentés de la version officielle, eux ont décidé d'obtenir toute la vérité sur le décès de leur fils. Les expertises médicales, réalisées à la demande du tribunal de grande instance de Strasbourg et de la chambre régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux (CRCI) confirment rapidement leur intuition : la mort

jean-marc loos / l'alsace / maxppp

STRASBOURG, LE 19 SEPTEMBRE 2009, marche blanche en mémoire de Maxime Walter, 15 ans, mort au CHU Hautepierre, faute de soins adaptés à son hémorragie interne.

de Maxime ne résulte pas d'un aléa thérapeutique, mais de fautes médicales. Celles du docteur M., qui aurait *« contribué de façon directe au décès de Maxime Walter en omettant de prendre les mesures adéquates permettant de l'éviter »* sont pointées.

Défaillance du système

Après presque six ans (!) d'enquête, le parquet a requis, en avril dernier, un renvoi en correctionnelle pour homicide involontaire à l'encontre du chirurgien, expliquant qu'*« en ne se déplaçant pas à temps, en ne restant pas à son chevet, en ne donnant pas de consignes particulières de surveillance, en persistant dans son choix thérapeutique, malgré l'aggravation de son état et en ne procédant pas à l'ablation de la rate, le docteur M. a privé le jeune Maxime Walter de toute chance de survie* [...] *en outre, le lien de causalité est avéré entre ces fautes de négligence et le décès de l'enfant »*. Un non-lieu a en revanche été requis pour les deux autres médecins, un anesthésiste et une réanimatrice, mis en examen pour les mêmes faits. La juge d'instruction n'a, pour l'heure, pas encore remis ses conclusions.

Contacté par *Marianne*, le CHU de Strasbourg n'a pas souhaité commenter l'affaire, l'instruction étant toujours en cours. L'avocat du chirurgien mis en cause n'a pas répondu à nos sollicitations. Au cours de ses auditions, le médecin aurait indiqué avoir agi selon les règles de l'art et respecté les recommandations des protocoles. Le conseil de la défense aurait plaidé, dans ses observations reprises par le procureur dans son réquisitoire, l'erreur de diagnostic. *« En l'espèce, il ne s'agit pas d'une erreur de diagnostic qui est reprochée au docteur M., mais bien de négligence ayant conduit au décès du jeune patient »*, note le procureur. Les avocats de la famille Walter vont encore plus loin : pour eux, le chirurgien a laissé mourir Maxime. Ils ont demandé la requalification des faits en homicide volontaire et, par conséquent, le renvoi du praticien devant les assises. *« Nous estimons qu'il y a eu intention de donner la mort »*, indique Nicolas Fady, l'un des conseils de Thierry et Caroline Walter. *« Il y a ensuite eu des tentatives pour camoufler un certain nombre de choses »*, poursuit l'avocat, parlant de *« défaillance de tout un système »*.

POURQUOI ATTENDRE PRÈS DE SIX ANS POUR ENQUÊTER ALORS QUE, EN 2009, LES EXPERTISES POINTAIENT DÉJÀ LES FAUTES DU DOCTEUR M. ?

Il est vrai que des éléments pour le moins troublants émaillent le dossier. Pourquoi la rate de Maxime, pièce clé s'il en est, a-t-elle été détruite ›

> quinze jours après avoir été analysée ? Pourquoi les clichés radiologiques réalisés à l'arrivée du blessé à l'hôpital et qui, d'après les comptes rendus écrits, auraient montré l'étendue des blessures, n'ont pas été remis à la famille ? Pourquoi a-t-il fallu près de six ans à la justice pour enquêter alors même que les expertises pointaient dès 2009 les fautes du chirurgien ? Combien de poches de sang exactement ont été transfusées à Maxime ?

jean-marc loos / l'alsace / maxppp

CAROLINE ET THIERRY WALTER – ici, à Lipsheim, le 5 janvier 2010 – ne se contentent pas de la version officielle sur la mort de leur fils. Ils demandent la requalification des faits en homicide volontaire et le renvoi du praticien devant les assises.

Mises en cause

Officiellement, quelque 27 litres de produits sanguins auraient été administrés – ce qui semble déjà énorme pour un ado pesant 50 kg. *« La comparaison effectuée par la brigade de recherches entre les données contenues dans le dossier médical de l'enfant et celle de l'Etablissement français du sang (EFS) mettait en lumière plusieurs incohérences, quant aux heures de transfusion ou bien quant à la nature des produits remis par l'EFS, différents de ceux figurant sur les bons de commande »,* indique le procureur dans son réquisitoire. Le dimanche 21 septembre, un produit aurait ainsi été délivré à 15 h 50 et noté comme administré au patient à 15 h 30, comme le souligne la troisième expertise médicale. Le dossier du patient aurait-il été toiletté ? Fallait-il protéger le responsable présumé ?

Dans les couloirs de l'hôpital de Strasbourg, la seule évocation de l'affaire Walter jette un froid. Rares sont ceux qui acceptent de s'exprimer. La direction a donné consigne de garder son avis pour soi. *« On nous a bien fait comprendre que le linge sale se lave en famille »*, confie un membre du personnel. D'autant plus que, du linge sale, il commence à y en avoir un paquet.

« NOUS DEMANDONS LA DÉSIGNATION D'UN JUGE D'INSTRUCTION POUR ENQUÊTER SUR CES FAITS. »
L'AVOCATE DES VICTIMES

Depuis quelques mois, l'hôpital de Strasbourg est l'objet de critiques de la part de patients qui estiment ne pas avoir été correctement pris en charge. Victimes d'accident vasculaire cérébral (AVC), ils affirment avoir été diagnostiqués bien trop tard, faute d'accès en urgence aux IRM. En cause : des équipements semble-t-il réservés sur certains créneaux à des examens non urgents pratiqués par des radiologues qui exercent dans le cadre de leur activité privée, selon l'association OptimAVC, très en pointe sur ce dossier.

Un homme âgé de 60 ans, contraint d'attendre trois semaines avant d'avoir accès à l'IRM, est aujourd'hui handicapé à 80 %. *Idem* pour une jeune femme âgée de 20 ans, qui a dû patienter des heures aux urgences pour qu'une IRM soit réalisée et que les clichés soient ensuite lus. Des plaintes contre X ont été déposées pour des faits présumés de « négligence », d'« imprudence » et de « mise en danger délibérée de la vie d'autrui ». *« Il se passe des choses très graves dans cet hôpital et nous demandons la désignation d'un juge d'instruction pour enquêter sur ces faits »,* confiait en janvier dernier Geneviève Folzer, avocate de victimes.

Des dossiers incomplets

Ces mises en cause, graves, surprennent peu le personnel. Régulièrement, des sonnettes d'alarme sont tirées pour tenter d'alerter la direction sur certains dysfonctionnements. Le privé qui grignote sur le public, le manque de moyens financiers, matériels, la pression sur les agents et praticiens pour faire toujours plus avec toujours moins… *« Ces dysfonctionnements ne sont pas propres aux hôpitaux de Strasbourg, cela résulte d'une politique nationale de santé »*, analyse un soignant. *« C'est vrai que les urgentistes sont obligés de se battre pour obtenir des examens médicaux, des lits, et les patients attendent des heures… »* poursuit-il.

Peu après les révélations, publiées par Mediapart, sur les difficultés d'accès aux IRM, l'hôpital de Strasbourg a réfuté toutes les accusations et assuré que priorité est bien donnée aux urgences. L'affaire a été transmise au pôle santé publique du parquet de Paris. Dans un des dossiers, des examens d'imagerie seraient introuvables, comme a pu le constater Me Geneviève Folzer… Des dossiers incomplets, Jean-Christophe Coubris, l'avocat de Thierry et Caroline Walter, spécialiste des affaires médicales, en voit régulièrement, quel que soit l'établissement. *« Une même signature sous des écritures différentes, des IRM rendues illisibles, des dossiers qui ont été détruits lors d'un sinistre… Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de dégâts des eaux dans les hôpitaux ! »* énumère l'avocat. Reste que, désormais, de plus en plus de patients refusent de se laisser faire. *« La situation dans nos hôpitaux n'est pas pire qu'il y a quelques années »,* souligne un syndicaliste des hôpitaux universitaires de Strasbourg. *« La différence, c'est que maintenant les patients posent des questions, ne croient plus la parole divine du médecin. Ils portent plainte parce qu'ils veulent savoir la vérité. »* ■ **C.C.**

Sous-marin high-tech

DES CRABES DANS LES TAMBOURS DE LA CLIM

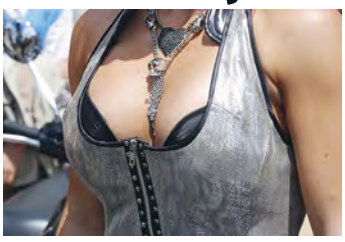
dr

Les crustacés ont réussi à paralyser les militaires surentraînés d'un sous-marin nucléaire. On se pince...

C'est un équipage chanceux qui a surgi aux abords de Plymouth. Un sous-marin nucléaire a été victime, trois heures après le départ du port d'attache, d'une coupure du système de climatisation. Une température de 60° C s'est progressivement installée dans l'appareil tandis que le taux d'humidité flirtait avec les 100 %. Devant l'impossibilité de faire machine arrière additionnée à une température en surface frôlant les 45° C, le capitaine a fait descendre le sous-marin sous les 200 m. Une mesure salvatrice qui a permis le refroidissement de l'appareil et la remise en marche du système moins de vingt-quatre heures après. On se pince au vu de la raison du blocage ! Torpille, détournement, attaque terroriste ? Non, seulement des crustacés, des crabes en légion qui, l'espace d'un instant, ont paralysé des militaires surentraînés. On sait que le nucléaire provoque le crabe, mais c'est la première fois qu'il affecte un sous-marin. La maintenance de cet engin dernier cri risque de se faire étriller. ■

Indulgence

Ordre de mission : attendrir la justice


dr

Elle est gonflée ! Sophie Dalzell, un mannequin britannique de 20 ans, poursuivie pour agression sur deux policiers de Manchester, a séché deux fois son procès pour se faire refaire les seins. L'escapade en valait sans doute la peine puisque ses nouveaux arguments, et une ordonnance de son chirurgien, ont été convaincants : le juge a décidé de l'innocenter. Pour le même motif, elle avait été condamnée en 2012 à porter un bracelet électronique et elle avait refusé d'obtempérer, pour ne pas nuire à son style. Qui a dit *fashion victim* ? ■

Mer de Chine

Un pêcheur pris dans les filets

Le 12 juin 2014, un pêcheur chinois s'est réveillé d'un affreux cauchemar. Trois ans auparavant, alors qu'il était sur son bateau, Sun Zhenglong est tombé à l'eau. Ses coéquipiers ne l'ont pas entendu. Il a alors passé une longue nuit à essayer de se faire remarquer par un bateau. Au bout de douze heures de nage, le pêcheur malchanceux a réuni ses dernières forces et a réussi à se faire repérer par un autre bateau de pêche. Une histoire qui finit bien ? Non, plutôt le vrai début de l'enfer. Le capitaine du bateau de pêche a demandé à Sun Zhenglong une récompense. Comme il n'avait pas d'argent sur lui, le capitaine lui a, alors, ordonné de travailler gratuitement sur le bateau pour honorer sa dette. Surveillé nuit et jour, nourri de restes et maintenu enchaîné lors des escales, Sun Zhenglong a dû attendre trois ans avant de tromper la vigilance de ses geôliers. A six heures de nage d'un port, le pêcheur a réussi à plonger du bateau sans se faire remarquer. Il a atteint la côte avant de s'écrouler sous l'effet de la fatigue. Repéré par des gardes-côtes, Sun Zhenglong a été emmené en urgence à l'hôpital avant de pouvoir retrouver sa femme qui, le croyant disparu en mer, avait organisé ses funérailles. ■

Pages réalisées par Guy Konopnicki, avec Hugo Desmasures et Kevin Eakeletyan.

Excuse bidon

Drôle de tuyau

Le 10 juin 2014, en Chine, un peintre en bâtiment est sorti confus de l'hôpital après s'être fait retirer le tuyau dans lequel il avait coincé ses parties génitales. Lian Ten a expliqué sa mésaventure. Parce qu'il avait trop chaud, alors qu'il repeignait un mur, il s'est déshabillé, a glissé son pénis dans un tuyau. Le peintre a tout fait pour s'en sortir par lui-même. Après deux jours d'efforts sans résultat et la douleur devenant trop forte, il s'est décidé à appeler les pompiers qui ont sauvé, après quatre heures de découpe, le membre menacé d'une infection. ■

Triolisme fracassant

Plaisirs sans freins

Il faut toujours mettre le frein à main avant de mettre la main au frein. C'est la nouvelle devise d'un jeune don Juan chinois qui avait convié deux jolies filles de son âge à finir la soirée sur la banquette arrière de sa voiture. Occupé par son propre levier, Chung Yeh a oublié de relever celui de la voiture... qui s'est encastrée dans un arbre. Ses deux amies sont dans un état préoccupant. Il leur avait proposé de s'envoyer en l'air : promesse tenue ! ■

La VIe République pour contrer le FN

Les protestations morales ne sont d'aucun effet sur les électeurs. Pour arrêter la montée des idées frontistes, il faut changer radicalement les mœurs politiques.

Faire des chansons moralisatrices, éplucher et critiquer son programme économique pour prouver ses failles et sa dangerosité, infiltrer des journalistes avec le but de discréditer le monstre de l'intérieur, organiser des manifestations antiextrémistes, brandir des menaces de boycott. Voilà les solutions apportées par ceux qui s'autoproclament « les défenseurs de la République en danger » contre le parti de Marine Le Pen. Il s'agit d'autant d'initiatives qui sont d'une redoutable inefficacité, mais, qu'importe, on s'y accroche désespérément et, pendant ce temps, le FN creuse un sillon toujours plus profond dans l'électorat français. Car les véritables causes de l'expansion des idées frontistes sont à rechercher du côté de la pratique de la vie politique depuis trente ans, la crise économique n'ayant fait qu'aggraver le phénomène. Ce qui est en cause, c'est l'homme public considéré par une grande majorité comme un être corrompu, menteur, qui méprise les préoccupations du peuple sauf en période électorale, qui favorise les puissants, ne pensant qu'à sa réélection. Comme les hommes politiques de la Ve République ne sont pas disposés à engager cette révolution de la démocratie, c'est le cadre législatif et constitutionnel qui doit être revu complètement avec l'instauration d'une VIe République. Et cette nouvelle ère démocratique devrait être caractérisée par les notions de vertu publique et de moralité. Le président de la République serait élu pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois. *Idem* pour les députés. Référendum obligatoire sur toutes les grandes questions de société. Une procédure de « retour à la vie citoyenne » à l'issue du mandat dirigé par un collectif citoyen. Un contrôle plus démocratique du budget, des subventions et des investissements de l'Etat. Instauration de tribunaux de citoyens pour juger les hommes politiques à responsabilité nationale avec l'appui de magistrat en cas de manquements graves à leurs obligations. Du côté des électeurs : une comptabilisation du vote blanc avec un seuil d'annulation de l'élection et, comme contrepartie, la mise en place du vote obligatoire avec sanction financière en cas de manquement. ■ **ÉRIC PEREZ, PARIS**

Le mondialisme, une Bastille idéologique

Si nous ne l'arrêtons pas dans les urnes, l'hystérie idéologique de la gauche nous conduira au pire. La gauche, l'internationalisme, c'est la guerre civile ! En même temps, la droite s'enlise dans sa trahison mondialiste. La droite, l'ultralibéralisme, le capitalisme, c'est la résignation, l'abandon, le désespoir. L'idéologie mondialiste est totalitaire. La gauche et la droite s'y vautrent dans une collusion sournoise mais asymétrique : la seconde est sous la domination idéologique de la première.

L'idéologie mondialiste est une Bastille ! Or, *« quand la lutte s'engage entre le peuple et la Bastille, c'est toujours la Bastille qui finit par avoir tort »* (Charles de Gaulle, discours d'Alger, 14 juillet 1943).

Atteint au plus profond de lui-même, le peuple français abandonnera-t-il la France ? ■ **MICHEL CASTELIN**

CALCUL

Tenir compte des suffrages non exprimés

Cessons d'appuyer les analyses politiques, liées aux élections, sur les résultats en pourcentages des suffrages exprimés. Ce corps de référence (votants moins blancs et nuls) n'est jamais le même et donc la comparaison en pourcentages n'a pas de signification. Seul l'ensemble des inscrits est clairement délimité et donc significatif.
Vingt-cinq pour cent de voix sur 40 % de votants représentent un taux d'adhésion (dans le corps électoral) plus faible que 20 % de voix sur 60 % de votants.
Par ailleurs, le choix du corps de référence change éventuellement le sens de l'action à mener. Le FN à 25 % peut amener à agir (peut-être) contre le FN, le FN à 10 % et les autres partis avec un score plus faible peut amener à agir contre la non-crédibilité des différents partis politiques.
Enfin, parler de l'adhésion des Français à un parti ou à un président de la République en s'appuyant uniquement sur les suffrages exprimés est une généralisation pour le moins abusive. ■
BERNARD IBANEZ

Politique poétique

Pour Copé, c'est sans doute râpé
A Fillon peut-être le trophée
Si Juppé veut vraiment gagner
De Bertrand il devra se méfier
Ensuite il y a Morizet aux aguets
Le Maire sûrement s'il était plus âgé
Wauquiez qui du Puy veut monter
Et les deux jeunots aux dents affûtées
Sans oublier bien entendu Baroin
Chapeauté par le sage Raffarin
Ni les superwomen du parti
Pécresse et la ténébreuse Dati
Comment, enfin, ne pas penser à Sarko
Flanqué de son égérie dame Morano
Qui avec l'ami fidèle Hortefeux
Font leur possible pour éteindre les feux / Ces mêmes feux qui illuminent Alliot-Marie
Scintillent sans Guéant jusqu'au pilori
Mettent Woerth sur des charbons ardents
Et nimbent l'UMP d'un halo inquiétant. ■ **JACQUES MANCINI, MARSEILLE**

LOI TAUBIRA

LA CONTRAINTE PÉNALE NE SANCTIONNE PAS LE DÉLINQUANT

élodie grégoire / réa

LA GARDE DES SCEAUX visitant la prison de Mulhouse, en 2012.

On pourrait comprendre la thèse principale de la réforme pénale de Mme Taubira : il n'est pas certain que la prison soit le meilleur moyen d'éviter la récidive. Toutefois, la peine infligée à un délinquant n'a pas pour seul objet, contrairement à ce que semble penser Mme Taubira, de réhabiliter le délinquant et donc d'éviter qu'il récidive. Bien souvent, l'entourage souhaite surtout que le délinquant soit mis hors d'état de nuire le plus longtemps possible ; quant aux victimes, elles souhaitent que le responsable de la souffrance qu'elles ont éprouvée soit tout bonnement puni. Deux objectifs assignés à la peine que la prison permet, en principe, d'atteindre. Or, il ne semble pas que la loi préparée par Mme Taubira tienne compte de ces deux objectifs. La *« contrainte pénale »* qu'elle veut instaurer ressemble à s'y méprendre au « sursis avec mise à l'épreuve » dont on sait que, pour la plupart des délinquants, il s'assimile à une liberté quasi totale et à l'absence de peine. Mais, surtout, Mme Taubira semble avoir mis la charrue avant les bœufs. A-t-elle consacré de la réflexion et des crédits à former un personnel qui soit en mesure, une fois la loi votée et entrée en vigueur, d'assurer un suivi des délinquants soumis à cette peine plus et mieux que ce n'est le cas actuellement pour le sursis avec mise à l'épreuve ? Avec le personnel et les moyens actuels, l'échec est assuré. Sans doute Mme Taubira pense-t-elle que « l'intendance suivra ». ■
MARIE DUJONCQUOY, SAINT-ZACHARIE

L'exil d'une vedette

Après une élection européenne qui a vu, au moins en France, s'affirmer une forte expression eurosceptique par abstention ou vote protestataire, euroscepticisme entre autres relatif à l'harmonie fiscale mais pas que, l'animateur Arthur s'exile en Belgique pour ne pas avoir à payer l'impôt sur la fortune. Est-il nécessaire de rajouter quelque chose ? ■
CHRISTOPHE PAPRET

Rien ne change

Dédiaboliser le FN, beaucoup de médias s'y emploient ; mais, chassez le naturel, il revient au galop ! Quand viennent les beaux jours, on accroche au plafond un tue-mouches pour attraper les insectes ; certains tournent autour puis s'y laissent prendre. Finalement non, rien n'a changé. ■
ÉRIC MANTE

La ligne rouge

L'éditorial de Jacques Julliard du n° 893 de *Marianne* dépasse l'entendement. Je suis un électeur du Front de gauche et je pense être large d'esprit, mais il y a des limites et, pour reprendre une expression populaire : Julliard a franchi la ligne rouge. ■
CLAUDE VIAL, RIVEDOUX

Les variations des rythmes donnent le blues

L'article d'Yves Durand, député PS du Nord et rapporteur de la commission parlementaire sur les rythmes scolaires, déclare : *« Chacun sait que* [...] *l'organisation du temps scolaire relève de l'Etat qui assure ainsi l'égalité de tous les enfants. »* C'est méconnaître la réalité du terrain ! Prenons Lyon, où Collomb a supprimé le vendredi après-midi en lieu et place du mercredi matin (quel bénéfice pour le rythme des enfants ?), alors que Bret, autre maire socialiste, a décidé que pour Villeurbanne ce serait allongement de la matinée d'école, allongement du temps méridien, diminution du temps scolaire de l'après-midi pour compenser le mercredi matin. Aussi, il y a autant de villes que de répartitions du temps de scolarité, et ce, sans aucune intervention de l'Education nationale, et même sans tenir compte des avis des enseignants et des parents ! Alors avant de dire « Arrêtons la polémique », allez voir, monsieur le Député, ce qui a été fait de votre réforme ! Une enseignante qui en a marre de ces donneurs de leçons ! ■ **CLAUDINE**

Réforme territoriale : le citoyen-électeur à l'écart du débat

Il ne fait aucun doute qu'une réforme de l'organisation administrative du pays s'impose ; elle est tout à la fois nécessaire et salutaire afin d'en finir avec cet empilement de collectivités (communes, intercommunalités, départements, régions, voire métropoles et autres pays...) qui « se marchent sur les pieds » et donnent le tournis au citoyen lambda.

Si la suppression des départements n'est pas envisageable au regard des exigences constitutionnelles, on assiste, en revanche, pour les régions, à des remises en cause, des inflexions sur leur nombre. Des présidents de région, soucieux de leur pré carré et non du devenir du pays et du bien-fondé de la réforme, ont fait valoir leur préférence personnelle.

Il est dommage de laisser le « citoyen-électeur » en marge de cette entreprise qui le concerne en premier lieu.

Et pourquoi, alors, ne pas faire débattre les conseils économiques, sociaux et environnementaux de région sur le sujet ? Ces instances dont personne ne parle, quasiment, reléguées dans la fonction d'assemblées consultatives semblent perdues dans les méandres de l'administration régionale, majoritairement ignorées du citoyen mais supportées par le contribuable. ■

ANDRÉ TOUJA, VIC-FEZENSAC

PLANÈTE FLOUZE-BALL

PLATINI ET LES ESCLAVES DU QATAR

M. Platini veut imposer sa volonté au peuple brésilien. *« Laissez le bon déroulement de la Coupe du monde, vos révoltes et autres mouvements sociaux peuvent attendre un mois. »* Bien sûr, quand les médias et le monde tourneront le dos à ce pays.

bruno bébert / sipa

MICHEL PLATINI veut faire taire les pauvres. Priorité au jeu !

Dans son intervention, Platini aurait dû être plus précis : « Les pauvres, silence, laissez les riches pratiquer leur business et endormir la planète pendant un mois. » Peut-être même pourrait-il pousser le zèle et donner l'ordre lui-même de tirer sur la foule ? Pouvons-nous attendre d'autres conceptions, d'autres agissements de la part d'une personne qui a donné sa voix au Qatar pour le mondial 2022 ? Ce pays pratique l'esclavage sur les ouvriers construisant les stades et plusieurs dizaines en sont déjà morts ; là-dessus, les dirigeants mondiaux du football sont moins bavards. Monsieur Platini, vous représentez la honte du football, la honte du sport, de notre pays et de ses valeurs. Je vous laisse à vos jeux du cirque. ■

JEAN-PIERRE FAVIER

Hollande à genoux pour la BNP

Hollande, le soi-disant « ennemi de la finance », se met à genoux devant Obama pour supplier que la sanction qui frappe la BNP soit moins forte. Au fait, pourquoi cette sanction ? Parce que la BNP, fortement implantée aux Etats-Unis, s'est foutue des lois de ce pays qui interdisaient de commercer avec certains Etats (Iran, Syrie, etc.). Et ce sont ces gens-là que va défendre M. Hollande ! Un seul remède – que Hollande se gardera bien d'appliquer : la nationalisation des établissements financiers. ■ **JEAN-PIERRE CLAIR, ROUGON**

Pentecôte gratuite pour Raffarin

La journée de solidarité des salariés, lundi de Pentecôte, va rapporter, dit-on, 2,46 milliards d'euros, en faveur des personnes âgées. Rappelons que l'on doit cet impôt à Jean-Pierre Raffarin. Rappelons qu'il passe son temps à stigmatiser la pression fiscale sur les Français. Rappelons enfin qu'en tant que sénateur lui ne paie pas un centime pour cette journée de solidarité... ■ **JEAN-CLAUDE GOUY, LE PUY-EN-VELAY**

Droit de réponse du Groupe Pizzorno Environnement

« Le Groupe Pizzorno Environnement, gravement mis en cause dans l'article intitulé "Var, les poubelles de l'UMP débordent" publié le 14 mars 2014, entend réagir aux informations publiées le concernant afin de rétablir la vérité.

En premier lieu, ce titre dénature en lui-même l'activité du groupe qui travaille avec des municipalités de toutes les tendances politiques, aussi bien dans le Var que dans le reste du territoire français.

En second lieu, l'article affirme que la société SMA, filiale du groupe, se serait rendue coupable de surfacturations d'un montant de 20 millions d'euros au détriment de l'argent public dans le cadre de la gestion d'une délégation de service public (DSP) confiée par le Syndicat mixte de développement durable de l'Est varois (Smiddev) sur le site de Bagnols-en-Forêt. Cette somme arbitraire dont on ne connaît pas la justification n'a fait l'objet d'aucune décision ou réclamation. Bien plus, afin de régler des difficultés juridiques classiques à la clôture d'un tel contrat, une commission de conciliation a été mise en place le 20 juillet 2012 conformément à une clause contractuelle de conciliation, et a regroupé l'avocat du Smiddev, le conciliateur de SMA ainsi que le président de la commission de conciliation, vice-président du tribunal administratif de Toulon.

Après avoir constaté la restitution par SMA au Smiddev d'une somme de 1,4 million d'euros correspondant à des travaux jugés techniquement impossibles à réaliser, la commission de conciliation, concernant les réclamations du Smiddev sur les investissements, a reconnu que rien n'était dû.

La somme de 20 millions d'euros évoquée dans l'article n'a donc aucun fondement juridique. Il demeure un point de litige concernant la valorisation de mâchefers, pour lequel SMA s'est pourvue en cassation, et dont l'enjeu financier, bien inférieur, est sans commune mesure avec la somme évoquée dans l'article.

Par ailleurs, contrairement aux allégations de surfacturation portées dans l'article, les prix pratiqués étaient inférieurs à ceux du marché national. En effet, le prix moyen de traitement en centre de stockage sur le territoire était de 64 € par tonne en 2009 (source : *Gazette des communes*, février 2012), alors que les tarifs proposés par SMA s'élevaient à 58,60 € par tonne, ce qui représente un coût parfaitement maitrisé au bénéfice des usagers.

Sur le plan environnemental, la société SMA a été relaxée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence pour les accusations de pollution en juin 2013. A cette occasion la justice a constaté qu'aucun élément du dossier ne permet de caractériser, *« même provisoirement », « des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune »*. De même la société SMA ou aucune autre filiale du groupe n'a été condamnée à 110 000 € d'amende pour avoir *« déversé des déchets toxiques »*.

En troisième lieu, l'article met également en cause des pratiques liées au sponsoring d'équipes sportives locales. Contrairement à ce qui est sous-entendu, il s'agit d'une démarche citoyenne parfaitement légitime et responsable, aux termes de laquelle le Groupe Pizzorno Environnement soutient et s'investit dans la vie locale partout où il est implanté, en participant à la vie des associations qu'elles soient culturelles, sportives, ou dédiées à des thématiques, telles que l'insertion professionnelle.

En quatrième lieu, l'article se fait l'écho de l'ouverture d'une enquête préliminaire liée à l'attribution du marché relatif à la gestion et la modernisation de l'unité de valorisation énergétique (UVE) de Toulon. La candidature de notre entreprise, en partenariat avec un des leaders de la valorisation énergétique, a été examinée et retenue selon le calendrier et les étapes prévus par la procédure de commande publique. D'ailleurs, les trois recours introduits devant le tribunal administratif de Toulon ont tous échoué.

Au contraire de ce qui est évoqué, il n'est pas rarissime mais habituel que les grands groupes attaquent en justice le résultat des appels d'offres quand il n'est pas en leur faveur.

Enfin l'article évoque une situation monopolistique de Pizzorno Environnement. Il est difficile de prétendre à un monopole quand un groupe indépendant exploite sur le territoire français un incinérateur sur 120 et trois installations de stockage des déchets non dangereux sur 245.

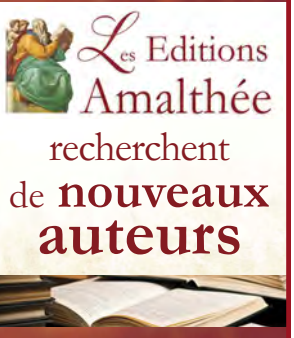
Le Groupe Pizzorno Environnement regrette qu'à l'occasion de la période électorale de telles accusations particulièrement virulentes surgissent, sans avoir été mis en mesure de s'expliquer. » ■

NDLR : « Si SMA, filiale de Pizorno, a bien été relaxée pour délit de pollution, la cour d'appel d'Aix-en-Provence l'a condamnée à 623 amendes, soit 747 600 €, pour avoir fait entreposer des « déchets interdits » dans la décharge de Bagnols-en-Forêt. Par ailleurs, le syndicat mixte qui gère le traitement des déchets de l'Est-Var (Smiddev) – à la suite de l'action de son ancien président, Jacques Mignon – réclame très précisément 17 177 315 € au groupe Pizzorno. »

L'égalité malmenée

D'aucuns remettent en question nos valeurs républicaines, c'est « tendance ». Ainsi, le philosophe Paul Thibaud qui s'insurge, rapporte *Marianne*, qu'*« en France l'égalité est devenue une idéologie »*. Or, l'égalité, si elle est loin d'être toujours respectée, fait néanmoins partie de la devise de la République ; la France est bien loin d'en faire une idéologie, mais il est légitime d'essayer de la mettre en œuvre. Nous crevons des entorses à ce principe, qui font que depuis des décennies la justice, l'école, ne sont pas les mêmes pour tous, que les riches sont plus riches, les pauvres, plus pauvres et qu'ils n'auront que la misère à léguer à leurs enfants. Ils peuvent toujours transmettre les valeurs de la République et se battre pour plus d'égalité parce que ça, c'est du concret, quand d'autres se tournent vers la peste idéologique par désespoir. ■ **JOËLLE REZGUI**

Vous écrivez ?



Pour vos envois de manuscrits :

Editions Amalthée
2 rue Crucy
44005 Nantes cedex 1

Tél. **02 40 75 60 78**
www.editions-amalthee.com

"CE QUI TUE PLUS QUE LA VÉRITÉ, C'EST LE SECRET", "MOI AU

BRUCKNER, BUISSON, AGNELET, CARRÈRE, DRU

QUAND ILS (OU ELLES) TUENT LE PÈRE...

ENQUÊTE SUR UNE ÉPIDÉMIE

dr

SSI, J'AI BESOIN DE SURVIVRE", "LA CÉCITÉ TUE", "JE SUIS SA DÉFAITE"...

ILLET, GAROUSTE...

Fini, la honte ou le déni ! **Même Marine Le Pen désavoue son géniteur.** Rompre la loi du silence et détruire la mythologie familiale est devenu l'impératif de ces nouveaux Œdipe. Désormais, on dénonce ses parents pour le mal qu'ils ont infigé aux autres. **PAR JACQUELINE REMY**

A 10 ans, chaque jour avant de se coucher, Pascal Bruckner s'agenouillait au pied de son lit et murmurait sa prière du soir : *« Mon Dieu,* [...] *faites que mon père se tue. »* René Bruckner est mort cinq décennies plus tard, en 2012. Mais le petit Pascal a attendu 2014 pour l'assassiner proprement. A la plume. En racontant haut et fort qu'il avait été un collabo actif et devrait laisser le souvenir d'un médiocre fan de Hitler, antisémite et tyran domestique. Quand l'écrivain a décidé de publier *Un bon fils* (Grasset), sorti en avril dernier, son propre fiston, choqué, a tenté de l'en dissuader : *« Qui veux-tu que ça intéresse ? On ne lave pas son linge sale en public ! »*

Pourtant, si, c'est même devenu une sorte d'épidémie. Les enfants de salaud ne se sentent plus obligés de faire le gros dos, repliés sur leur honte ou le déni familial. Même Marine Le Pen finit par désavouer Jean-Marie. Ils ne se sentent plus ligotés par les mensonges de leur père. C'est même le contraire. Ils sont de plus en plus nombreux, ces temps-ci, à rompre la loi du silence et à dénoncer publiquement les méfaits paternels, quitte à déchirer l'image de leur géniteur, à le faire dégringoler dans les caves de la mémoire collective ou carrément à l'envoyer en prison, comme les frères Madoff qui, vingt-quatre heures après avoir reçu les confidences de leur père en 2008, sont allés le donner au FBI.

RETOUR AU RÉEL SOCIAL

En France, c'est Guillaume Agnelet, le fils aîné de Maurice, qui a explosé à Chambéry le 6 avril tandis que

françois lafite / wostok press

LA LEADER DU FN MARINE LE PEN a accusé son père de "faute politique" à la suite de la sortie paternelle sur "la fournée". Jean-Marie Le Pen dénonce, dans un courrier rendu public, "une calomnie odieuse".

son père affrontait à Rennes un jury d'assises, pour la troisième fois en vingt ans, accusé d'avoir tué en 1977 son amie Agnès Le Roux dont on n'a jamais retrouvé le corps. Alors qu'il avait témoigné en faveur de son père lors des précédents procès, Guillaume Agnelet n'avait pas été, cette fois, cité à comparaître, mais il s'est invité : *« Je suis convaincu que mon père est bien le meurtrier d'Agnès Le Roux. J'en suis arrivé à cette conclusion à la suite des révélations que m'ont faites à la fois mon père et ma mère à qui il s'était confié. »* Devant les jurés, le 9 avril, il a précisé : *« Je suis venu ici pour retranscrire ce qui est là depuis pratiquement trente ans, au plus près de mes souvenirs.* [...] *Ce qui tue plus que la vérité, c'est le secret. Moi, j'ai passé plus de trente ans de ma vie dans le secret. Je n'ai pas envie que ça arrive à ma fille. »*

Maurice Agnelet a été condamné à vingt ans de réclusion, comme en 2007. Et il a de nouveau fait ›

> appel. Ce n'est pas tant la punition que ces enfants justiciers prétendent rechercher pour leur père, mais le triomphe de la vérité, au nom de l'intérêt commun. Choisissant ostensiblement leur rôle de citoyen au mépris de celui de fils docile, ils remettent à la hache leur géniteur à sa place, sa juste place. Et vlan sur les bobards, et vlan sur les non-dits, et vlan sur la mythologie familiale ! Ce retour au réel social fait voler en éclats les solidarités, les convenances, les sentiments fragiles qui unissent les couples et les fratries. Thomas Agnelet, l'autre fils de Maurice, s'est désolidarisé de son frère : *« Guillaume, qui cherche à soulager sa conscience, entraîne avec lui toute sa famille dans un gouffre que lui seul a choisi de creuser. »* Leur mère, après avoir menacé de se suicider, a déclaré que ce fils coupable de trahison était *« proche de la folie »*. On ne lave pas son linge sale en public.

léa crespi / pasco

LE DESSINATEUR PHILIPPE DRUILLET a "exécuté", dans "Delirium", son père, Victor, responsable de la Milice dans le Gers, condamné à mort par contumace à la Libération et parti se réfugier dans l'Espagne franquiste.

DOMMAGES COLLATÉRAUX

L'image du père n'est plus sacrée. Miné par l'individualisme, l'esprit de famille ne tient plus face à l'obligation moderne, pour chacun, d'écrire sa vie. Papa, c'est lui. Moi, c'est moi. Après des siècles de mutisme, on ne compte plus les hommes et les femmes qui, en tant que victimes, dénoncent leur père violent ou incestueux. Mais la nouveauté, c'est que, désormais, on ne craint plus de dénoncer aussi son père pour le mal qu'il a infligé à autrui. Dans les rubriques de faits divers, en province, on voit un fils filer à la gendarmerie pour signaler son père, cultivateur de cannabis pour sa consommation personnelle, un autre rapporter au commissariat les violences imposées à sa mère par son paternel. Les célébrités n'échappent pas à cet impératif sourd et tremblant de dénonciation. A 44 ans, Félicité Herzog a consacré en 2012 son premier ouvrage à sa riche et prestigieuse famille dont elle déboulonne le fleuron : son père Maurice, secrétaire d'Etat sous de Gaulle et vainqueur de l'Annapurna en 1950, qui, bidonneur et mégalo, accuse-t-elle, ne mériterait pas la légende dont il est auréolé. Cet *« ogre »* libidineux, père défaillant, ne serait pas, selon elle, tout à fait parvenu au sommet des 8 000 m. Elle le gifle d'un titre ironique : *Un héros* (Grasset). Maurice Herzog avait 93 ans quand le livre a été publié. Il est décédé trois mois plus tard.

Mais ce sont surtout les non-dits sur la guerre qui jettent les fils sur le dos de leur père, comme cette année Pascal Bruckner ou le dessinateur Philippe Druillet, ou de leur grand-père, comme Alexandre Jardin (*Des gens très bien,* Grasset, 2011) et Emmanuel Carrère (*Un roman russe,* POL, 2007). Dans ce récit autobiographique, violant l'interdit posé par sa mère, l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, ce dernier évoque son grand-père maternel, Georges Zourabichvili, un émigré géorgien accusé d'avoir collaboré avec les Allemands et qui, arrêté par des inconnus, a disparu à la Libération. Quant à Alexandre Jardin, il s'attaque à un homme encensé par son propre père Pascal, son grand-père, Jean Jardin, dit « Le Nain jaune ». D'avril 1942 à octobre 1943, ce dernier fut, écrit-il, *« le principal collaborateur du plus collabo des hommes d'Etat français : Pierre Laval, chef du gouvernement du maréchal Pétain. Le matin de la rafle du Vél d'Hiv, le 16 juillet 1942, il était donc son directeur de cabinet ; son double ».*

Les dommages collatéraux de ces révélations sont parfois terribles. La mère d'Emmanuel Carrère s'est fâchée avec lui. Une partie de la famille d'Alexandre Jardin a rompu avec le renégat. Rien de grave, affirment-ils tous, à côté des dégâts causés par le silence. Le déni rend fou, disent-ils. Il sape le rapport au réel, contraint les fils et les filles à filer dans un ailleurs, psychiatrique ou artistique. C'est ce que raconte le peintre Gérard Garouste (1), dans *l'Intranquille* (L'Iconoclaste, 2009), en attribuant en partie la paternité de sa *« folie »* à son géniteur, un marchand de meubles

« LE SEUL MOYEN D'ÉCHAPPER À SA FAMILLE, C'EST DE S'EN DONNER D'AUTRES, DE SE RATTACHER SPIRITUELLEMENT À D'AUTRES TRADITIONS. » PASCAL BRUCKNER

antisémite qui, pendant l'Occupation, a fait main basse sur des commerces de juifs déportés. *« Je vis depuis toujours dans la faille qui existe entre lui et moi »,* écrit-il. La mort guette. *« Moi aussi, j'ai besoin de survivre »,* a exhalé Guillaume Agnelet devant les juges. *« La cécité tue »,* assène Alexandre Jardin. Félicité Herzog, elle, explique le suicide de son frère – auquel son livre rend hommage – par l'écart invivable entre la vérité et la mythologie familiale.

Pour ces enfants exténués, l'énoncé de la vérité sert de catharsis. Mais pourquoi publiquement ? A quelle nécessité impérieuse obéissent-ils en prenant la collectivité à témoin ? Pourquoi ne pas se contenter de régler ça en famille ? A ces questions, peu répondent clairement. *« Les familles ne veulent pas entendre »,* répliquent-ils.

Le jeune producteur Georges Buisson, qui a « tué » symboliquement son père Patrick en le chargeant alors qu'il était mis en cause dans l'affaire des sondages de l'Elysée sous Sarkozy et qu'on l'accusait d'avoir enregistré en douce les conversations de ses interlocuteurs importants (à commencer par le chef de l'Etat), est d'abord sorti du bois par une tribune un peu obscure publiée en juin 2013 dans *le Point.* Pourquoi publiquement ? *« Parce que personne ne réagissait à l'interview de deux pages que Patrick Buisson avait donnée au* Figaro Magazine. *On le laissait dire des énormités. »* Ce que ne supporte pas le fils Buisson, catholique fervent, c'est la façon dont son père – *« ce tartufe »,* dit-il – détourne le message évangélique à des fins politiques qu'il juge indignes. Puis, quand les médias ont révélé que Patrick Buisson était un maniaque du Dictaphone – *« Ça peut toujours servir »,* susurra-t-il à son fils –, Georges est allé sur le plateau du « Grand journal » de Canal +, le 10 mars 2014, confirmer les forfaits paternels, tout en précisant qu'il n'était pas l'auteur des fuites.

L'ESSAYISTE PASCAL BRUCKNER a révélé, dans "Un bon fils", la vraie nature de son père, un nostalgique du IIIe Reich. Son propre fils lui avait déconseillé d'écrire le livre.

FÉLICITÉ HERZOG a, dans "Un héros", déboulonné la statue de son père Maurice, vainqueur de l'Annapurna, en 1950. Selon elle, un bidonneur et un mégalo qui ne serait pas parvenu au sommet des 8 000 m.

hannah assouline

hannah assouline

DÉNONCIATION PUBLIQUE

« J'ai été au bout de ce que je pouvais faire pour conserver un lien entre nous, souffle-t-il aujourd'hui. *Quand j'ai vu qu'il n'y avait rien de possible, j'ai décidé de parler. »* Pour échapper aux mensonges, dit-il. *« Cela fait bien longtemps que je ne crois plus à la sincérité des propos de Patrick Buisson. Il m'a beaucoup menti, mais pas qu'à moi. Dès qu'il ouvre la bouche, je cherche ce qu'il y a derrière, la manœuvre, la manipulation, l'arrière-pensée. »* Georges Buisson, qui a *« baigné »* chez son père dans l'extrême droite – *« un monde où l'on monte des dossiers les uns contre les autres » –,* se targue d'avoir une autre vision du monde que celle de l'ancien directeur de *Minute.* Il n'a pas informé ce dernier de son mariage à Madagascar avec une *« métisse »,* ni ne l'a invité. Mais c'est *« pour des histoires d'argent »* qu'il a rompu en 2011 avec celui qu'il n'appelle plus désormais que par ses nom et prénom. Patrick Buisson lui avait demandé de lui servir de prête-nom lors de la création de sa société de sondage Publifact. *« Mon père, au chômage, ne voulait pas perdre les Assedic,* affirme-t-il. *J'avais 18 ans et je ne savais pas que c'était illégal. Je l'ai découvert quand la Cour des comptes a épinglé ses contrats avec l'Elysée en 2009. »* Pour se protéger, Georges Buisson, qui dit avoir été manipulé et traité comme une potiche dans les sociétés de son père, a entamé une procédure contre lui. Il s'est fait virer de la chaîne Histoire, dirigée par son père, qui l'avait recruté, mais a été recasé dans un autre *« placard »,* dit-il, du groupe TF1. Cet homme que son père juge *« fragile »* prévient : *« Je pense que je l'ai épargné, je ne suis pas sûr que je continuerai. »*

La célébrité du père peut justifier le devoir de dénonciation publique. Parfois, c'est sa propre célébrité qui incite le fils à jouer les Œdipe. *« Il y avait un malentendu dans mon rapport avec les autres,* explique Pascal Bruckner. *Une fois mon père mort, en 2012, il fallait en sortir. »* Un malentendu ? *« Personne ne savait que j'avais un père nostalgique du IIIe Reich. »* A longueur d'article, surtout, Bruckner était rangé parmi les intellectuels juifs alors qu'il ne l'est pas. Mais pas question de démentir quand on est issu d'un homme allant répétant : *« Tu sais, Pascal, je ne supporte les* ›

« ILS PORTENT LA CULPABILITÉ QUE LE PÈRE REFUSAIT DE PORTER. UN JOUR, ILS ACCEPTENT DE SAVOIR, ILS NE PEUVENT PLUS RECULER. » UNE PSYCHANALYSTE

> *juifs que s'ils ont honte de l'être.* » Rien ne pouvait punir plus efficacement ce père odieux et pervers dont, dès qu'il a pu, le jeune Bruckner a pris systématiquement le contre-pied idéologique. *« Je suis sa défaite »,* répète-t-il avec délectation. Et il écrit : *« Le seul moyen d'échapper à sa famille, c'est de s'en donner d'autres, de se rattacher spirituellement à d'autres traditions. »* Gérard Garouste est allé jusqu'à prendre des cours d'hébreu et à dévorer la Torah. Bruckner a choisi Sartre, Barthes, Jankélévitch, son ami Alain Finkielkraut, et la littérature. Mais il a hérité le tempérament rageur de son père, qui en profita un jour pour décocher : *« Tu peux bien me détester, ma vengeance, c'est que tu me ressembles. »* Sa vengeance à lui – mais en est-ce une ? – sera de découvrir, au hasard du glissement d'un drap sur un lit d'hôpital, peu avant le décès de son père, que celui-ci était circoncis et se braquait quand on lui demandait pourquoi.

Avant d'écrire, Bruckner a engagé quelqu'un pour enquêter sur le passé paternel. Et vérifier que son géniteur avait bien devancé le STO pour aller avec zèle et enthousiasme travailler chez Siemens, qui fabriquait du matériel militaire et *« payait la SS pour employer des esclaves juifs ou soviétiques ».* Puis, à l'arrivée en Allemagne des troupes russes, il s'est enfui avec sa compagne nazie.

Quand le mal est politique, l'argument premier des briseurs publics de père l'est aussi, même si, souvent, la haine des fils se nourrit de souvenirs plus intimes. Le dessinateur Philippe Druillet de même qu'Alexandre Jardin expliquent leur démarche comme une réaction à la montée de l'extrême droite. *« Actuellement, en France, ça pue horriblement, ça pue les années 30,* jette l'as de la BD. *J'ai décidé de balancer mon père. Il y a des gens qui ont souffert à cause de lui. Ils ont droit à la vérité. Mon combat à moi, c'est de dire que j'ai subi ces mensonges. »* Rien de caché dans les opinions de son père, qui fut responsable de la Milice dans le Gers, ni dans celles de sa mère, qui en coiffa l'administration. *« Mentir à un enfant, c'est lui dire que le Maréchal, c'est le meilleur. »* Tous deux ont été condamnés à mort par contumace, tandis qu'ils se planquaient, d'abord à Sigmaringen, refuge des collabos en 1944 – où le petit Philippe a été soigné par le Dr Destouches *alias* Louis-Ferdinand Céline –, puis dans l'Espagne franquiste, près de Figueras.

LE PEINTRE GÉRARD GAROUSTE attribue, dans "l'Intranquille", la paternité de sa "folie" à son géniteur, un marchand de meubles antisémite, qui a fait, pendant l'Occupation, main basse sur des commerces de juifs déportés.

L'ÉCRIVAIN EMMANUEL CARRÈRE a, dans son récit autobiographique "Un roman russe", tiré le portrait de son grand-père maternel, Georges Zourabichvili, émigré géorgien collaborationniste. Depuis, il est brouillé avec sa mère, Hélène Carrère d'Encausse.

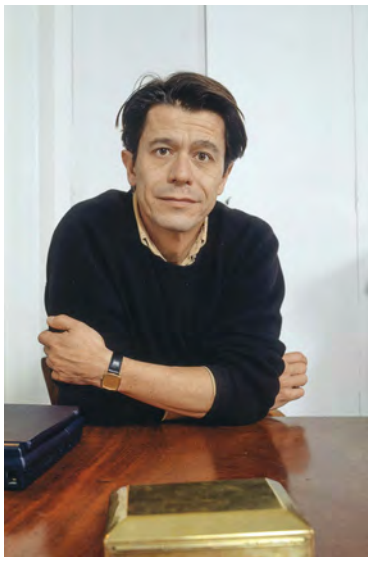
RECONNAISSANCE DE DETTE... EMPOISONNÉE

Inutile de compatir. *« Je n'en ai rien à foutre, de mon père »,* déclare Philippe Druillet, qui a donc publié en janvier, à 70 ans, une autobiographie – *Delirium* (Les Arènes) – débutant par une exécution de son paternel. Dans le beau cube de béton Bofill qui lui sert d'atelier, le dessinateur de *la Nuit,* une bande dessinée exubérante et sombre, remplit d'un rosé exquis ses verres anciens, puis insiste : *« Non, vraiment, je n'en ai rien à foutre ! »*

Mais il écrit pourtant : *« Je suis un mal-né. C'est le drame de ma vie. Je voulais être prince ou mécène. Je suis né fils de collabo. »* Ses parents l'ont appelé Philippe en hommage à Philippe Henriot, dit « le Goebbels français », talentueux orateur de Radio Paris, abattu par des résistants le jour de sa naissance, en 1944. *« Depuis plus de soixante ans,* écrit-il, *je vis avec les fantômes d'un passé qui me révulse. »* Son père est décédé quand il avait 7 ans, ce qui l'a plongé dans une période d'anorexie. Il l'avait aimé, ce qui redouble son malaise. De retour à Paris, sa mère, devenue concierge, n'a jamais changé d'opinion. A 16 ans, à la Cinémathèque, Philippe Druillet découvre que de Gaulle *« n'est pas un traître »,* que Pétain n'était pas le sauveur de la France. *« J'ai compris que ma mère se foutait de ma gueule »,* dit-il. Cet homme qui parfois parle à la troisième personne comme s'il était étranger à lui-même, a attendu 2014 pour le crier à la face du monde.

Il faut un déclic. Soudain, on comprend qu'on ne peut plus être le fils de ce père-là. Lorsque le sien lui a demandé de l'héberger, Pascal Bruckner est resté pétrifié. Selon François de Saint-Pierre, l'avocat de Maurice Agnelet, c'est lorsque son client en libération conditionnelle a voulu revenir dans la maison familiale, désormais occupée par son fils Guillaume,

hannah assouline


hannah assouline

qu'il s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Le fils aîné, brusquement, saisissait qu'il ne pourrait plus supporter de vivre avec son père sous le même toit.

Souvent, la mort du dernier parent sert de détonateur. Ou une appréhension superstitieuse liée à l'âge. *« Il fallait que j'écrive ce livre avant mes 50 ans »,* dit Emmanuel Carrère. *« Il fallait que je crache le morceau avant mes 46 ans, l'âge qu'avait mon père à sa mort »,* observe Alexandre Jardin. Pour échapper au sentiment de faute qui contamine la lignée. *« J'ai voulu comprendre pourquoi mon grand-père, qui avait deux portraits de Pétain et Laval sur son bureau, n'a pas eu le cerveau bouffé par la culpabilité »,* poursuit-il. *« Quand les pères ne font pas amende honorable, c'est aux fils de s'en charger,* murmure Pascal Bruckner. *Ce livre est une reconnaissance de dette, d'une dette empoisonnée. »* Mais il ajoute : *« Ma fille a eu peur que les lecteurs me confondent avec mon père. »* Comme si c'était héréditaire.

Précisément, ils prennent la parole pour snober les gènes, prouver que ça n'a rien à voir, comme si un vieux doute irrationnel menaçait, au fond d'eux. La psychanalyste Suzanne Ginestet-Delbreil, qui a travaillé sur la paternité et la transmission (2), a reçu des patients dont les pères avaient torturé en Algérie : *« Jusqu'à la dénonciation, ils portent la culpabilité que le père refusait de porter, comme on porte le deuil que n'ont pas fait le père ou le grand-père. Un jour, ils acceptent de savoir, ils ne peuvent plus reculer. »* Elle voit moins de haine dans la dénonciation que de « reconnaissance ». Une sorte de réappropriation par le tri. Une façon, dit-elle, de *« se positionner comme fils »,* d'admettre la filiation dont on est issu.

L'aveu les a un peu soulagés, disent-ils tous. Désormais, les ennuis sont concrets, et non plus fantasmés. Georges Buisson tente de régler ses comptes avec son père par la voie judiciaire. Andrew Madoff, dont le frère Mark s'est suicidé deux ans jour pour jour après la confession de son père, essaie de se reconstruire. Les fils de collabo racontent que leur livre a suscité une avalanche de témoignages de lecteurs : *« Après avoir fini de vous lire, mon père m'a avoué que nous occupions un appartement volé à des juifs pendant la guerre. »*

Aucun de ces dénonciateurs ne sourit vraiment en qualifiant son père de *« salopard »*. La souffrance n'est pas loin. Philippe Druillet qui, curieusement, a donné à son fils le prénom de son père, Victor, dit aujourd'hui que, s'il avait su tout ce qu'il a appris grâce aux réactions suscitées par son livre et au documentaire réalisé sur sa vie, il l'aurait appelé autrement. *« Je n'en ai rien à foutre, de mon père »,* répète-t-il encore. Mais il a les larmes aux yeux. ■ **J.R.**

(1) Coécrit avec Judith Perrignon.

(2) Elle est en particulier l'auteur de *Paternité et maternité, la filiation en question* (Campagne première).

félix golesi / nice matin / maxppp

GUILLAUME AGNELET, – ici, avec son père Maurice, à Aix-en-Provence, en 2007 – a fini par témoigner le 6 avril dernier contre son géniteur : "Je suis convaincu qu'il est le meurtrier d'Agnès Le Roux". Depuis, il est fâché avec sa famille.

canal +

GEORGES BUISSON a tué symboliquement son père en le chargeant sur le plateau du "Grand journal" de Canal +, le 10 mars 2014. Patrick Buisson était mis en cause dans l'affaire des sondages de l'Elysée sous Sarkozy.

Connaissez-vous le polar africain ?

Longtemps resté marginal en Afrique, le polar y a aujourd'hui ses maîtres passionnants. Au-delà de la seule dénonciation de pouvoirs corrompus, ils narrent des sociétés aux prises avec les convulsions qui agitent le continent noir. Mais l'afropolar a encore un avenir à s'inventer… PAR ALAIN LÉAUTHIER

L'inspecteur Kurt Wallander et son incurable mélancolie comme celle qu'engendrent les côtes froides de la Scanie nous ont quittés, son créateur, Henning Mankell, s'en est lassé. Depuis plusieurs années, il passe une partie de son temps sous le soleil d'Antibes et surtout du Mozambique, à Maputo, où il anime une troupe de théâtre. Au-delà du choix de vie, voilà un partage de domicile des plus symboliques : pour le polar, dont l'écrivain suédois fut cette dernière décennie une des valeurs sûres et hautement bancables, l'Afrique aussi est le continent émergent. Rien de comparable encore avec la « vague nordique » qui a offert quelques bijoux (et récemment beaucoup de déchets…), mais déjà plus une *terra incognita*. Au mois d'avril, Métailié, éditeur d'un autre grand neurasthénique scandinave, Arnaldur Indridason, publiait ainsi *Meurtre à Tombouctou*, très bon livre posthume de l'écrivain malien Moussa Konaté, prématurément disparu à 62 ans en novembre dernier, à Limoges. En cette fin d'automne 2013, Jigal, maison d'édition sise à Marseille, proposait à ses lecteurs *African Tabloïd*, premier volet d'une trilogie politico-policière du romancier gabonais Janis Otsiemi, 38 ans, dont le titre et l'ambition (conter l'histoire sombre de son pays entre 2008 et 2016) sont ouvertement inspirés de l'*American Tabloid* d'Ellroy.

S'il a fallu du temps à Konaté pour jouir d'un début de notoriété, laquelle au demeurant l'embarrassait plus qu'autre chose, en trois polars foutraques et nerveux son cadet est devenu la coqueluche des salons (celui du livre récemment) et la vitrine d'un genre longtemps resté marginal en Afrique. Les lecteurs n'y

Les lecteurs n'y sont pas encore légion, mais le genre suscite déjà commentaires et études et, même, malgré son jeune âge, son historiographie.

corentin fohlen / divergence

sont pas encore légion, mais il suscite pourtant déjà commentaires et études savantes, et même, malgré son jeune âge, son historiographie.

Celle de l'universitaire belge Lylian Kesteloot, spécialiste des littératures négro-africaines francophones, fait autorité et en date l'apparition significative dans les années 70. D'autres retiennent plutôt la publication en 1996, dans la « Série Noire », d'*Agence Black Bafoussa*, du Congolais Achille Ngoye, premier écrivain africain intronisé dans cette collection de Gallimard, autrefois considérée comme le mètre étalon du polar dans l'Hexagone. Né en 1944 dans ce qui était encore le Congo belge (désormais la République démocratique du Congo, RDC), Achille Ngoye fut d'abord journaliste, notamment en France, où il s'était expatrié dans les années 80, travaillant pour *Actuel*, *Libération* ou RFI, collaborant aussi au scénario de *Black micmac* sorti en 1985, une des toutes premières comédies surfant avec succès sur la mise en scène ironique et bienveillante des communautés étrangères organisées comme telles à Paris.

A savoir

A Libreville, les livres d'Otsiemi se vendent autour de 21 000 F CFA, soit un peu plus de 32 €, le double du prix public en France. Les romans de gare sont accessibles autour des 5 000 F CFA, à peu près 8 €.

jimmu gallier / dr

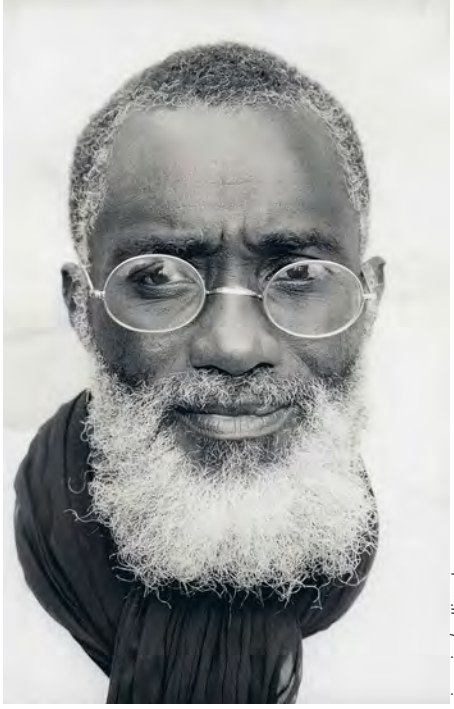
Située dans les milieux africains de la capitale, l'intrigue de son *Agence Black Bafoussa* part du meurtre d'un certain Danga, tout à la fois combinard expert en système D mais aussi opposant notoire à la dictature de Pupu Muntu, le dictateur du Kalina, doublure à peine maquillée du tyran Mobutu Sese Seko. Tout en respectant *grosso modo* les codes du genre, Achille Ngoye y mettait en œuvre quelques-uns des ingrédients, thématiques et stylistiques, dont de nombreux polars africains se nourrissent depuis en abondance.

LIMITES À NE PAS FRANCHIR

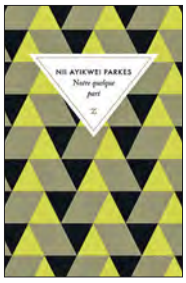
D'abord, quasi consubstantiel, un message de dénonciation, sociale et politique, plus ou moins voilé tant, comme le souligne aujourd'hui Janis Otsiemi, *« la forte susceptibilité des pouvoirs en Afrique oblige à prendre des précautions »*. A Libreville, où il vit, le jeune romancier gabonais travaille pour une entreprise appartenant à une famille proche du pouvoir. Le régime de feu Omar Bongo embastillait, et achetait, plus qu'il ne massacrait. Celui du fils, Ali, élu en 2009 à l'issue d'un scrutin contesté, se prétend plus ouvert, mais Otsiemi sait quelles limites ne pas franchir. *« Jusqu'à présent, je n'ai pas eu à souffrir de menaces frontales, ce sont plutôt des conseils de prudence émanant de connaissances, de relations ou de parents. On m'explique que je ne suis pas en France, que tout n'est pas possible. »* A défaut de tout dire, le polar, lui a néanmoins permis de beaucoup montrer : ›

> les us et coutumes de la petite pègre de Libreville et, partant, la face cachée et misérable d'une métropole souvent réduite au luxe trompeur de son bord de mer, la prévarication généralisée dans un pays devenu une sorte de condominium de la Françafrique, mis en coupe réglée par quelques clans familiaux et une franc-maçonnerie dévoyée. *« En réalité, je suis venu au polar par effraction »,* assure Otsiemi. Par souci d'efficacité en fait, afin de toucher ceux auxquels sont destinés en priorité ses brûlots, originaires comme lui des nombreux bidonvilles, les *mapane,* où s'entasse près de 80 % de la population de la capitale. Le sien s'appelle Les Etats-Unis d'Akébé, d'autres Rio, Venezvoir ou Derrière la prison, annexes à peine adoucies de l'enfer alors que statistiquement au Gabon le revenu par habitant est un des plus élevés du continent noir. La lecture n'y est pas le passe-temps favori, encore moins celle des essais politiques ou sociologiques, forme d'expression à laquelle Otsiemi n'a pas renoncé, mais dont il a vite mesuré les limites. Déjà en son temps, interviewé par la revue *l'Ours polar,* Achille Ngoye se félicitait de pouvoir accéder, *« grâce à un genre plus ou moins léger, à un public assez large et de passer des messages sans pour autant mettre des gants comme dans le roman classique ».* Contemporain du Congolais, l'écrivain sénégalais Abasse Ndione, un des pères de l'afropolar, eut l'occasion de vérifier la portée subversive dudit message à la sortie de son premier roman, *la Vie en spirale,* écrit dans les années 70, publié en deux tomes une dizaine d'années plus tard aux Nouvelles Editions africaines, avant d'être finalement accueilli lui aussi en « Série Noire », en 1998. Infirmier jusqu'à sa retraite et père de famille nombreuse, il y aborde le sujet encore tabou à l'époque de la consommation massive du *yamba,* le cannabis, dans toutes les couches de la société sénégalaise, des petits voyous de Guinaw Rails, à l'est de Dakar, aux officiers de l'armée, fonctionnaires de police ou de gendarmerie. C'est peu dire que le livre fit scandale et entraîna même la suspension d'une émission de télévision dont Abasse Ndione était l'invité. Les successeurs francophones ou anglophones du Sénégalais n'ont, depuis, jamais dérogé à cette règle de didactisme qu'analysait dans un ouvrage sobrement intitulé *Polar* le critique Fernandez-Recatala, mort en 2013 : *« Montrer la réalité du quotidien africain,* [...] *partager les connaissances de l'Afrique, les savoirs sociaux et politiques qui servent de "révélateurs objectifs" aux vices d'une société sclérosée. »*

dr


j. sassier / gallimard

NII AYIKWEI PARKES Le Ghanéen fait mouche avec son premier roman : *Notre quelque part.* **ABASSE NDIONE** L'écrivain sénégalais est un des pères de l'afropolar.



COUP D'ESSAI, COUP DE MAÎTRE

Le roman s'intitule *Notre quelque part.* Pas loin d'Accra, la capitale ghanéenne, la maîtresse d'un ministre découvre dans la case d'un village de probables restes humains. Diligenté par une police gouvernementale corrompue jusqu'à l'os, Kayo Odamtten, jeune médecin légiste citadin, va mener l'enquête. Pour son premier roman, le Ghanéen Nii Ayikwei Parkes fait mouche, brossant des personnages truculents, tissant une enquête tourbillonnante, entre deux mondes, la brousse et la ville, à la frontière d'une société fracturée. Mais ce qui fait la force et l'originalité de cette confrontation tient dans l'alternance de deux langues dont l'auteur fait usage tout au long du récit. Une narration classique des faits, dans un français soutenu, côtoie le point de vue, à la première personne, de Yao Poku. Ce vieux chasseur du village, protagoniste de l'histoire, s'exprime dans une langue chatoyante, mêlant celle du colon à son dialecte natal. On doit à Sika Fakambi, qui a traduit ce texte anglais en français, l'art d'avoir su transposer ce parler recomposé loin du caricatural petit-nègre. Restituant des expressions, une syntaxe et un vocabulaire inédit, elle en préserve sa saveur et son imaginaire, et fait la richesse de ce roman. ■ **FRÉDÉRIQUE BRIARD**

Notre quelque part, de Nii Ayikwei Parkes, Zulma, 304 p., 21 €.

NÉCESSAIRE ETHNOPOLAR

Loin de se limiter à la seule critique de pouvoirs corrompus, ces auteurs portent aussi le fer et la plume dans les profondeurs de leurs sociétés respectives, s'attaquant, comme le souligne, à propos d'un roman de Moussa Konaté *(l'Honneur des Keita),* la chercheuse Karen Ferreira-Meyers*, de l'université du Swaziland, à *« la hiérarchisation traditionnelle des rapports sociaux, l'influence des castes et des rapports familiaux et la toute-puissance d'un rapport magique au monde ».* Autant d'obstacles apparents au travail « rationnel » des enquêteurs lancés dans le livre sur la piste du ou des assassins d'un marabout. Il s'agit en l'occurrence du commis-

saire Habib (et de son adjoint Sosso), personnage récurrent de Konaté qui lui permit d'explorer divers aspects des croyances et traditions populaires de la société malienne, des Dogons dans *l'Empreinte du renard* aux pêcheurs bozos du fleuve Niger dans *la Malédiction du lamantin*. Ceux qui ont fait de cette littérature un objet d'étude ont trouvé un terme pour qualifier le travail du Malien : « ethnopolar ». Ses pairs, peu ou prou, s'inscrivent dans cette veine. Tous, d'une manière ou d'une autre, expriment, selon Françoise Naudillon, auteur du *Polar africain*, *« le souci de remonter à l'archéologie du savoir, à la source des événements qui ont mené au présent, avec la mise en valeur du fonctionnement intime du pouvoir »*. En somme un travail de dévoilement, là où certaines élites intellectuelles africaines ne voyaient qu'un vulgaire divertissement *« petit-bourgeois »*, ainsi que le souligne Karen Ferreira-Meyers. Pis : un produit d'importation issu de la terre des anciens colonisateurs. A Libreville, Janis Otsiemi pense tout le contraire : *« Le polar tel que l'écrivent les auteurs du continent n'est pas un vulgaire succédané du genre tel qu'il existe en Occident. Ici, sans une dimension sociale, il n'a tout simplement pas de sens. On n'y croise pas beaucoup de médecins légistes ou de superenquêteurs, ni la police scientifique dernier cri, mais, en revanche, la fonction de réappropriation de notre histoire y est essentielle. »* Elle fait par exemple tout l'intérêt du deuxième roman d'Achille Ngoye, *Sorcellerie à bout portant*, également publié en « Série Noire », dans lequel le romancier congolais racontait le retour au pays d'un compatriote, expatrié comme lui à Paris, Kizito, venu enterrer son frère victime d'un étrange accident de voiture. Au menu : gris-gris, séances de maraboutage et exorcisme. Avec un fort parfum d'exotisme probablement pour les fidèles de la « Série Noire » en France.

ÉDITEURS FRILEUX

Mais pour les lecteurs africains un regard sur soi-même dont Françoise Naudillon considère qu'il constitue aussi *« une réponse aux discours scientifiques (ethnologie, anthropologie) tenus sur les sociétés africaines en période coloniale et post-coloniale »*. *Meurtre à Tombouctou* de Moussa Konaté met également en perspective le choc entre la tradition et la modernité incarnée, avec beaucoup d'hésitation, par le commissaire Habib, chargé d'élucider le meurtre d'un jeune rejeton d'un clan touareg dans le nord du pays. Ecrit pendant la crise malienne mais située chronologiquement avant, il en éclaire bien des clés : le terrorisme islamiste, l'ethnicisation à outrance, au cœur du conflit entre les populations dominantes et les Touaregs, et plus généralement la peur de l'autre. Métailié publiera bientôt l'ultime manuscrit que lui avait remis le romancier.

La relève existe, mais, en l'absence pour l'heure d'une industrie culturelle africaine digne de ce nom, les auteurs restent encore dépendants des éditeurs européens, et notamment français. Plutôt frileux ces derniers temps. Sous l'impulsion de son nouveau directeur, la « Série Noire » s'est recentrée sur le polar hexagonal et nord-américain. Dans les festivals, tel Quais du polar à Lyon, le continent noir est le plus souvent représenté par les romanciers sud-africains blancs, à l'image de Deon Meyer, Mike Nicol ou Roger Smith. Tous excellents écrivains au demeurant. *« J'écoute parler les gens qui vivent au ras du sol pour voir comment leur langage s'articule »*, expliquait au dernier Salon du livre de Paris le Béninois Florent Couao Zotti publié, comme Otsiemi, chez Jigal. Voilà au moins un programme avec de la hauteur. ■ **A.L.**

* Auteur du « Polar africain », *in Afrique contemporaine*, n° 241, De Boeck supérieur.

A lire

Meurtre à Tombouctou, de Moussa Konaté, Métailié, 16 €. Du même auteur : **la Malédiction du Lamantin,** Fayard noir, 18 €. **African Tabloid,** de Janis Otsiemi, Jigal polar, 16,80 €. Trois autres polars d'Otsiemi sont disponibles chez Jigal en collection poche. **Agence Black Bafoussa,** d'Achille Ngoye, Gallimard, « Série noire », 7,80 €. **La Traque de la musaraigne,** de Florent Couao-Zotti, Jigal Polar, 17 €. **Ramata,** d'Abasse Ndione, Folio policier, 8,40 €. **Trop de soleil tue l'amour,** de Mongo Beti, Julliard, 19,50 €. **La Guerre des anges,** de José Eduardo Agualusa, Métailié, 20,50 €.

jimmi gallier / dr

FLORENT COUAO-ZOTTI

w. de tera / métaillé

MOUSSA KONATÉ

rue des archives

MONGO BETI

CINÉMA

“Le Procès de Viviane Amsalem”, l’impossible séparation

dr

En un captivant huis clos, Ronit et Shlomi Elkabetz, frère et sœur, achèvent avec *le Procès de Viviane Amsalem* leur trilogie sur la place encore férocement confisquée de la femme dans la société israélienne. Plus précisément, de cette femme, Viviane, que l’on connaît depuis dix ans, depuis *Prendre femme*, en 2004. On la retrouvait trois ans plus tard dans *les Sept Jours*. Elle était déjà séparée de son mari, l’inflexible Elisha (Simon Abkarian), Ronit Elkabetz lui donne toujours sa beauté sombre, son intense noblesse rageuse.

Viviane veut divorcer, elle dira qu’elle a ce désir depuis leurs noces. Elisha ne veut pas. Définitivement pas. Tout est là. Il ne pourrait s’agir que d’une puissante métaphore narrative, mais non, c’est une ahurissante vérité : un mariage, en Israël, ne peut être dissous que par la (bonne) volonté de l’époux, et la séparation devra ensuite être tranchée devant un tribunal rabbinique. On ne va pas quitter la salle exiguë et austère où siègent les religieux chenus. Viviane et Elisha assistés de leurs avocats vont inlassablement comparaître.

De simples cartons, « Trois mois plus tard », « Six mois plus tard », rythment l’impasse où s’enlise le divorce impossible, tout passe par les regards échangés, les gestes esquissés, tout passe sur le visage de Viviane, dans son silence, infiniment parlant : les Elkabetz parviennent à filmer jusqu’aux états d’âme. On assiste fascinés aux péripéties parfois burlesques de cette comédie humaine entravée, au défilé des témoins, les hommes « à charge », les femmes apeurées, ou incontrôlables pour s’être tues trop longtemps… Une fois encore, une fois de plus, une fois de trop, les juges renoncent à trancher l’absurde et insoluble litige, Viviane, alors, éperdue de lassitude, en un geste superbe de provocation, dénoue son chignon sévère et laisse sa longue chevelure couler sur ses épaules, en liberté. Cette inaccessible et légitime liberté qu’elle finira – peut-être – par conquérir. En en payant le prix. Exorbitant. Mais la liberté n’a pas de prix. La cause est entendue, les Elkabetz ont gagné leur *Procès*. ■

DANIÈLE HEYMANN

Le Procès de Viviane Amsalem, de Ronit et Shlomi Elkabetz. En salles.

THÉÂTRE

Lucrèce Borgia, la femme aux deux visages

delalande / sipa

GUILLAUME GALLIENNE passe à côté de la profondeur tragique du personnage de Lucrèce.

Lucrèce Borgia, de Victor Hugo, mise en scène par Denis Podalydès à la Comédie-Française, c’est l’histoire d’un monstre à visage humain. Le monstre en question est donc cette femme (interprétée par Guillaume Gallienne), née dans une famille où règne le crime et le parjure. Fille naturelle d’un futur pape, elle devra se couler dans le moule sanguinaire, au point d’éliminer ses maris comme on élimine des gêneurs. Mais elle est aussi la mère d’un fils, Gennaro (joué par la jeune Suliane Brahim), né d’un accouplement incestueux, et elle ne s’en est jamais remise. Victor Hugo a écrit de cette femme écartelée entre noirceur et lumière : *« Mêlez à cette difformité morale un sentiment pur, le plus pur que la femme puisse éprouver, le sentiment maternel ; dans votre monstre mettez une mère ; et le monstre intéressera, et le monstre fera pleurer, et cette créature qui faisait peur fera pitié, et cette âme difforme deviendra presque belle à vos yeux. »* Il ajoute : *« La maternité purifiant la difformité morale, voilà Lucrèce Borgia. »* Lucrèce Borgia, soupçonnée d’adultère par son mari don Alphonse, fera tout pour sauver Gennaro, allant jusqu’à imaginer un stratagème qui aboutira à ce que son propre fils la tue. La mise en scène de Denis Podalydès reconstitue cette inexorable descente aux enfers. Les décors et les habits sont à la mesure de la décomposition morale qui emporte tout. Eric Ruf est étonnant en don Alphonse habité par le désir de vengeance. Par contre, Guillaume Gallienne détonne en Lucrèce Borgia. On ne dira pas qu’il joue comme dans *Guillaume et les garçons,* mais il passe à côté de la profondeur tragique de son personnage. C’est encore pire avec Christian Hecq qui campe Gubetta, confident de Lucrèce, comme s’il était dans une pièce de Feydeau. Dommage. ■ **JACK DION**

Lucrèce Borgia, de Victor Hugo, à la Comédie-Française, Paris Ier. Jusqu’au 20 juillet. Tél. : 08 25 10 16 80.

SÉRIE

"Fargo", série parfaite, glacée, glaçante

Quand la chaîne à péage américaine FX avait annoncé vouloir décliner en série *Fargo*, le chef-d'œuvre aux deux Oscars de Joel et Ethan Coen, on s'était dit : quelle drôle d'idée ! L'absolue blancheur des paysages glacés du Minnesota et la parfaite lenteur qu'elle dictait au montage de ce thriller sanglant et atypique sorti en 1996 ne semblait pouvoir souffrir d'aucune autre vision. On se trompait. Même si le carton d'introduction mensonger – *« Ceci est une histoire vraie »* – est le même que celui du film matrice, même si le thème musical s'inspire de celui de *Sang pour sang*, le premier film du « réalisateur à deux têtes », même si le héros de cette série est aussi un loser qui verse dans le crime avec gaucherie et même si le tueur à gages est aussi caustique que le duo psychopathe à l'œuvre dans le « vrai » *Fargo*, ce « Fargo »-là, qui se déroule dix ans après les faits du premier, révèle une identité propre.

Car ce « Fargo »-là, adoubé par les frères Coen, qui le produisent, est une vraie bonne surprise doublée d'une série d'anthologie, qui comme « True Detective », la série événement de HBO, décline un univers commun, mais une histoire et des personnages différents à chaque saison. Servi par un casting impeccable – Martin Freeman, Billy Bob Thornton, Keith Carradine, Allison Tolman, Colin Hanks – le *showrunner* Noah Hawley (« Bones », « The Unusuals ») a ainsi véritablement réussi à réinventer l'original, tout en conservant ce ton si dérangeant, cette bascule subtile entre une scène légère et une gore et cette ironie si grinçante qui fait le sel de tout film de la *Coen team*.

Décliner une œuvre en série est décidément tendance. Par-delà les Alpes, Sky Italia vient ainsi d'adapter *Gomorra*, le best-seller de Roberto Saviano sur le Naples de la Camorra, qui avait déjà inspiré un film homonyme en 2008. Comme aux Etats-Unis, les spectateurs transalpins sont rivés à leur petit écran. Ravis de se replonger dans ces univers singuliers et si familiers. ■ **MYRIAM PERFETTI**

« Fargo », saison 1, tous les lundis, à 20 h 50, sur FX.
« Gomorra », saison 1, tous les mardis, à 20 h 50, sur Sky Italia.

CE "FARGO", dérivé de l'univers du film des frères Coen sorti en 1996, est plus qu'une bonne surprise.

dr

moinet

***FRANCE-ALLEMAGNE*, une débauche d'énergie.**

THÉÂTRE

Bien plus qu'un match

Séville, 8 juillet 1982. La France et la République fédérale d'Allemagne s'affrontent en demi-finale de la Coupe du monde de football. Le match, finalement remporté par les Allemands, est resté dans les mémoires comme une rencontre devenue légendaire, dernière manifestation d'une rivalité historique. Franz et Richard, les deux protagonistes de la pièce *France-Allemagne*, jouée jusqu'au 12 juillet au Théâtre du Lucernaire, à Paris, étaient enfants, chacun de son côté du Rhin, en cette soirée épique. Dès lors, le football sert de prétexte à leur dialogue tissé de souvenirs personnels et de mémoire collective, où la petite histoire rejoint la grande. Chacun peut alors revisiter ses gloires nationales comme ses grandes hontes, ses heures héroïques et ses coupables compromissions. Des moments d'introspection donc, mais qui font la part belle à la franche rigolade, notamment une leçon de géopolitique sur la guerre froide en tout point hilarante. La performance des deux comédiens, Jocelyn Lagarrigue et Rainer Sievert, est à ce propos impressionnante de débauche d'énergie. On regrettera simplement que la pièce se cantonne au triste XXe siècle. De Bismarck à Charlemagne en passant par François Ier et Charles Quint, les exemples ne manquent pas pour illustrer ce que charrie, parfois, un simple ballon rond. ■ **ANTOINE LOUVARD**

France-Allemagne, au Théâtre du Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris VIe. Jusqu'au 12 juillet.

dr / prod

Jack White, à la recherche du son perdu

Le guitariste américain Jack White s'est fixé une mission : retrouver le son originel de la vieille Amérique, celle qui se couvre de poussière et s'imbibe de bourbon. Et ce, depuis la fin des années 90, lorsque John Anthony Gillis *alias* Jack White lâcha la bombe *White Stripes*, un duo de rock garage dépouillé jusqu'à l'os, qui réussit l'impossible par la grâce du riff d'une seule chanson, *Seven Nation Army*, faire sortir le rock des soins palliatifs où il végétait depuis le karma coma de Nirvana. Dès lors, en insatiable activiste du vintage et en ardent défenseur du vinyle, le bouillonnant Jack White concocta tel un sorcier vaudou les projets de country brute et de blues-rock primaire – *Van Lear Rose* pour la reine de la country Loretta Lynn, The Raconteurs, The Dead Weather –, dans l'antre de son laboratoire, basé à Nashville.

DES IDÉES FOLLES

Tout à la fois, label, studio, salle de concerts et dépôt de produits dérivés, Third Man Records est un peu la version sudiste du Paisley Park de Prince. C'est là que Jack White expérimente ses idées les plus folles. Y compris les plus mercantiles pour mieux communiquer sur son impérieuse mission. Pour son deuxième album solo, *Lazaretto*, par exemple, un *digest* talentueux de tout ce que l'Amérique a produit depuis soixante ans (blues, country, rock, pop), il a créé l'événement, à l'occasion du Record Store Day, en enregistrant en public, en pressant et en commercialisant lui-même un ultra LP de *Lazaretto* en 3 h 55 min 21 s. Le disque, qui propose des bonus impossibles à trouver en version numérique (une face mate, une face brillante, des intros différentes sont proposées suivant l'endroit où est posée la tête de lecture du vinyle, des anges en hologramme flottent au-dessus du disque qui se lit de l'intérieur vers l'extérieur et se termine par une boucle infinie…), s'est arraché.

Une façon originale de faire parler de la musique, au moment où celle-là se distille dans la nébuleuse de la dématérialisation. Tout comme le dispositif vintage qu'il a proposé à l'icône canadienne Neil Young pour l'enregistrement de son dernier album de reprises de classiques de la musique américaine (Willie Nelson, Bob Dylan, Bruce Springsteen, Everly Brothers…), *A Letter Home* : une cabine en son direct Voice-O-Graph de 1947. Neil Young en sort plus rustique, plus *roots* qu'à l'ordinaire. Roots, tout ce que recherche désespérément, et brillamment, Jack White depuis l'aube de sa carrière. ■ **MYRIAM PERFETTI**

TEL UN SORCIER VAUDOU, le prolixe Jack White multiplie les projets de country brute et de blues-rock primaire pour retrouver le son des origines.

Lazaretto, de Jack White, Third Man Records/XL Recordings/Warner.
En concert, les 29 et 30 juin à l'Olympia, Paris IXe.
A Letter Home, de Neil Young, Third Man Records/Warner.

Tiken réveille l'Afrique

Sa barbe grisonnante lui donnerait presque un air de vieux sage africain. A 46 ans, le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly a, certes, fait du chemin (neuf albums, plusieurs Disques d'or, une Victoire de la musique, des Zénith à guichets fermés, un studio, une salle de concerts et bientôt une radio à Bamako). Pour autant, ce pourfendeur de l'injustice n'a pas perdu sa niaque. *Dernier appel,* son nouvel album, témoigne une fois encore de son militantisme constant pour qu'advienne une Afrique debout et fière. Une prise d'armes orchestrée, comme à son habitude, sur une partition reggae. Si le rastaman dénonçait dans ses précédents albums les présidents dictateurs et les puissances occidentales prédatrices qui pillent le continent noir, il s'adresse ici, et plus que jamais, au peuple africain, l'exhortant à se prendre en charge. Après le tonitruant *Réveillez-vous* que Tiken lançait en 2002 dans *Françafrique,* voici venu le temps des responsabilités. *« Arrêtons de tendre la main… Rien ne tombera du ciel si nous voulons avancer »,* scande-t-il, pour conscientiser la jeunesse. Certains diront que le chanteur se répète, car ses combats sont restés les mêmes – l'éducation, l'autosuffisance alimentaire, la réconciliation et l'unité des peuples. Oui, Tiken Jah Fakoly ressasse, martèle, scande, en français, en anglais ou en dioula. La répétition a des vertus quand rien n'est gagné. Enregistré à Paris, Londres et Bamako, où le chanteur a posé ses valises depuis plus de dix ans, ce *Dernier appel* fait la part belle aux instruments traditionnels, ce qui confère à son reggae une texture originale. Parmi les voix invitées, celle de Nneka fait merveille, et la reprise de *War Ina Babylon,* le tube de Max Romeo, est réjouissante. ■ **FRÉDÉRIQUE BRIARD**

youri lenquette / universal

TIKEN JAH FAKOLY exhorte le peuple africain à se prendre en charge.

Dernier appel, de Tiken Jah Fakoly, Barclay/Universal.
En tournée en France jusqu'en août, et 11 novembre à l'Olympia, Paris IXe. tikenjahfakoly.artiste.universalmusic.fr

EXPO L'art et **la guerre**

nick ut / associated press / sipa / louvre-lens

VIETNAM DU SUD, LE 8 JUIN 1972, sur la route du village de Trang Bang.

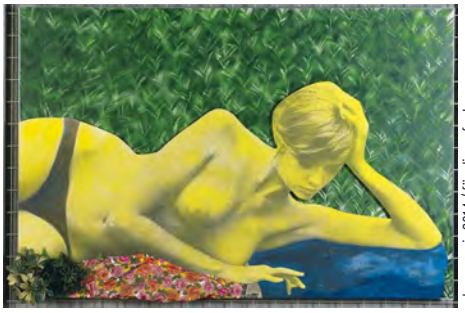
Napoléon a *« tué la guerre en l'exagérant »*, écrivait Chateaubriand. Pourtant, non seulement elle bouge encore, mais elle renaît chaque jour, et même lointaine s'immisce dans nos vies par des images toujours nouvelles, toujours plus insoutenables. C'est ainsi que commence et s'achève l'exposition vertigineuse qui se tient au Louvre-Lens, au cœur d'une cité qui il y a soixante-dix ans n'était plus qu'un tas de pierres informes, comme le rappellent des photos et des films qui amplifient encore l'impact de ce que l'on voit.

ARMES VISUELLES

Les Désastres de la guerre ? Oui, c'est le titre d'une série d'images inoubliables, gravées par Goya dans les années 1810, alors que les guerres napoléoniennes ravagent l'Europe, qui, pour Laurence Bertrand Dorléac, commissaire de l'exposition, constitue un tournant dans la façon dont les artistes représentent les conflits. L'exaltation de l'héroïsme cède de plus en plus le pas à la dénonciation de l'horreur, tandis que les nouveaux médias qui apparaissent – images de presse, photographie, cinéma – s'aventurent à leur tour sur les champs de bataille. On apprend à l'école que le *Guernica* de Picasso, représenté ici par une superbe tête de cheval (1937) est de ces bombes que les artistes peuvent envoyer en retour à l'assaillant et à la barbarie, on découvre dans cette exposition que les artistes depuis deux siècles n'ont cessé de forger de nouvelles armes visuelles contre un Léviathan dont ils n'ont jamais eu la peau, mais qu'ils nous ont appris à haïr et parfois à combattre.

Tout est possible : la dénonciation frontale, la plongée dans l'horreur, la mort en face, ou encore un simple regard, celui d'une femme pendant la guerre en Grèce, peinte par Delacroix et accrochée toute seule, sur un mur. Ou encore cet *Oublié* de la guerre de 1870 (peint par Betsellère), un soldat seul sur le champ de bataille, dans le silence qui suit le fracas, dont le visage est l'un de ceux qui composent ce long cortège de chefs-d'œuvre et d'images méconnues au long duquel on a l'impression de rencontrer autant de témoins réunis pour nous raconter l'histoire de ces artistes qui, chaque fois que la guerre revient, tentent l'impossible : rappeler l'humanité là où elle se dissout. ■ **VINCENT HUGUET**

« Les Désastres de la guerre, 1800-2014 », Louvre-Lens, Lens. Jusqu'au 6 octobre. Renseignements : 03 21 18 62 62 et louvrelens.fr
Catalogue de l'exposition, coéd. Louvre-Lens/Somogy, 400 p., 39 €.



adagp, paris 2014 / für die aufnahme : rheinisches bildarchiv köln

"SIMPLE AND QUIET PAINTING", 1965, de Martial Raysse.

Les deux faces de **Raysse**

La jeune fille un peu triste et tout en néon avec un cœur sur la joue, sur le mur du MK2 quai de Seine, à Paris, c'est lui, le crocodile qui se baigne dans la fontaine de la place du Marché, à Nîmes, c'est lui aussi : Martial Raysse, né près de Nice en 1936. Hier, les Pompidou l'adoraient, aujourd'hui François Pinault aussi, et chacun a forcément croisé le regard de l'une de ses créatures, ces femmes, trouvées dans les tableaux des maîtres anciens ou dans les magazines de mode, qu'il métamorphose en icônes pop dans les années Nylon en les couvrant de couleurs flashy et en leur ajoutant ici un parasol, là une fleur en plastique. L'une des plus célèbres, *la Grande Odalisque* d'Ingres, peau verte sur fond orange et clin d'œil ravageur, (*Made in Japan, la Grande Odalisque*, 1964) est d'ailleurs sans doute la véritable Joconde du centre Pompidou et elle a de quoi rendre jalouse les Marilyn d'Andy Warhol. Martial Raysse a du génie, et les premières salles de la grande exposition que lui consacre le centre Pompidou sont jubilatoires et prouvent que l'art peut être une fête. Peu d'artistes ont su conjuguer comme lui la beauté et l'humour, la poésie et la dérision, la peinture et les néons... Oui, mais voilà, dès 1970, Martial Raysse, au faîte d'une gloire arrivée très vite, décide tout d'un coup de tourner le dos à ces muses glamour pour se mettre à peindre d'une tout autre façon. Il y a ainsi deux Raysse, peut-être plus, dans la vie de Martial, et on le lui a reproché, ne lui pardonnant pas d'avoir délaissé ses enchanteresses pour des peintures plus austères, mais parfois aussi plus mystérieuses. On peut aimer ou ne pas aimer ces œuvres souvent étranges, monumentales ces dernières années, mais on y reconnaît un artiste qui a préféré brûler ses lauriers plutôt que d'en faire un lit confortable et qui n'a jamais cessé de créer. ■ **V.H.**

« Martial Raysse, rétrospective 1960-2014 », Musée national d'art moderne, centre Georges-Pompidou, Paris IVe. Jusqu'au 22 septembre. Renseignements : 01 44 78 12 33 et centrepompidou.fr

Au revoir, tristesse

Certaines ruptures ont leur bande originale, leurs livres de chevet. Rien à faire, des années après, ceux-là sont encore associés à la séparation qu'ils ont accompagnée. En pleine tentative de survie à celle d'avec le père de sa fille, Anne Berest se réfugie dans l'œuvre de Françoise Sagan et ce moment de 1954 qui a fait basculer son existence vers un destin : la publication de *Bonjour tristesse*. Françoise Quoirez, 18 ans, jeune bourgeoise hors du moule et aimée très fort, ne sera plus la même. C'est Sagan en train de se faire qui évolue sous nos yeux. Ses déambulations avec son amie Florence Malraux dont elle est *« tombée amie »*, sa première séance photo d'« écrivain »... Anne Berest n'est jamais très loin. Pour ce journal biographique, elle a emprunté, des années après elle, l'itinéraire de l'écrivain adulée. Un pèlerinage qui s'étend de Lipp à Saint-Tropez. A la suivre, la jeune femme se rallume comme une voiture lente au démarrage, avant de s'engager à fond sur des routes sinueuses et étroites – dont Sagan raffolait – avec le retour du bonheur au bout. Elle s'autorise l'audace. Avec pour moment de grâce cette lettre adressée à un amour de passage, plus jeune, qui lui rappelle celle qu'elle était à 20 ans : *« Je me portais comme une promesse fragile, comme un habit trop neuf que l'on ne veut ni user ni tacher, qu'on ne veut sortir qu'aux grandes occasions et qu'au final on ne porte jamais. »* Anne Berest peut l'écrire aujourd'hui. Grâce à Sagan, qui lui a rendu service et à qui elle sait rendre hommage. ■ **LISA VIGNOLI**

Sagan 1954, d'Anne Berest, 193 p., Stock.

ANNE BEREST se sauve en suivant Sagan.

hannah assouline

paulus ponizak / gallimard

FERDINAND VON SCHIRACH raconte un fait hélas réel...

Imbroglio germanique

Un avocat qui ne sait pas qui il défend, un retraité mutique, un meurtre et des SS là où on ne pensait pas les trouver. Cette "Affaire Collini" est tout sauf simple.

Pour débuter, il aurait pu choisir une cause plus simple. Quelle idée, de se porter volontaire pour être avocat commis d'office dans une affaire de meurtre, quand la victime est une personnalité considérable du monde économique allemand ? Et encore, le jeune Caspar Leinen n'a pas tout de suite réalisé que le défunt en question est Hans Meyer, le grand-père de son (et de sa) meilleur(e) ami(e) et surtout, pour lui, une sorte d'aïeul de substitution. Pas si facile de se retrouver chargé de défendre l'assassin d'un homme que l'on a profondément aimé.

D'autant moins facile que le tueur se refuse à toute explication. Il ne nie pas avoir commis ce crime, mais reste muet quant à ses motivations. Il faut dire que le gaillard, un géant d'origine italienne nommé Fabrizio Collini, installé depuis de longues années en Allemagne, est du genre buté. Cet irréprochable retraité des usines Mercedes témoigne certes à son défenseur toute la déférence et la reconnaissance dues à un homme qui souhaite vous aider, mais s'obstine dans son refus de parler. Pour arranger le tout, voilà que notre jeune débutant au barreau se lance dans une histoire d'amour avec la petite-fille de la victime, qui l'a de tout temps fasciné.

Mais qu'importent les amours, mêmes déchirantes, justice doit être rendue et le pourquoi de cet assassinat sauvage témoignant d'une haine irrépressible doit être découvert.

Et nous voici replongés dans les pages les plus sombres de l'histoire de l'Allemagne. Car le jeune avocat va découvrir, au fil d'une longue enquête qui le conduira à explorer les archives de l'après-guerre, que le magnat des affaires, le ponte du patronat d'outre-Rhin respecté de ses pairs, est un ancien officier de la SS et pas des plus tendres. Un criminel de guerre qui sévit en Italie et fut responsable de l'exécution du père de celui qui finira par le tuer. Précisons que la justice allemande avait auparavant jugé que les faits incriminés étaient amnistiés. Une amnistie votée en catimini au détour d'un projet de loi qui sur le moment n'intéressa personne. Ce roman est d'autant plus troublant qu'il est tiré d'un fait réel. ■ **ALEXIS LIEBAERT**

L'Affaire Collini, de Ferdinand von Schirach, traduit par Pierre Malherbet, Gallimard, 160 p., 16,90 €.

Il était le **Best**

C'était une star du football d'avant, du monde des années 60. George Best scandalisait par son ivrognerie et ses excès en tout genre, mais il était adulé. Vincent Duluc raconte sa tragique épopée.

C'était un autre monde. Un monde où on ne revoyait pas les buts à la télé jusqu'à plus soif, mais où on racontait sans fin les actions d'un match au pub, devant un verre. On ne connaît plus George Best, star du football britannique des années 60, un héros moderne avant l'heure, déchaînant les passions, celles des spectateurs et celles des femmes. Il est mort à cause de ses excès mais survit dans les mémoires grâce à eux.

Il avait du style, devant les buts et dans ses reparties : *« J'ai dépensé tout mon argent en filles, en verres et en voitures. Tout le reste je l'ai gaspillé. »* Best fut le meilleur, mais dans une modeste équipe. Le Manchester United de l'époque se relevait à peine de la disparition tragique de son équipe décimée dans un accident d'avion en 1958. Il gagna peu de titres. Il fit davantage ceux des journaux à scandale qui le marquaient à la culotte, comme un défenseur besogneux suit un attaquant virevoltant.

news international / sipa

GEORGE BEST face aux photographes à Craven Cottage, le 4 septembre 1976.

TRAQUÉ... MAIS LIBRE !

Un Best traqué, qui buvait du soir au matin et du matin au soir pour échapper à la défaite qu'il détestait. Ou peut-être à sa vie qui l'ennuyait. Sans doute à son génie qui l'encombrait. Il y eut et il y aura de plus grands joueurs que George Best mais il n'existera plus de stars aussi libres que lui. Il avait le même patronyme que le premier batteur des Beatles qui commencèrent leur carrière en même temps que lui.

Mais il ne faut pas lire *le Cinquième Beatles* pour découvrir la vie d'un footballeur mais pour lire le destin tragique d'un héros moderne par un auteur talentueux. En une phrase Vincent Duluc écrit la légende : *« Les hommes voulaient être George Best, les femmes voulaient George Best*, écrit-il, *la vie était bien faite : la moitié du monde, à peu de chose près, a eu ce qu'elle voulait. »* Je ne sais pas si Vincent Duluc saurait faire aimer le football à un détracteur de ce sport, mais il saura faire aimer George Best à des amoureux de la littérature. Plume à la main, il est aussi déroutant et inattendu que George Best balle au pied. Les héros ont besoin d'aèdes pour écrire leur légende. George Best a trouvé le sien. ■ **OLIVIER MAISON**

Le Cinquième Beatles, de Vincent Duluc, Stock, 227 p., 18,50 €.

Sauveur de livres

Le pilon symbolise sans doute le triomphe d'un système qui a fait du livre un produit de consommation courante. Ce Léviathan réduit les invendus en pâte à papier. Les vers en produit recyclable. Dans *le Liseur du 6 h 27*, Jean-Paul Didierlaurent exorcise cette peur du romancier de voir son œuvre condamnée au pilon. Le héros, un personnage asocial, emprunte tous les jours le RER et a décidé de faire de ce moment de pure solitude compressée un temps de partage : il lit à voix haute les pages des livres qu'il arrive à arracher au pilon qu'il alimente tous les jours en invendus. Ce bourreau des romans a une âme de lecteur. Un jour, il trouve dans un wagon le journal intime d'une jeune femme dont il décide de retrouver la trace grâce aux indices de lecture laissés par l'auteur. *Le liseur du 6 h 27* est une sorte de conte social sur le pouvoir magique de la lecture, aux personnages tirés à la fois de la grisaille contemporaine et du merveilleux. Il serait vraiment dommage que ce livre original finisse au pilon, faute de lecteurs... ■ **O.M.**

Le liseur du 6 h 27, de Jean-Paul Didierlaurent, Au diable vauvert, 217 p., 16 €.

Ferry en mode pessimiste

Parce que nos existences sont fondées sur le principe d'une innovation incessante, les activités humaines ont perdu tout sens, explique le philosophe. Bienvenue dans un monde qui invente en fonction de l'Audimat. PAR ROBERT REDEKER

Dans quel type de société vivons-nous ? Le dernier livre de Luc Ferry, prolongeant et actualisant les réflexions de Schumpeter, décrit notre monde comme celui de *« l'innovation destructrice »*. L'innovation permanente est désormais la loi impérieuse des activités humaines. Elle est l'impératif auquel chaque activité est soumise, sous peine de mort. Le capitalisme – comme Marx l'avait pressenti – se confond avec une révolution permanente ne laissant rien ni personne en repos. Par suite, la crise, dont chacun se plaint, n'est pas qu'un mauvais moment passager auquel succédera une période de stabilité. Au contraire, elle est le régime normal de développement des sociétés fondées sur l'innovation ; elle est vouée à demeurer interminable.

LUC FERRY
hannah assouline

LES PASSIONS DÉMOCRATIQUES

Longtemps l'on a pris la logique de l'Audimat pour une déviation regrettable et corrigible de la presse. Luc Ferry décèle y plutôt *« la structure la plus essentielle »* des activités humaines dans l'univers de la mondialisation, adossé à la compétition omniprésente. L'Audimat est *« l'essence la plus intime de la mondialisation moderne »*. Accompagnant la compétition, il est l'aiguillon de l'innovation. Quant à la presse, elle est en outre soumise aux quatre passions démocratiques qui organisent son contenu : l'indignation, la peur, la jalousie et la colère. Il suffit chaque matin d'écouter la radio pour s'en rendre compte : les titres des bulletins d'informations cherchent avant tout à réveiller ces passions en nous, nourritures d'un bon Audimat

Or, l'innovation pour l'innovation, cette âme du monde contemporain, n'a aucun sens. De fait, *« la principale caractéristique de l'histoire mondiale aujourd'hui c'est que nous ne savons ni quel monde nous construisons, ni pourquoi nous y allons »*. Non seulement l'histoire et l'activité humaine n'ont plus de sens, mais la volonté elle-même est aveugle. Luc Ferry ne rejette pas, cependant, cet univers ; l'enjeu est pour lui de *« reprendre la main »* sur lui, politiquement. Ce livre brillant et incisif est la synthèse du cheminement intellectuel du philosophe autant que l'expression du fond duquel se détachent ses prises de positions politiques. ■

L'innovation destructrice, de Luc Ferry, Plon, 100 p., 10 €.

L'Empire français et ses drôles de surprises

Historien prolixe, Bruno Fuligni nous convie à un *« tour du monde des terres françaises oubliées »* drôle et surprenant : rochers perdus en plein Pacifique, bandes sablonneuses inhospitalières, colonies oubliées des ministères et belles forêts teutonnes constituent autant de *« fragments de France »*. Avec l'immense tranche de glace qu'est la terre Adélie, les stèles et édifices historiques, l'ensemble double la superficie du territoire national et place son domaine maritime au deuxième rang mondial, exhalant au passage un fort parfum d'aventures et d'exotisme. Tel est le cas des loges de Balasore, Cassimbazar et Mazulipatam, minuscules enclaves satellites des fameux comptoirs indiens. Plus loin, les îles Chesterfield totalisent une centaine d'hectares éparpillés en mer de Corail : ce chapelet d'atolls inhabités croule en fait sous la fiente de millions de volatiles marins. Véritable or blanchâtre du XIXe siècle, le guano fut ici concédé à un exploitant roublard, dont les bénéfices devaient être illico contrôlés par un agent du Trésor, détaché en compagnie de son épouse. Le couple plia bagage en moins d'un trimestre, et *« l'archipel redevint un paradis fiscal »*. De Clipperton à l'île aux Cochons, chaque territoire procure son lot d'insolite, d'aberrations juridico-diplomatiques et de contentieux ancestraux, que le lecteur localisera grâce à la carte dépliable composant la jaquette du livre réalisée par l'illustrateur argentin Sergio Aquindo. Dépaysement garanti. ■ THOMAS RABINO

Tour du monde des terres françaises oubliées, de Bruno Fuligni, éditions du Trésor, 143 p., 17 €.

Les impasses de la démocratie 2.0

Fragilisées par la crise et par les affaires, nos institutions sont jugées inefficaces par les partisans d'une "démocratie directe", qui rêvent d'en prendre le contrôle. L'historien Jacques de Saint-Victor montre les limites de cet activisme. PAR ANTOINE LOUVARD

Des principes amoraux du *Prince* de Machiavel à la « politique spectacle » de Berlusconi en passant par l'invention du fascisme et la parenthèse démocrate-chrétienne, l'Italie s'est toujours placée à l'avant-garde de la modernité politique. Tel est le constat de Jacques de Saint-Victor dès l'introduction de son dernier essai, *les Antipolitiques*. Observant la déliquescence des démocraties européennes, l'historien des idées décèle une nouvelle fois l'émergence d'un phénomène directement sorti du *« laboratoire »* transalpin : la révolution 2.0 du Mouvement 5 étoiles (en italien, M5S) de Beppe Grillo.

Au-delà de sa prétention « anti-système », le mouvement de l'ancien comique italien se distingue aux yeux de Jacques de Saint-Victor par son utilisation des nouveaux moyens de communication fournis par le Web. Surfant sur le discrédit de toutes les élites, Beppe Grillo entend se servir de la Toile pour redonner la parole aux citoyens lambda, ordinairement tenus à l'écart des lieux de décisions.

Ce n'est pas un hasard, pour Saint-Victor, si Beppe Grillo s'est d'abord fait entendre *via* un blog relayant ses coups de gueule politiques. Créé au milieu des années 2000, son site est aujourd'hui l'un des plus visités de la planète et fut même classé parmi les 25 meilleurs du monde en 2008 par *Time*. Inspiré par son mentor et bras droit, Gianroberto Casaleggio, entrepreneur et expert en nouvelles technologies, Beppe Grillo défend la *« dimension participative »* d'Internet, proche de l'idéal d'une démocratie directe chère aux libertaires de tous les pays, en réaction à l'inefficience et à la corruption dénoncées dans nos vieilles démocraties représentatives.

mari / sintesi / sipa

BEPPE GRILLO, l'humoriste italien qui surfe en politique sur le discrédit des élites de son pays.

Les Antipolitiques, de Jacques de Saint-Victor, Grasset, 128 p., 10 €.

RÉVOLUTIONNAIRES DU NET

Décryptant les présupposés d'un tel parti pris, Jacques de Saint-Victor entend faire œuvre d'éclaireur en pointant par avance tous les impensés de cette « démocratie horizontale ». Il s'inquiète en premier lieu du *« faible niveau de politisation des cyberactivistes »,* capables par exemple de mettre sur un pied d'égalité le soutien aux populations arabes en rébellion contre leurs dictateurs et la contestation de la loi antipiratage, dite Hadopi, en France…

Surtout, Jacques de Saint-Victor montre la singulière concordance entre ces nouveaux révolutionnaires du Net et les plus grands dirigeants de la planète. L'aspiration à « changer le monde » *via* Internet est commune, rappelle-t-il, aux aficionados de Grillo et à Eric Schmidt, actuel président du conseil d'administration de Google. Dès lors, la foi en le progrès technologique ne serait-elle pas *« la dernière ruse du marché »* entérinant la disparition de toute question sociale ?

Sur sa lancée, l'essayiste s'interroge pêle-mêle sur la nature d'une démocratie où le vote électronique précéderait toute délibération collective, sur la question de l'anonymat des internautes, ressort de toutes les manipulations, et sur les biais propre à la navigation en ligne où selon les sites chacun *« se retrouve entre semblables »*.

Autant d'angles morts de ce nouvel espace public qui laissent à penser que, derrière le célèbre masque des Anonymous, la promesse d'émancipation pourrait dévoiler un visage moins enchanteur. ■

1 000 : LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS À L'AMIABLE EN FRANCE EN 2013 PAR LE MÉDIA

AVEZ-VOUS UNE TÊTE DE PIGEON ?

C'est une offre exceptionnelle, à ne rater sous aucun prétexte. Gratuitement, sans engagement de votre part, car vous êtes des lecteurs fidèles et nous tenons à récompenser cette fidélité, "Marianne" vous propose de découvrir non pas une, non pas trois, mais six ou sept manières... de vous faire embobiner et rouler dans la farine. Lisez vite et découvrez si vous avez le profil type du garçon ou de la fille qui va perdre ses économies, croyant démultiplier ses gains. Ou, au contraire, celui du vieux Sioux qui saura où placer ses deniers pour se préparer une retraite dorée. Toutes les histoires contées dans cet article sont, hélas, bien réelles et, on l'espère, édifiantes !

PAR ANTOINE CORBIN

TEUR DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS (AMF), LE "GENDARME" DES MARCHÉS.

Un pigeon, vous ? Un aigle, plutôt. Le vol sûr, l'œil acéré. Diplômé, aguerri, informé. A votre porte, VRP et démarcheurs intempestifs sont éconduits d'une voix ferme : non, vous ne voulez pas changer vos fenêtres, oui, vous êtes satisfait de votre forfait mobile ! Certes, il y aurait bien ces arpents de forêt dans lesquels vous avez investi, au Panama… Le cours du teck n'est pas aussi florissant que prévu, c'est vrai. Il est 80 % inférieur aux prévisions, peut-être. Mais c'est un placement de long terme. Tant qu'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu. C'est ce que vous dit l'ami qui vous a incité à acheter. Et il sait de quoi il parle, il connaît le Panama comme sa poche. D'ailleurs, il est en fuite là-bas. Avec votre argent.

Allons, inutile de se mentir : nous sommes tous le pigeon de quelqu'un. Croire le contraire, c'est commencer à prendre des risques. Mieux vaut repérer le cobra capable de vous hypnotiser. Il n'est pas forcément très impressionnant, ni très malin. Son succès en dit parfois davantage sur vos failles personnelles que sur ses talents de manipulateur.

VOUS RESPECTEZ LES FIGURES DE L'AUTORITÉ

En particulier quand elles revêtent l'apparence du faste et de l'argent. Au fond de vous, vous n'arrivez pas à croire que quelqu'un en costume Armani puisse être « vraiment » malhonnête. Surtout s'il a un coupé Audi. Les hôtels particuliers vous impressionnent, les yachts vous étourdissent. Même les boutons de manchettes vous font quelque chose. Un déjeuner un peu trop arrosé dans un restaurant luxueux, une main bronzée avec chevalière affectueusement posée sur votre épaule (les chercheurs américains Smith, Gier et Willis ont montré dans une expérience célèbre menée en 1982 que les clients touchés physiquement par un démarcheur étaient nettement plus enclins que les autres à acheter un produit quelconque), et vous voilà tout ramolli…

PIGEONNÉS ET BIEN ! La très sélecte société immobilière aixoise Appollonia proposait des opérations de défiscalisation « clé en main » à d'honnêtes CSP + soucieux de se constituer un capital retraite. Aujourd'hui mis en examen avec plus de 30 autres personnes, dont des banquiers, des notaires et des intermédiaires en crédit, les époux Badache ont ruiné plus de 400 particuliers. Une carambouille financière estimée à 1 milliard d'euros ! Pourtant, leur train de vie délirant (riad à Marrakech, chalet à la montagne, Ferrari, etc.) aurait dû alerter. Il a au contraire endormi la méfiance de leurs victimes, hauts fonctionnaires ou professions libérales, qui s'étaient endettés parfois à 500 % de leurs revenus, achetant quatre, cinq, 10 appartements…

VOUS CROYEZ TOUT CE QUI EST ÉCRIT DANS LES JOURNAUX

Ce n'est pas que vous soyez spécialement crédule, mais quand c'est imprimé ou « vu à la télé », vous avez tendance à penser que des gens bien informés (journalistes, spécialistes…) ont vérifié le propos et vous baissez vos défenses. Votre côté « bon public », votre nature affable et peu paranoïaque font de vous une molle incarnation du consensus. A chaque présidentielle depuis 1974, vous avez voté pour le gagnant, quelle que soit sa couleur, vous achetez le prix Goncourt et vous allez renoncer au diesel car vous vous sentez personnellement concerné par la lutte contre le réchauffement climatique.

PIGEONNÉS ET BIEN ! Jacques et sa douce amie, tous deux universitaires experts en géopolitique, regardent d'un œil amusé le « téléachat ». Ce jour-là, l'animateur à la belle chevelure argentée vante les mérites d'un pack de poêles et de casseroles qui « cuisent sans huile ». La présentation de l'ingénieux ustensile a de quoi séduire les gourmands : de délicieux desserts caramélisés rissolent « en live » dans la poêle magique. Nos deux quadras alléchés se fendent de 110 €. La batterie est livrée. Résultat : *« C'est de la merde. »*

Après bien des réclamations, la camelote fut remboursée, mais pour les deux intellectuels la leçon reste cuisante. Si la somme n'a rien de faramineux, le mécanisme d'entraînement et de soumission à la norme est d'autant plus navrant, conforté par une caution morale. Exemple éclatant en ce moment, les arnaques aux panneaux solaires, achetés les yeux fermés par des particuliers que les encouragements de l'Etat et le tarif de rachat par EDF rassurent. ➤

COURAGE, FUYEZ !

Certaines opérations alléchantes se révèlent de vrais traquenards…

• Par les temps qui courent, on se méfiera de tout ce qui est investissement « responsable ». C'est la tarte à la crème des arnaques aux énergies renouvelables ou au microcrédit en Inde.

• On redoutera aussi la présentation en ligne, sur un site Web auquel il faut se connecter avec un identifiant et un mot de passe réservés aux initiés. On peut poser des questions et le maître répond en vous appelant par votre prénom. Irrésistible, mais dangereux !

• Détournez-vous des sites exotiques de spéculation sur les marchés des devises (le Forex) et de ceux qui proposent des options binaires (qui consistent à parier sur une question simple type « L'euro montera t-il dans les 48 heures face au dollar, oui/non ? »). Le trading en ligne, d'une manière générale, attire les profils un peu trop confiants, persuadés qu'on peut gagner en Bourse après une formation éclair. Les sites spécialisés font énormément de publicité. Repérer les truands est facile, ils annoncent toujours à peu près ceci : « Les méthodes que nous vous dévoilons aujourd'hui sont normalement réservées aux traders des grandes banques. Et quand nous vous les aurons exposées, vous comprendrez pourquoi ils ne veulent pas les partager. » Bidon. L'Autorité des marchés financiers met régulièrement à jour sur son site une liste de dizaines d'adresses à éviter à tout prix. ■

> VOUS NE CROYEZ RIEN DE CE QUI EST ÉCRIT DANS LES JOURNAUX

Contrairement aux benêts du cas précédent, on ne vous la fait pas. La presse est aux ordres, la finance internationale tient les politiques. Tout se joue dans l'ombre. La vérité est ailleurs. Julian Assange est votre héros. Bref, vous êtes un méfiant, un rationnel, un dur à cuire. Le sourcil froncé, vous vous croyez blindé contre les bateleurs. Erreur ! Paradoxalement, être trop sur ses gardes peut fragiliser. Occupé à contrôler les détails, à étudier le dessous des cartes, vous ressemblez à ces pigeons trop formalistes qui se perdent dans des simulations de rendement ultraprécises… mais totalement bidons.

PIGEONNÉS ET BIEN ! L'escroqué paranoïaque se croit à l'abri sur son propre terrain, protégé par ses repères familiers. Souvent près de ses sous, il se fera piéger par un vendeur d'assurance vie qui démarche à domicile sous prétexte d'examen gratuit de sa situation fiscale, ou d'audit « sans engagement » de ses finances personnelles. Nous sommes plus vulnérables dans notre logement que dans des bureaux anonymes. On se croit libre de mettre le vendeur à la porte, mais on ne le fera probablement pas, car en bon rationnel on rationalise son propre comportement. *« Si je le reçois, c'est que j'ai une raison de le recevoir. Si je l'écoute, c'est qu'il dit des choses intéressantes, car je suis quelqu'un de rationnel. »* C'est ce qu'on appelle le piège de l'engagement : une fois engagé dans une démarche, faire demi-tour a un coût psychologique important*. Le fait d'être en couple, loin d'augmenter l'esprit critique, renforce le piège. Ce n'est pas pour rien que le droit encadre strictement le démarchage à domicile.

VOUS ÊTES UN MÂLE (OU UNE FEMELLE) ALPHA

Vous êtes un dominant, un leader, une star ! Cardiologue, vous menez votre équipe à la baguette et faites une vie infernale au directeur de l'hôpital. Acheteur professionnel dans la grande distribution, vous pressez vos fournisseurs comme des citrons à longueur d'année. Acteur célèbre, le monde se plie à vos caprices. Vous rouler, vous ? Même pas en rêve ! Vous avez parfois des scrupules d'être aussi dur. A la limite, les abus de pouvoir, c'est vous qui les commettez. En réalité c'est par votre « force » que vous êtes fragile. Croyant faire plier un sous-fifre quelconque, vous vous faites mener par le bout du nez. Vous avez l'impression, une fois de plus, d'avoir dicté votre loi, alors que vous êtes train de tomber dans le panneau…

PIGEONNÉS ET BIEN ! Le cas de Christophe Rocancourt est assez emblématique. On peut s'étonner, en écoutant le Français zozoter à la télé, de sa dangerosité. Comment cet insignifiant a-t-il pu arnaquer plusieurs stars de Hollywood ou la réalisatrice Catherine Breillat, intellectuelle affûtée ? En jouant sur leur narcissisme. Dans le cas de Catherine Breillat, qui n'ignore rien du parcours du malfrat au moment où elle tombe dans ses filets, s'ajoute un supplément « fascination du soufre ». Croyant verrouiller un pacte avec un diable à sa mesure, elle pèche par orgueil

PROFESSIONS PIGEONS !

Si l'on en croit notre expert ès escroqueries, certains profils socioculturels sont plus exposés que d'autres.

Appelons-le Benjamin. Le terme « escroc » est un peu fort en ce qui le concerne, mais il a quand même vendu pendant trois ans des pseudo-placements miracles, sous forme d'appartements en résidence de services aux prix surévalués de 50 % à 80 %, à grand renfort de simulations de rendement bidon. ***« Les trois années les plus rémunératrices de ma vie »…***

« Parmi les cibles faciles, il y a les médecins et les chirurgiens. Ils croient tout savoir, ils finissent les phrases à votre place. Ils n'imaginent même pas qu'un sous-diplômé puisse les berner. En revanche, attention aux infirmières. Clientèle difficile, beaucoup de flair ; même nulles en placement, elles sentent les mensonges. Les enseignants sont assez casse-pieds, pinailleurs, mais une fois ferrés, ils foncent. Les gendarmes, c'est un peu pareil. Très méfiants au début, mais si vous êtes recommandé par un autre gendarme, ça va tout seul. On dit que les personnes âgées sont plus vulnérables, je ne confirme pas. Mon client le plus naïf était un développeur de jeu vidéo, la trentaine, plein aux as, totalement déconnecté des réalités. Il m'a pris trois appartements. » **Et le pire ?** ***« Les avocats, qui sont formés à détecter les pièges, et puis les agriculteurs. Je ne crois pas que ce soit du bon sens paysan, c'est plutôt de l'expérience. Ils ont déjà négocié des terrains et du matériel hors de prix, ils savent évaluer un seuil de rentabilité et une durée d'amortissement. Coriaces. »*** ■

dr

BONNE PIOCHE

Cinq placements que les escrocs délaissent…

dr

LES ACTIONS DE SOCIÉTÉS EUROPÉENNES COTÉES
Avec les actions, il y a toujours un risque. Impossible de le dissimuler, ce qui fait que les escroqueries sont paradoxalement assez rares autour de ce produit. Un fonds en actions est ce qui se fait potentiellement de plus rentable, mais les clients sont fatalement informés des possibilités de moins-values. Par ailleurs, les obligations imposées aux sociétés cotées sur les grandes places vous mettent à l'abri des magouilles. Attention en revanche aux titres d'obscures sociétés minières zimbabwéennes ou canadiennes, cotées sur des marchés de troisième rang. C'est un vecteur d'arnaques classiques.

LES OBLIGATIONS D'ÉTAT
Les emprunts russes restent synonymes d'arnaque monumentale. Nonobstant, à l'heure actuelle, difficile d'imaginer une escroquerie caractérisée autour des obligations des grands pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou la France, du moins si vous passez par l'intermédiaire d'une banque ou d'un courtier sérieux.

LES PARTS DANS LES FORÊTS FRANÇAISES
Le négoce du foncier en France est assez réglementé, les investissements dans les forêts de l'Hexagone sont plutôt sûrs. Il y a eu quelques déconvenues avec des fonds spécialisés (notamment Issoria, de la Caisse d'épargne), mais ce n'était pas des arnaques, simplement des frais mal expliqués. Les investissements à 200 % de rendement dans les forêts exotiques avec contrat rédigés en indonésien, évidemment, c'est autre chose…

LE VIN
Le secteur vient de connaître une période très agitée, marquée par la faillite retentissante d'un site appelé 1855.com, sur fond d'escroquerie présumée. *A priori,* on peut penser que ce tout petit marché va en sortir assaini. Il était temps.

LA SCANDINAVIE
Le Danemark, la Finlande et la Suède sont régulièrement dans le top cinq des pays les plus honnêtes du monde au classement établi par l'ONG Transparency International. Pourquoi pas un fonds scandinave ? ■

et se piège elle-même. La mégalomanie des stars, leur besoin insatiable de reconnaissance, leur tyrannie à peine déguisée, les conduisent souvent à s'entourer de tocards, de flatteurs et… d'escrocs. Ce sont eux qui les réclament ! Frédéric Levesque, salarié d'une filiale de la BNP spécialisée dans le cinéma, a été mis en examen fin 2012, après dix ans d'entourloupes aux frais d'Isabelle Adjani, Olivier Martinez, Alexandre Arcady, Josée Dayan… Selon le magazine *Vanity Fair* de février 2014, il aurait déclaré aux enquêteurs : *« Si on leur refuse la moindre chose, les artistes menacent aussitôt d'appeler le patron de la banque pour vous faire virer. »*

VOUS ÊTES DANS LA COMBINE

Entre nous, des gens qui ont fait fortune honnêtement, vous en connaissez ? En Suède peut-être, mais en France ? On est un pays latin. Le système D. La combine. Bernard Tapie. C'est malheureux, mais c'est comme ça. Il faut s'adapter. Frisson du risque, goût de l'aventure. Saveur inimitable de l'argent mal gagné… Si l'investissement dans le diamant qu'on vous propose comporte quelques zones d'ombre (filiale au Luxembourg qui reverse des fonds à une autre, en Israël, le tout orchestré par un siège social aux îles Caïmans…), vous dressez l'oreille. Mais pas par méfiance. Par intérêt. Le rendement annuel de 15 % net d'impôt n'est pas clairement explicité dans la brochure ? Une fois que vous avez eu les explications orales, vous comprenez pourquoi : il n'est pas certain que le fisc applaudisse le montage. Miam miam !

PIGEONNÉS ET BIEN ! Tous les clients de Bernard Madoff qui trouvaient ses rendements trop beaux l'ont laissé continuer en croyant qu'il prenait des risques avec la loi à leur place. Plus près de nous, Fabrice Denizet, surnommé *« le petit Madoff du Var » (*27 millions d'euros de préjudice quand même), n'était pas toujours très regardant sur l'origine des fonds qu'on lui apportait. Liquidée en 2012, sa société DO Conseil versait plus de 30 % d'intérêts annuels. Les clients, contents, posaient peu de questions. Selon les enquêteurs, pourtant, certains savaient que tout n'était pas transparent dans le modèle de DO Conseil. Mais aucun, apparemment, ne s'est dit qu'un courtier indélicat envers le fisc risquait aussi de l'être envers eux. ■

* L'ouvrage à lire sur ces techniques est le *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* de Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, aux Presses universitaires de Grenoble. Sorti en 1987, réédité plusieurs fois.

LES PRÉCIEUX PAS RIDICULES

Ils ont le culte du tombé parfait, l'obsession du détail qui tue et la phobie de l'avachi. Ces nouveaux Brummell sont moins futiles qu'il n'y paraît : ils font vivre maintes petites maisons pointues et favorisent le renouveau de l'artisanat de luxe. **PAR VALENTIN GOUX**

TENDANCE

STYLE CASUAL FAÇON TAILLEUR

Même les plus grands dandys ont parfois besoin d'emmener leur costume au pressing, et de se relaxer en lisant Barbey au coin du feu. Pour eux, la jeune marque française Duke & Dude a créé un vestiaire confortable et efficace, qui emprunte les codes du *street wear* contemporain sans pour autant sacrifier aux affres de la consommation de masse. Toutes les matières utilisées sont ici de qualité, sans recours à des substituts synthétiques. Signe d'une attention aux détails propre à ravir les plus exigeants, même les boutons sont recouverts de tissu. Comme quoi il est possible d'être chic, même en pantalon de jogging. Ce n'est qu'une affaire de choix. ■

dukeanddude.com

AU BONHEUR DES COQUETS

S'il aime à se perdre dans le cyberdédale des jeunes marques qui fleurissent à chaque coin de clic, rien ne remplace pour l'homme élégant le toucher d'une soie et l'odeur d'un vieux cuir. Une bonne raison de se rendre au Menswear Corner, salon d'un genre nouveau organisé autour de quelques marques emblématiques du renouveau chic. Il y rencontrera les créateurs de ses chiffons préférés et pourra causer surpiqûres et largeurs de cravate au son des sets DJ du label Dawpers, partenaires de l'événement. ■

Les 21 et 22 juin, au 44, rue de Turbigo, Paris IIIe.

menswear-corner.com

CHAUSSURES

SNOB SHOES

En 2006, Justin Fitzpatrick quittait les Etats-Unis en rêvant de lancer sa marque de chaussures. Convaincu, à rebours de ce qu'on apprend désormais dans les écoles de commerce, qu'on ne devient pas entrepreneur sans un savoir-faire particulier, il s'installait en Italie pour être apprenti d'un bottier de légende. Puis traversait la Manche pour s'établir comme le plus respecté des cireurs et patineurs de souliers londoniens, officiant au numéro 1 Savile Row, chez le grand tailleur anglais Gieves & Hawkes, et exprimant sa passion dans son blog, « The Shoe Snob ». Conclusion attendue, Justin a lancé l'an dernier sa première collection de chaussures, qui n'étaient hélas disponibles jusqu'ici qu'à Londres. Mais le site Internet de la marque vient d'ouvrir, un régal pour les amateurs de beaux souliers. ■

jfitzpatrickfootwear.com

PRÊT-À-PORTER

SILHOUETTE AU CORDEAU

Portée par une réputation de qualité impeccable, la jeune maison Husbands Paris s'est fait un joli nom en proposant des costumes très appréciés des connaisseurs. Se voulant indémodables, les créations de Nicolas Gabard, maître des lieux, font la part belle aux tissus anglais et aux lignes inspirées des années 60. Logiquement, vestes croisées, chelsea boots et pop suits sont à l'honneur dans la petite boutique du IXe arrondissement parisien. Pour ne rien gâcher, les costumes sont intégralement entoilés. Précision qui n'est pas un détail : cette technique de tailleur, que les marques grand public ont depuis longtemps remplacée par le thermocollage, assure la durabilité des vêtements. Un investissement donc, pour être élégant pendant de très longues années, tout en conservant la silhouette des premiers temps du British Blues Boom et en écoutant *Dedicated Follower Of Fashion,* des Kinks. ■

8, rue Manuel, Paris IXe. husbands-paris.com

FAIT MAIN

PAPILLON MIGNON

Mikhaïl Korausch porte des costumes bariolés, une moustache recourbée, et un chapeau en feutre. Il parle avec un accent du Sud-Ouest, et montre une bonne humeur à toute épreuve. Quand il ne part pas retrouver quelques amis dans un club de gentlemen à Londres, il coud de superbes nœuds papillons à la main, et les propose sur son site Internet. ■

labowtique.com

CYCLE

VÉLO SUR MESURE

Un brin dédaigneux des transports en commun, les raffinés du XXIe siècle aiment le charme désuet de la bicyclette. Mais pas question de pédaler sur n'importe quoi. L'avenir de l'élégance étant à la personnalisation, le nouveau précieux commande son modèle sur mesure chez Vickers Bicycles, où le *so british* Ian Covey se fait un plaisir de répondre à leurs attentes. ■

vickersbicycles.co.uk

photos : dr

CHEMISE

REHAB DE L'HOMME "GRAND ET FIN"

Pure jalousie peut-être, mais peu d'entre nous songeraient à plaindre les hommes grands et fins. Pourtant, ceux-là ont un mal fou à trouver des chemises à leur taille, devant souvent se contenter de manches trop courtes, pour un style « adolescent grandi trop vite » un peu ridicule à 32 ans. Pour eux, le chemisier français Hast vient de lancer un modèle spécial avec manches extralongues, fabriqué en Europe. Avec une coupe ajustée et des modèles en popeline double retors, oxford ou twill pour seulement 54 €, les trois jeunes entrepreneurs français derrière le concept vont faire des heureux. Des heureux grands et fins, bien entendu. ■

hast.fr

MISE EN EXAMEN

MARKETING

LA COMPLAINTE DU SAC D'ASPIRATEUR

Jeter son vieux sac d'aspi explosé de poussière est une opération peu agréable. Mais le remplacer est un vertige métaphysique !

L'*ego* surdimensionné des ingénieurs les rend-il incapables de créer des produits normés ? Faut-il accuser la désorganisation chronique des services de recherche et développement ? La volonté féroce des fabricants de nous faire acheter des produits inutiles ? Cette malveillance se manifeste dans l'incompatibilité des multiples câbles qui serpentent dans nos intérieurs : chargeurs d'ordinateurs raccords avec le téléviseur, etc. Autre classique au rayon contrariétés : les références impossibles à mémoriser des sacs d'aspirateur. Statistique ubuesque pour un consommable aussi insignifiant : il en existe plus de 10 000 différentes. Vous avez bien lu ! Le casse-tête est tel que certains sites comme sac-aspirateur.eu ont été créés pour aider les consommateurs à s'y retrouver. Si encore chaque fabricant avait le sien ! Mais on trouve jusqu'à 30 modèles pour une même marque. Résultat : errer devant le rayon des sacs d'aspirateur sans trouver la référence inscrite sur le dernier déjà parti à la poubelle est un lourd moment de solitude. En attendant que cette absurdité économique et écologique soit résolue, des boîtes de sacs vides continueront à encombrer nos placards à balais. Et des scènes ridicules arriver, où l'on nous verra vider l'ancien sac pour le réutiliser plutôt que d'affronter l'hostile rayon du supermarché. ■ **ROSA FLAMAN**

photos : dr

DU NOUVEAU DANS LE DÉO

Chaque jour, l'humain secrète en moyenne 1 l de sueur. Avec la chaleur, cela peut monter jusqu'à 10 litres ! D'où le très juteux marché des produits à appliquer sous les bras. **PAR LINH PHAM**

Depuis dix ans, ce produit d'hygiène utilisé quotidiennement par 35 millions de Français (cinq achats par an) ne cesse de se démultiplier. Certains déodorants revendiquent, par exemple, une efficacité de quatre-vingt-seize heures ! Le but n'est pas d'inciter les utilisateurs à rester quatre jours sans eau pour un effet sec longue durée. Certains déodorants proposent une efficacité antitraces blanches (*via* des actifs micronisés, invisibles sur les vêtements de couleur sombre) et antitraces jaunes sur les vêtements blancs (grâce à la suppression de certains composants dans les parfums notamment). Et même, dernièrement, antidécoloration, avec une formule qui réduit le dépôt de produit dans les fibres pour préserver plus longtemps les vêtements colorés. Pour les précieux, qui veulent garder leur chemise nickel tout au long de la journée, ou ces dames, qui veulent porter une veste à même la peau, il existe des patchs qui se collent à la jonction avec la manche pour absorber l'excès de transpiration et supprimer définitivement le risque d'auréole. Les mêmes peuvent recourir aux Retouches 2 en 1 de Narta, des cotons imprégnés d'une formule antiodeur permettant de se rafraîchir en cours de journée.

1

2014 est aussi la grande année du déodorant « compressé », une innovation Unilever (Rexona, Dove, Monsavon) qui offre l'efficacité d'un produit classique dans un format deux fois plus petit : il réduit de 25 % l'empreinte carbone de chaque aérosol et se glisse facilement dans un sac à main. Enfin, même s'il n'existe aucune preuve scientifique cautionnant l'hypothèse d'un lien entre cancer du sein et sels d'aluminium, ceux que le « tout-chimique » indispose peuvent choisir des déodorants antitranspirants entièrement formulés à base d'ingrédients naturels, et tout aussi performants, qui commencent à faire leur apparition en rayons. ■

2

3

4

5

6

NOTRE SÉLECTION

1. Effet *dry* longue durée. Stick large Endurance soixante-douze heures, Mennen, 50 ml, 3,85 €.
2. Multiactions. No Défaut, Bourjois, 200 ml, 3,45 €.
3. Ecolo. Compressé Ultra Dry, Rexona, 100 ml, 3,50 €.
4. Antiauréoles. Patchs, Narta, 4,50 € la boîte de huit.
5. Peau douce. Sensation Satinée, Nivea, 200 ml, 3,20 €.
6. Nature. Déodorant Anti-Transpirant Végétal, SVR, 50 ml, 8,50 €.

COMMENT C'EST FAIT, UN SLIP KANGOUROU ?

Ce bijou de technicité franco-français soutient des générations de coucougnettes depuis 1944. Il se vend 1,7 million de slip, Eminence par an. L'occasion de revenir sur un basique dont la paternité fait se déchirer les historiens... **PAR HERVÉ NATHAN**

MODÈLE HISTORIQUE
Le SL100 taille haute d'Eminence est toujours disponible. Ci-dessous, un top-model inattendu : Bernard Tapie !

François Iacour

Mais, bon Dieu, qui inventa le slip ? La polémique fait rage des deux côtés de l'Atlantique. Les Américains réclament le copyright. Modernes dans l'âme, ils auraient été les premiers à créer, au début du XXe siècle, le Jockey, inspiré du maillot de bain échancré aux cuisses, si pratique pour nager... Dès 1903 pourtant, le catalogue Manufrance présentait un sous-vêtement de la même forme, vendu 2 F. Petit Bateau peut aussi réclamer sa paternité, avec sa culotte « sans jambes », apparue dès 1918 et qui fait fredonner : *« Maman, les p'tits bateaux ont-ils des jambes ? »* Vingt ans passent. En 1938, Georgius – artiste populaire – chante *le Lycée Papillon,* qui attribue au plus célèbre des Gaulois l'origine de ce formidable progrès de l'humanité (masculine) :

« Vercingétorix né sous Louis-Philippe/ Battit les Chinois un soir à Roncevaux/ C'est lui qui lança la mode des slips/ Et mourut pour ça sur un échafaud. »

On pleure (de rire) encore ce héros magnifique !

CONFORT ET FRAÎCHEUR

Tout cela n'est que préhistoire, car le slip d'aujourd'hui, doté de la poche kangourou si pratique lorsque le besoin se fait pressant, apparaît en réalité en 1944 sur les GI. Comme quoi, le Débarquement n'a pas libéré que la France ! Le slip français a aussi gagné sa guerre, mais celle d'Algérie, puisque, en 1958, l'armée enjoint aux appelés d'abandonner le traditionnel

caleçon réputé trop ample sous le treillis.

Revenons en 1944, puisque c'est aussi la date de naissance de la marque Eminence, dont le seul véritable concurrent hexagonal est actuellement Le Slip français, de Saint-James.

En 1947, Eminence fabrique dans son usine historique du Gard une magnifique culotte ajourée style débardeur (on dit au « petit point noué »), qui garantit confort et fraîcheur aux messieurs. Ce modèle SL100 est toujours disponible. Son successeur, le modèle 108, en coton épais et doux, apparaît en 1950. Il a fait la gloire de la marque au temps des *sixties.* Sa maille, une cote fine 1X1, est tricotée une fois à l'endroit, une fois à l'envers, comme les grand-mères savaient le faire, afin de ne pas s'user trop vite et garder une certaine élasticité. Pour enrober délicatement les fesses, on assemble ensuite plusieurs pièces, *« comme un puzzle en trois dimensions »,* explique Dominique Seau, le patron de l'entreprise. Quant au confort du « service trois pièces », on pose un « sous card », une pièce de coton rectangulaire dans l'entrejambe, cousue à plat pour éviter les frottements. Le slip est testé par... les taxis, très attentifs à leur confort. *« Un bon slip doit pouvoir être porté toute une journée assis en se faisant oublier, tout en absorbant la chaleur et la transpiration »,* résume Dominique Seau. ■

Camille Moirenc/Hemis

PÊCHEURS DE PORT-VENDRES

DERNIERS MOHICANS DE LA MÉDITERRANÉE

Dans ce port au sein d'un paysage merveilleux, il reste une poignée de pêcheurs passionnés qui offrent les trésors de la mer catalane. Des pêches à déguster avant leur disparition inévitable…

Courte côte, certes, mais quelle merveille que ce minuscule tronçon d'Europe courant de Collioure à Cerbère ! A peine 20 km de littoral étalés le long d'un découpage côtier dont les paysages coupent le souffle. Des quatre stations balnéaires qui ponctuent le Rou sillon maritime, Collioure et Banyuls sont les plus célèbres, l'une pour son passé artistique et culturel, l'autre pour ses vins doux naturels qui sont le pendant méditerranéen du porto. Puis viennent Cerbère, frontière entre les deux Catalognes, et Port-Vendres, sorte de fjord dont la configuration idéale pour les marins en fit un port déjà apprécié des Phéniciens. Succédant aux Grecs, les Romains dédièrent le site à la déesse Vénus et en firent Portus Veneris. Port de commerce, certes, mais aussi authentique port de pêche ayant échappé ou survécu à la plaisance. Et quelle pêche ! Des espèces rares, des poissons nobles, de toutes les couleurs, de toutes les formes, à raison de 4 000 t par an. Le fleuron du jour ? Pour nous, ce fut de la galinette, nom méditerranéen du rouget grondin, reconnaissable à son museau en biseau et à ses deux grosses nageoires pectorales s'ouvrant en éventail. Deux magnifiques galinettes à la robe corail et rubis, striée de gris perle avec des reflets argentés, comme on en voit rarement.

JOYAUX ÉTINCELANTS

Le soir, elles rôtissaient sur les sarments d'un vigneron des Corbières. Juste humectées d'une huile d'olive du cru, salées à la fleur de Sigean, fermes de chair, rendues moelleuses par la braise du cépage grenache, elles reçurent la réplique d'un sublime corbières blanc sec 2013 du Château La Voulte-Gasparets, à Boutenac. Un accord si sublime que l'un des convives, catalan dans l'âme, lâcha de son accent roulant : *« C'est bon comme de la viande ! »* Ces imposantes galinettes provenaient

des Poissonneries de la côte catalane, que les habitants de Port-Vendres appellent la criée parce qu'elle côtoie la criée officielle du port, là où, chaque après-midi, vers 16 h 30, les chalutiers déchargent leurs prises du jour. L'un des vestiges de la grande flotte de pêche des années 70, où l'on comptait jusqu'à 30 navires, est le *José-Maria-Gabriel,* dont le patron est Gabriel Diaz, marin avisé et pêcheur aguerri. Un colosse au visage radieux et au sourire d'ange dont les mains burinées par le sel tiennent le timon pour assurer la manœuvre d'accostage. Une fois le bateau amarré, des dizaines de caisses de sardines sont déchargées par le bâbord.

Des sardines bleu turquoise, aux écailles d'argent pur, rangées comme des joyaux dans un alignement parfait, puis empilées, caisse par caisse, avant d'être emportées par les mareyeurs. Ils sont six à bord du *José-Maria-Gabriel.* Sortis à 2 h 30, ils ne reviendront au port que quatorze heures plus tard, les cales plus ou moins pleines. Cela fait trente-trois ans que Gabriel Diaz répète ce rituel quotidien. Passionné, assidu, combatif, l'homme laisse à penser que l'on vit là les dernières années d'un métier trop noble pour être perpétué par une société qui n'aime que les vocations lucratives. *« La pêche, ça rapporte si on bosse dur. Mais c'est trop cher, en efforts et en souffrances, pour une époque où il est devenu presque immoral de travailler plus qu'on ne gagne. Ici, j'ai connu jusqu'à 35 patrons pêcheurs, nous ne sommes plus que trois Mohicans de la mer. »* Alors que son équipage décharge les caisses de poissons, quelques habitués, pêcheurs à la retraite, flâneurs, observent la scène.

De la sardine, on passe au merlan, ici appelé capelan, puis, en plus petite quantité, à la baudroie, au merlu, à la daurade et au rouget. *« La ressource ne manque pas, elle fluctue, selon les courants et la température des eaux, le tout est de savoir la gérer en pêchant la bonne espèce au bon moment »,* lance Gaby, un ancien patron. Demain, ce trésor naturel se retrouvera dans l'assiette du consommateur sans que celui-ci connaisse la magie de cet environnement. Rien ne vaut le bonheur de déguster, sur place, un poisson pêché de l'instant. A Port-Vendres, c'est un privilège bien réel. Lorsque la météo est au beau, les « petits métiers », généralement des pointus, sortis vers 5 heures et rentrés vers 9 heures, vendent leur butin « à la pierre du quai », ici, à l'angle du quai François-Joly. Des sars, des mustelles, des rougets, des vives, des rascasses, selon ce que le filet a pu retenir dans ses mailles. Sollicité chaque jour à l'arrivée de son chalutier, Gabriel Diaz a installé une petite cabane à l'extrémité du quai Pierre-Forgas, à la jointure du quai Jean-Moulin, pour vendre, en direct, sans passer par la criée, le poisson qu'il n'aura pas fourni aux mareyeurs. Une aubaine pour les amateurs de daurade, de baudroie, de loup et de turbot du grand large, mais aussi de sardine et de rouget, car les chaluts du *José-Maria-Gabriel* recèlent parfois des joyaux aussi précieux que le grenat de Perpignan, cette pierre rare qui gisait autrefois sur les flancs du Canigou et que l'on ne trouve plus aujourd'hui que chez les antiquaires. Une bonne raison pour profiter, tant qu'il en est encore temps, des trésors de la mer catalane. ■

Gabriel Diaz, vente directe devant le *José-Maria-Gabriel,* quai Pierre-Forgas (face au 2, rue Jules-Pams), tous les jours vers 17 heures. Tél. : 06 16 02 13 97.

RIEN NE VAUT LE BONHEUR DE DÉGUSTER, SUR PLACE, UN POISSON PÊCHÉ DE L'INSTANT. SARS, ROUGETS, MUSTELLES, VIVES…

POISSONNERIE
LA CRIÉE DE LA CÔTE CATALANE

Situées à l'extrémité du port, en allant vers le large, à la hauteur de l'anse Gerbal, Les Poissonneries de la côte catalane sont un peu la caverne d'Ali Baba des produits de la mer. Dressé à l'extérieur, sous une véranda, le plus bel étal de poissons de la Côte vermeille propose tout ce que la pêche locale rapporte de meilleur : anchois, sardines, merlans, galinettes, merlus, mais aussi d'autres ports méditerranéens, comme le loup, la baudroie, la daurade ou le turbot. Bien entendu, certaines espèces peuvent aussi provenir de l'Atlantique, mais les amateurs de belle marée (même si la Méditerranée n'en a pas) apprécieront celle des profondeurs de la Grande Bleue, dont les roches, les sables et la salinité constituent un « meroir » exceptionnel. Tout contre, dans le bâtiment principal, un large choix d'huîtres – dont celles de Leucate –, d'autres coquillages et de crustacés, permettent de dresser un superbe plateau de fruits de mer méditerranéens. Le vivier à homards n'est pas en reste, à des prix toujours plus intéressants l'été (40 €/kg, contre 80 €/kg en décembre), à moins que l'on ne décide de dépenser un peu plus pour de superbes langoustes. Par ailleurs, toute une gamme de produits gourmands, soupes, bisques, sauces, conserves – les anchois de Collioure –, provenant des meilleures sources, est ici disponible, à côté d'un large choix de vins locaux, dont quelques blancs et rosés, frais et pimpants, aptes à répliquer à toutes les merveilles de la mer. Enfin, au fond du magasin, un coin bistrot permet de déguster sur le pouce quelques huîtres autour d'un verre de vin blanc. Un sympathique repaire marin pour faire un plein d'iode en se régalant sur place. ■

Les Poissonneries de la côte catalane, la criée, anse Gerbal, 66660 Port-Vendres. Tél. : 04 68 98 46 00. cotecatalanepoissonneries.com

Barbara Delacre

LA CÔTE CATALANE Chaque jour, la marée des pêcheurs de Port-Vendres est à l'étal de cette formidable poissonnerie.

PENATI AL BARETTO

LA HAUTE CUISINE ITALIENNE À PARIS

D'une élégance à la sobriété raffinée, la carte du chef Alberico Penati offre des mets parfaits, au goût juste, sans la moindre emphase dénaturante. Une excellence magistrale, avec un accent irrésistible…

Déjà très bien lotie en bonnes tables italiennes, toutes catégories confondues, la capitale de la France manquait peut-être d'une de ces adresses où la gastronomie dépasse la simple prouesse culinaire pour atteindre une dimension culturelle inscrite dans les valeurs du goût juste. A peine provocateurs, nous dirions qu'Alberico Penati, chef d'Al Baretto, le restaurant de l'hôtel de Vigny, à deux pas des Champs-Elysées, nous donne une leçon de cuisine française. Les patriotes de tous les pays comprendront. A lire et relire la carte de ce restaurant d'une élégance à la sobriété raffinée, on comprend vraiment ce qu'est la grande cuisine. C'est bien simple, du premier au dernier mets, cet inventaire n'est qu'une longue apologie du produit, une exégèse de la denrée sublimée. Pas la moindre allusion à une quelconque technique, ni la moindre description d'un procédé réducteur ou émulsifiant, *exeunt* les acrobaties sémantiques décryptant le génie plasticien du gâte-sauce, ici tout n'est que légume, pâte, chair, herbe, huile, poisson, viande et fromage. Les subterfuges ? S'il en est, c'est pour croquer sous la dent ou caresser le palais, pas pour branler le neurone.

périco légasse

LE CHEF ALBERICO PENATI
Salade aux petits pois et asperges, et escalope de foie de veau.

HARMONIES FRANCHES ET PRÉCISES

Bien entendu, la lecture en italien, aussitôt sous-titrée en français, donne de l'ampleur à la formulation, la langue de Dante laissant échapper quelques dièses alléchants que lui envie celle de Molière. Ecoutez plutôt *: Ciotola di fave, piselli e asparagi con erbe e provolone del monaco,* à savoir une salade de fèves, petits pois et asperges aux herbes et provolone del monaco (fromage réputé de la région de Sorrente, en Campanie, près de Naples, rien à voir avec le Rocher), *raviolacci di ricotta di bufala, pesto ligure e piselli saltati,* petites ravioles à la ricotta de bufflonne et son pistou à la ligure et petit pois sautés, *scaloppa di fegato con salvia e gorgonzola, cipollotti pinoli e uvetta,* escalope de foie de veau à la sauge et gorgonzola, oignons nouveaux, pignons de pin et raisins de Corinthe.

N'en jetons plus, nos oreilles salivent. Il faut voir avec quelle simplicité, mais précision, de facture, maître Penati compose ses accords et affine ses harmonies. Une esthétique de l'assiette qui se reconstruit sur les papilles. Natif de Bergame, à l'épicentre de l'un des systèmes qui forment la nébuleuse culinaire italienne, la si bien nommée Lombardie bergamasque, foyer de la polenta, Alberico Penati est un cuisinier absolu formé aux meilleures enseignes italiques d'Europe. Sa gloire, son honneur, c'est dans la mise en valeur des saveurs intrinsèques du produit qu'il les loge, pas dans la structure intellectuelle de la recette. En portant la fourchette aux lèvres, ce n'est ni un orage aromatique prémédité, ni une frise de textures buccales qui se dandine sous la langue, mais le goût franc du végétal, du marin, du minéral, du carné, qui se décline en gourmandise sensorielle. Ici le terme « contisé » est remplacé par « à la parmesane ». On peut étendre l'exercice aux asperges vertes à la parmesane et ricotta de chèvre aux gambas et pesto, magistrales, à la chair de crabe tiède et purée d'artichaut au basilic, purement exquise, aux spaghettis Verrigni et sardines à la sicilienne, fascinants, ou à la pièce de veau *fasson* du Piémont en croûte de persil et morilles.

La carte des vins est dotée de tout ce qu'il faut pour faire face au défi.

Service fervent et pro, animé par l'imperturbable Sandro Funano, sous la direction de Philippe Landat, qui sait rester droit dans sa Botte. ■

Penati al Baretto, 9, rue Balzac, Paris VIIIe.
Tél. : 01 42 99 80 00. Menus déjeuner à 39 et 45 €.
Carte : 60-80 €. Fermé samedi et dimanche.

dr

CHÂTEAU D'UNANG

LES CHARMES DU VENTOUX

De modeste réputation, le vignoble du Ventoux recèle, ici ou là, quelques petites merveilles qui tiennent la dragée haute à d'autres crus réputés de la vallée méridionale du Rhône. Fier de son passé, dont les traces remontent au IXe siècle, Château Unang est le fleuron de cette appellation. Sous la férule de Joanna et James King, Unang associe une recherche permanente d'authenticité par un soin porté à la vigne, un respect de l'identité de chaque cépage et une mise en valeur du terroir qui permet de parler de « cru » pour ce domaine exemplaire. Parmi les trois cuvées disponibles, notre coup de cœur est allé à celle dont l'étiquette mentionne « La Croix ». Pour ceux qui savent que le vin est un produit sacré né de la rencontre d'une verticale reliant la terre au ciel et d'une horizontale survolant le sol, cet intitulé n'est pas usurpé. *« Ce que vous aurez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'aurez fait »,* dit le Christ dans l'Evangile. Ainsi peut-on rendre grâce au Château Unang de consacrer les charmes de l'AOC Ventoux. Un rouge franc et généreux, à la robe resplendissante, au nez de verger en fleurs, vigoureux et pourtant si délicat en bouche, marqué par des arômes de cassis, de pruneau frais, de violette et de café. Une somptueuse bouteille dont les vertus gourmandes flattent l'épaule d'agneau grillée sur la braise avec des légumes du potager. ■

dr

Château Unang, route de Méthamis, 84570 Malemort-du-Comtat. Tél. : 04 90 69 91 37. Cuvée « La Croix » 2008 : 14 €.

BEURRE CRU

LA BONNE SAISON

La flore printanière ayant envahi la campagne française, c'est à cette période de l'année que le beurre cru donne le meilleur de lui-même en restituant les saveurs et les arômes de la prairie. L'occasion idéale de tester ce qu'est un vrai beurre et de comparer les nuances entre un produit fermier baratté dans du bois et un produit industriel. A tartiner ou à cuisiner, un bonheur simple et pas trop ruineux pour goûteurs avisés. ■

Beurre cru Gaborit, 2 € les 125 g, en épiceries bio.

dr

COUP DE GUEULE

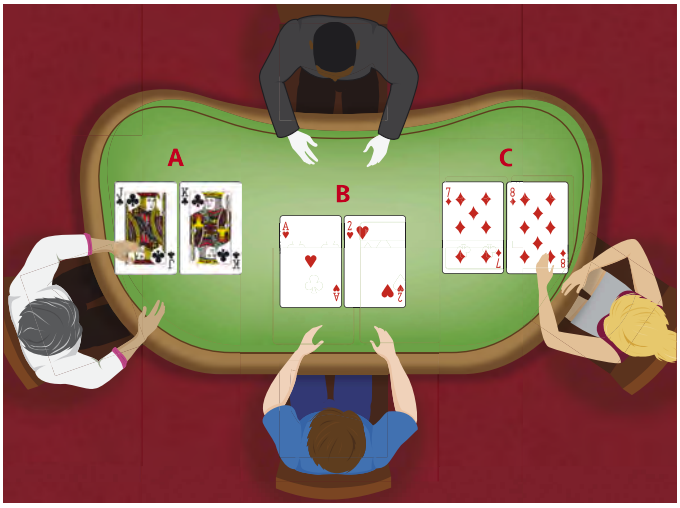
ICE KREAM ÉDULCORÉ : MICHALAK SE SUCRE AU CANDEREL

Décidément, l'époque est au reniement. A son tour, Christophe Michalak, figure à la fois emblématique et médiatique de la pâtisserie française de talent, se marie avec la firme Canderel (filiale de Monsanto, naguère dirigée par Ronald Rumsfeld, ancien secrétaire à la Défense de George Bush) pour créer un dessert, Ice Kream, au sucralose, ce composé obtenu par chloration chimique du saccharose. Rien de bien méchant, un peu de trichlosucrose E955 dans la crème glacée n'a jamais fait de mal à personne. Principale vertu, son pouvoir sucrant, 600 fois supérieur au saccharose, soit trois fois plus que l'aspartame, sans conséquence calorique. Il peut sembler étrange de recourir à un édulcorant artificiel quand on est l'émérite vedette d'un artisanat d'art dont le sucre naturel demeure la matière noble. Est-il si important, hormis à des fins mercantiles, d'user de subterfuges industriels pour bousculer les dogmes ? On peut le faire aussi avec des idées. Le petit génie pourrait se contenter de préciser qu'il utilise du sucralose dans ses créations diététiques sans proclamer qu'il s'est marié avec la marque la plus célèbre du marché. *« Poursuivant sans relâche sa mission qui consiste à démystifier la pâtisserie et foudroyer les gourmands de bonheur »,* ainsi qu'il est précisé sur le dossier de presse Canderel, sans doute Christophe Michalak croit-il de bonne foi que s'associer avec un géant de l'industrie agroalimentaire va le hisser aux sommets de la révolution pâtissière ? Peu probable, surtout quand tombe, en guise d'aveu, l'argument principal de l'opération : *« Pour se faire plaisir sans culpabiliser. »* Ah, c'était donc ça... La pâtisserie fait grossir, mais, moi, je suis celui qui, grâce à Canderel, va vous permettre de jouir sans pécher. Histoire de jeter un peu plus l'anathème sur le sucre traditionnel en le livrant à une inquisition diététique aux ordres du lobby chimique. On imagine Alain Ducasse ou Joël Robuchon revendiquant l'usage de la margarine Astra ou Fruit d'or à la place du beurre dans leurs recettes étoilées pour permettre à leur clientèle de « se faire plaisir sans culpabiliser »... ■

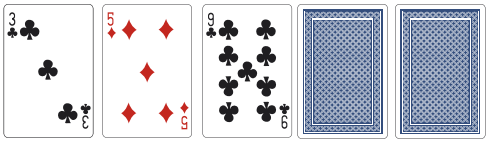
POKER

Trois joueurs s'affrontent dans un coup de Texas Hold'em.

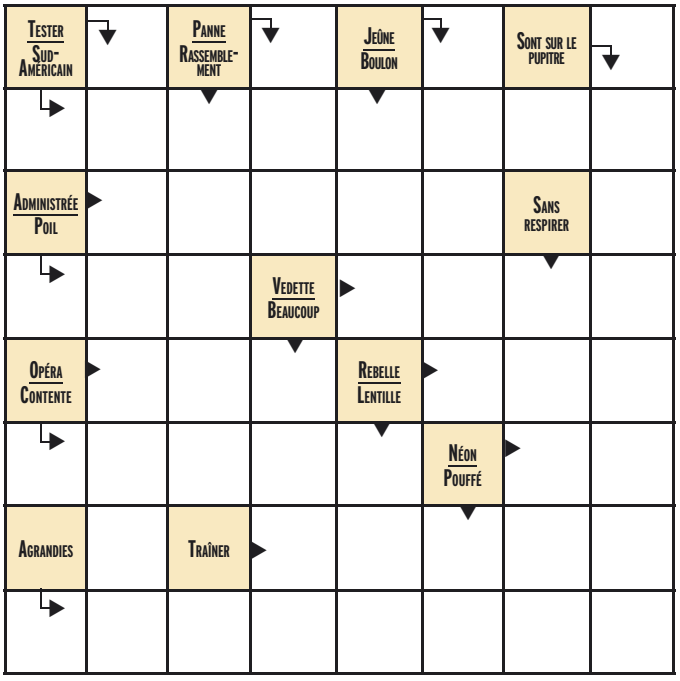
1. Quelle est la main favorite, la deuxième, la troisième ?



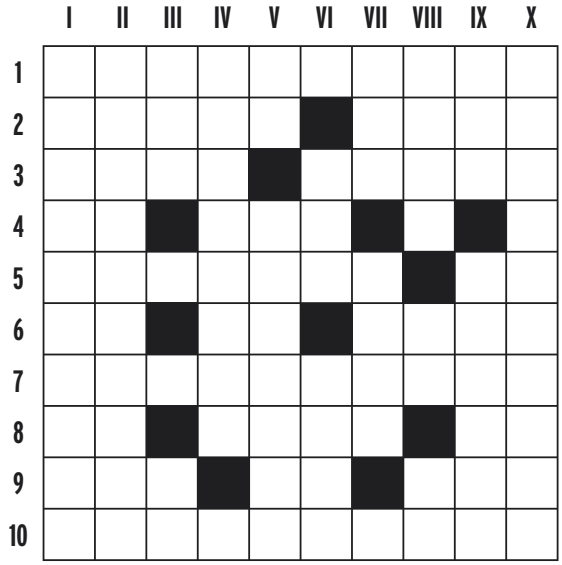
2. Puis viennent les trois cartes du flop.
Sur quelle main pariez-vous maintenant ?



MOTS FLÉCHÉS



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

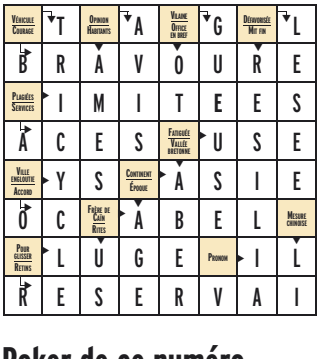
● 1. De quoi faire de joyeux drills ● 2. Ne parle que quand il est comique - Our et autour ● 3. Enfant d'Emile ou compagne de jules - Repousse du pied ● 4. Entre le tambour et la trompette - Peut se faire expulser par un club sportif ● 5. Il ne suffit pas d'en avoir pour le remplir - Lys près de la Ville rose ● 6. Pronom - A connu l'âge bête assez tard - Un ingénieur au nom prédestiné ● 7. Coureur de fonds ● 8. Elément de portée - S'affranchit de fonds douteux - On le répète tous les jours ● 9. Mémoire collective - Tout ou presque rien - Le son du pain ● 10. A sa place près des croulants.

VERTICALEMENT

● I. Commerce qui connaît des hauts et des bas ● II. Cause de chute de tension ● III. Cours dans tous les sens en Angleterre - Fait du vent à l'oreille ● IV. Capable de retournement sur le champ ● V. Est parfois suivi d'une tarte - Sont toujours frais ● VI. Facteur de soulèvement - On l'aimait à la Bastille avant l'Opéra ● VII. Gai subjonctif - Concerne l'amour mais pas les amoureux ● VIII. Fermes soutiens de l'église - Il assure une ligne parfaite - Article de bazar ● IX. Passe sous la porte et va vers le haut - A vu se lever bien des étoiles nouvelles ● X. Un homme qui fut bien obligé de se passer de sucres.

SOLUTIONS DU N° 895

Mots fléchés



Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	V	I	D	E	P	O	M	M	E	S
2	I	R	O	N	I	S	E	■	D	A
3	E	O	■	F	U	I	■	S	E	L
4	I	N	T	I	■	D	I	A	N	E
5	L	I	O	N	C	E	A	U	■	E
6	L	E	U	■	H	■	S	T	O	■
7	E	■	S	U	E	R	I	O	N	S
8	S	R	■	R	■	O	■	I	D	E
9	S	U	R	N	A	T	U	R	E	L
10	E	N	N	E	M	I	S	■	S	F

Poker de ce numéro

1) Avant le flop A : 36 % ; B : 33 % ; C : 31 %
2) Après le flop A : 52 % ; B : 25 % ; C : 23 %

Ne passez pas à côté de la révolution !

Abonnez-vous à Marianne

Oui je m'abonne Le Nouveau Marianne

❑ Mme ❑ Mlle ❑ M.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .

Adresse : . . . . . .

CP ❑❑❑❑❑ Ville : . . . . . Tél. ❑❑ ❑❑ ❑❑ ❑❑ ❑❑

e-mail : AC40

Je choisis la durée

❑ **1 an** (52 numéros) **89€** 0511 ❑ **6 mois** (26 numéros) **45€** 0512

Je joins mon règlement

❑ par chèque à l'ordre de Marianne

❑ par carte bancaire n° ❑❑❑❑ ❑❑❑❑ ❑❑❑❑ ❑❑❑❑

expire fin ❑❑/❑❑ 3 derniers chiffres du n° figurant au dos de votre carte ❑❑❑

Signature obligatoire

Mes avantages

Je profite d'une économie importante (moins de 1,75€ par numéro au lieu de 3€).

Je peux à tout moment choisir de recevoir Marianne à une autre adresse (en France métropolitaine) ou en suspendre provisoirement l'envoi pour la durée de mon choix.

Je suis à l'abri d'une éventuelle augmentation de tarif pour la durée de mon abonnement.

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : Marianne Abonnements – Bureau B1398 – 60643 CHANTILLY CEDEX

Offre valable jusqu'au 31/07/2014, réservée à la France métropolitaine – Etranger et DOM-TOM, nous consulter : Tél. : 01 44 84 85 20 ou 22 - Fax : 01 42 00 56 92

Retrouvez toutes nos offres d'abonnement France et étranger sur http://www.dipresse.fr/marianne (paiement sécurisé)

Conformément à la loi Informatique et libertés n° 78.17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Par Nicolas Domenach

DE L'ART DÉLICAT DU PARRICIDE

Comment tuer le père sans être condamné pour l'éternité à errer *« tel un fantôme sous une pluie de sang »* ? Le parricide en politique est un « art » délicat auquel est confronté tout apprenti leader soucieux d'un destin. Pour grandir, il faut se défaire de toute ombre tutélaire, mais en prenant garde à ne pas trop se salir les mains. C'est le défi impérieux et délicat auquel est confrontée Marine Le Pen pour qui « l'heure de tuer le père est arrivée », comme le titre le site de droite Atlantico. Mais ce n'est pas si facile, surtout lorsqu'il s'agit aussi de son géniteur, qu'on a soi-même promu président d'honneur du parti qu'il a fondé et que l'on est censée diriger. Une promotion « à vie », est-il précisé, ce qui souligne sa double distinction politique et humaine. Comment pouvoir alors jamais trancher ce que Paul Eluard appelait *« l'affreux nœud de serpents des liens du sang »* ? Surtout lorsqu'on a soi-même revendiqué *« l'héritage en sa totalité »* ?

Certes l'antisémitisme du paternel est devenu moins rentable que l'anti-islamisme, et Marine Le Pen souhaite donc l'escamoter pour le moment. Mais, dans les gènes d'extrême droite de la petite entreprise familiale, il y a cette détestation des juifs comme des francs-maçons ou des homosexuels. Ce que confirme un vieux compagnon de route de « Jean-Marie », qui relève : *« Neunœil ne supporte pas que sa fille Marine soit entourée de ceux qu'il a toujours combattus : les francs-macs, les pédés et les youpins » (sic)*. Alors, c'est moins à un parricide auquel on pourrait assister qu'à une nouvelle guerre « familicide », plus ravageuse encore que celle qui avait mis à mal le chef du FN quand son second, Bruno Mégret, avait tenté de l'exécuter avec le soutien à l'époque d'une de ses filles, Marie-Caroline. *« L'affreux nœud de serpents »,* disions-nous.

Sarkozy fait encore peur

A l'UMP aussi, on a du mal à planter le couteau. Nicolas Sarkozy fait encore peur à la plupart des impétrants. Rares sont ceux comme Xavier Bertrand qui lui ont dit les yeux dans les yeux qu'ils ne le redoutaient pas, et étaient résolus à l'affrontement jusqu'au dernier sang. Sur les routes de France il trace désormais son chemin, alors qu'Alain Juppé, par exemple, retient encore son bras. Chacun se demande pourtant s'il ira jusqu'au bout tant par le passé il a pu être impressionné par la virilité de l'ancien chef de l'Etat. François Fillon aussi qui répétait à ses interlocuteurs rétifs aux foucades sarkozystes : *« Le président n'aime pas qu'on lui résiste… »* Lui-même regrette aujourd'hui d'avoir trop plié l'échine, de ne pas avoir posé un véritable acte d'indépendance et d'existence, en démissionnant de Matignon, par exemple, en 2010. Son prédécesseur, Dominique de Villepin, lui aussi avait manqué l'occasion de la rupture salvatrice lorsqu'il avait été désavoué sur le contrat première embauche par Jacques Chirac… Lequel n'avait pas raté, lui, son départ, assassin pour Valéry Giscard d'Estaing. Il est vrai que celui qui est devenu « Jacques Cœur » s'était déjà fait la main en exécutant Jacques Chaban-Delmas. Mais l'un et l'autre n'étaient pas des figures paternelles pour lui, qui n'a jamais eu de respect filial que pour Georges Pompidou. Alors, sans doute François Fillon objectera aussi qu'il ne tient pas Nicolas Sarkozy pour son père, d'ailleurs il l'avait publiquement récusé comme mentor. Il n'y aurait donc pas de risque de parricide. Mais alors pourquoi s'interroge-t-on encore sur sa détermination ?

JEAN-MARIE LE PEN ne supporte pas que sa fille fréquente ceux qu'il a toujours détestés : les francs-maçons, les juifs et les homosexuels.

samuel bollendorff / the new york times-redux-réa

C'EST PLUTÔT À UN NOUVEAU "FAMILICIDE" QU'ON POURRAIT ASSISTER, COMME DU TEMPS DE BRUNO MÉGRET.

Pis encore…

François Hollande n'a pas eu besoin d'avoir recours à ce « meurtre tabou et sublime », ses pères politiques se sont tués eux-mêmes. Jacques Delors s'est dérobé devant l'histoire, puis Lionel Jospin a sombré dans la présidentielle de 2002. Tout fut donc plus facile, sauf qu'il y avait sa compagne – et mère de ses enfants. *« Le royalicide s'est révélé plus dur que n'importe quel parricide,* relève un très proche du président. *François a même failli y passer… »* Et l'histoire n'est pas finie ! ■

LE NOUVEAU Marianne et Costa présentent

La Croisière des idées

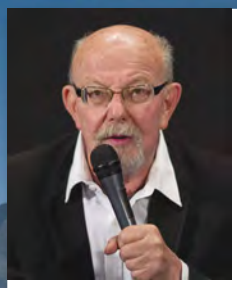
édition 2014

DU 13 AU 22 NOVEMBRE 2014

À BORD DU COSTA FORTUNA

ESPAGNE | MAROC | PORTUGAL

À partir de
980€/pers.*
SEULEMENT
Au départ de Nice
Boissons et vins
à volonté pendant les repas
Taxes et frais de séjour inclus



Rejoignez-moi à bord de la première Croisière des Idées pour un périple passionnant en Méditerranée ! Au programme, des conférences et des débats entre nos invités sur l'Europe, la France et la société de demain.

Jean-François Kahn
Fondateur de Marianne

Franz-Olivier Giesbert
Editorialiste
Le Point

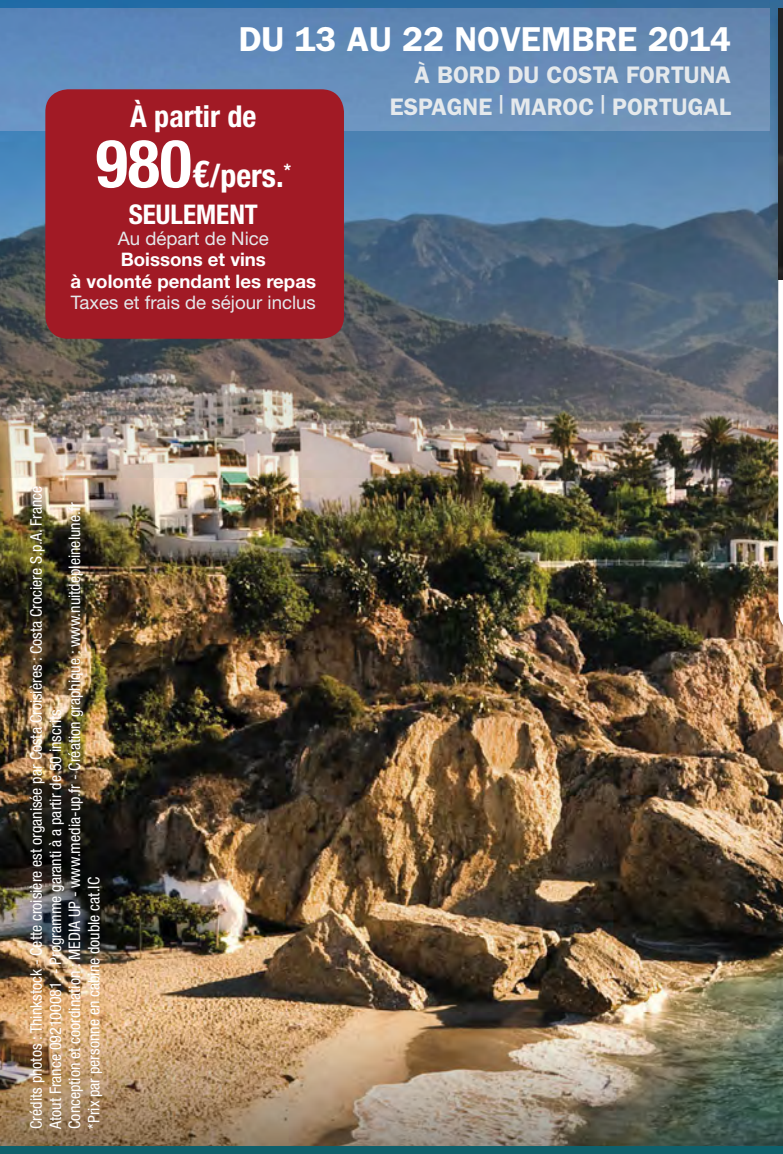
Laurent Joffrin
Ex-Nouvel Observateur, Libération

Jacques Julliard
Editorialiste
Marianne

Pierre Larrouturou
Conseiller régional
Ile-de-France

Le programme détaillé sur notre site
www.croisieres-thematiques.fr/marianne

Les personnes citées seront présentes sauf cas de force majeure.



Crédits photos : Thinkstock - Cette croisière est organisée par Costa Croisières - Costa Croisière S.p.A. France
Atout France 092100001 - Programme garanti à a partir de 50 inscrits
Conception et coordination : MEDIA UP - www.media-up.fr - Création graphique : www.nuitdeleineluna.fr
*Prix par personne en cabine double cat.IC

Renseignements et réservations au
0 811 020 033
Du lundi au samedi de 9h30 à 17h30 - 0,09€TTC/min
depuis un poste fixe en métropole

ou en vous connectant sur la page
www.croisieres-thematiques.fr/marianne

ou en retournant le coupon ci-dessous

Pour recevoir GRATUITEMENT et sans engagement la documentation, complétez, découpez et envoyez ce coupon à :
CGV services - CROISIÈRE DES IDÉES 2014 - 53 rue du Théâtre - 75015 Paris

❑ Mme ❑ Mlle ❑ M. Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊ Ville : .....

Date de naissance : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊ Tél. : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊ Email : .....@.....

Conformément à la loi " Informatique et Liberté " du 6 janvier 1978, nous vous informons que les renseignements ci-dessus sont indispensables au traitement de votre commande et que vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification des données vous concernant. PP1306

La Croisière des idées édition 2014

volkswagen.fr

CONÇUE POUR VOS ENFANTS, DESSINÉE POUR VOUS.

Nouvelle Golf Sportsvan.

Parents, mais pas seulement.

Vous êtes des parents, oui, mais vous êtes aussi bien plus. Cédez au plaisir de conduire une voiture au design sportif, équipée des dernières technologies comme le détecteur de fatigue, le régulateur de vitesse adaptatif ACC[1] ou le détecteur d'angle mort Blind Spot Detection[1]. La Nouvelle Golf Sportsvan réussit à allier des lignes fluides et dynamiques à une modularité et à un confort sans faille. Avec son coffre de 500 à 1 520 litres, sa banquette arrière coulissante et son grand toit ouvrant panoramique[1], la Nouvelle Golf Sportsvan n'a que des bons côtés pour les parents… mais pas seulement.

Golf Sportsvan TDI. A partir de **310 €/mois**[2]
SANS CONDITION DE REPRISE

Das Auto.

Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional**

Volkswagen Group France - s.a. - R.C.S. Soissons B 602 025 538

Location Longue Durée sur 48 mois. 1er loyer 2 359 € et 47 loyers de 310 €. Offre valable du 2 au 30 juin 2014.

(1) En option selon modèle et finition. (2) Nouvelle Golf Sportsvan Trendline 1.6 TDI 90 en Location Longue Durée sur 48 mois et pour 60 000 km maximum, hors assurances facultatives. Remise de 1 300 € TTC déduite du prix catalogue au 24/04/2014. Offre réservée aux particuliers en France métropolitaine non cumulable avec toute autre offre en cours, valable pour toute commande entre le 02/06/2014 et le 30/06/2014 dans le réseau participant et sous réserve d'acceptation du dossier par Volkswagen Bank GmbH – SARL de droit allemand – Capital 318 279 200 € – Succursale France : Bâtiment Ellipse – 15, av. de la Demi-Lune – 95700 Roissy-en-France – RCS Pontoise 451 618 904 – ORIAS : 08 040 267 (www.orias.fr). **Modèle présenté :** Nouvelle Golf Sportsvan Carat 2.0 TDI 150 BVM6 avec options Pack 'Drive Assist II', pack 'Techno', jantes 18" 'Marseille' et peinture métallisée en Location Longue Durée 48 mois et 60 000 km maximum, 1er loyer de **3 495 €** puis 47 loyers de **500 €**, hors assurances facultatives, remise déduite. **Das Auto. : La Voiture.**

Cycle mixte (l/100 km) : 4,4. Rejets de CO_2 (g/km) : 115.

Professionnels, découvrez la version Business de ce véhicule sur www.volkswagen.fr/entreprises